

UNIVERSITE DE YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

CENTRE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES, SOCIALES  
ET EDUCATIVES

\*\*\*\*\*

UNITE DE RECHERCHE ET DE  
FORMATION DOCTORALE EN  
SCIENCES HUMAINES ET  
SOCIALES

\*\*\*\*\*



THE UNIVERSITY OF YAOUNDE I

\*\*\*\*\*

POST GRADUATE SCHOOL FOR  
THE SOCIAL AND EDUCATIONAL  
SCIENCES

\*\*\*\*\*

DOCTORAL RESEARCH UNIT FOR  
THE SOCIAL SCIENCES

\*\*\*\*\*

**LA LUTTE ARMEE DANS LE DEPARTEMENT DU NDE  
(OUEST-CAMEROUN) : 1955-1974**

Mémoire présenté et soutenu publiquement le Vendredi 24 Juin 2022, en  
vue de l'obtention du diplôme de Master en Histoire.

Option : Relations Internationales

Par

**Livia Naomie Moguang Teckeudo**

*Licenciée en Histoire*

**Jury :**

Président : André Tassou (Professeur, UY1)

Rapporteur : Virginie Wanyaka Bonguen Oyongmen (Professeure, UY1)

Membre : Rose Gisèle Ndo'o (Chargée de Cours, UY1)

**Jun 2022**





# SOMMAIRE

SOMMAIRE .....	i
REMERCIEMENTS .....	iii
LISTE DES ABREVIATIONS ACRONYMES SIGLES .....	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT .....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
CHAPITRE I : GENESE ET FACTEURS D'EMERGENCE DU "MAQUIS " DANS LE DEPARTEMENT DU NDE.....	23
I- AUX SOURCES DU MAQUIS DANS LE DEPARTEMENT DU NDE .....	24
II- LES FACTEURS GEOSTRATEGIQUES.....	36
CHAPITRE II : LE "MAQUIS" DANS LE DEPARTEMENT DU NDE : ACTEURS, MODE D'ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT .....	46
I- LES ACTEURS ET LE MODE D'ORGANISATION DU" MAQUIS" DANS LE NDE .....	47
II- LES MODES OPERATOIRES DES "MAQUISARDS" .....	66
CHAPITRE III :CLIVAGES, GUERRES INTESTINES ET REACTIONS DES AUTORITES COLONIALES ET POST-INDEPENDANTES FACE AU "MAQUIS" DANS LE NDE.....	76
I- CLIVAGES POLITIQUES ET DIVERGENCES AU SEIN DES ORGANISATIONS PARAMILITAIRES .....	77
II-LES ACTIONS DE L'ETAT COLONIAL ET POST-INDEPENDANT .....	83
CHAPITRE IV : LA FIN DU "MAQUIS" ET SES REPERCUSSION DANS LE NDE .....	100
I- LES CAUSES DE LA FIN DU "MAQUIS" .....	100
II-LES REPERCUSSIONS DU" MAQUIS".....	116
CONCLUSION GENERALE .....	128
ANNEXES .....	133
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	149
TABLE DES MATIERES .....	158

À nos parents



## REMERCIEMENTS

Pour réaliser ce travail, nous avons bénéficié de l'aide incommensurable de certaines personnes dont nous tenons à exprimer notre profonde gratitude.

Il s'agit du Pr. Virginie Wanyaka Bonguen Oyongmen, notre encadreur qui a toujours été disponible chaque fois que nous avons sollicité son expertise. Ses différentes remarques et suggestions nous ont permis d'avoir une vision éthérée de notre travail. Sa vigueur méthodique constituait pour nous le socle de notre analyse. Professeur, une fois de plus nous vous exprimons notre profonde gratitude pour ce travail.

Nos remerciements s'adressent également aux enseignants de notre institution universitaire, plus particulièrement à ceux du département d'histoire de l'université de Yaoundé 1 qui nous ont procuré de riches enseignements depuis notre entrée au niveau 1.

Nous tenons également à remercier le Gouverneur de la région de l'Ouest A. Awa Fonka et le préfet du département du Ndé F. F. Etapa pour leur accord sans complexe, nous permettant d'effectuer des recherches dans leur unité administrative. Nous n'oublions pas le responsable en charge de la cellule départementale des anciens combattants et victimes de guerre du Ndé. Nos reconnaissances vont également à l'endroit de toutes les autorités traditionnelles pour leur accueil et tout le service rendu lors de notre séjour dans cette localité. C'est l'occasion pour nous de dire merci aux chefs traditionnelles de Bamena A. Njikou et de Bazou sa majesté Kemajou pour leur investissement dans le cadre de notre recherche.

A tous les membres de notre famille qui m'ont soutenu de près ou de loin notamment la famille Youwo pour leur accueil et l'hébergement, qu'il nous a accordé dans la localité. A Mne C. Tchiagou pour les encouragements et motivations, à mon petit frère et petite sœur K. Moguang et V Moguang, S. Moguang. A mes regrettées grands-mères M. Mangwa et J. Njiki.

Nous n'oublions pas nos aînés académiques pour leurs conseils et orientations notamment B. Mfo, C. Nsouandélé, C. Bidimé Epopa, E.Z. Eyigla. Et également nos amis à savoir J. Kamdjom, L. Bahanag, A. Noubissi, P. Boade, S. Ngomo, B. Siemeni, F. Ndjanjo, T. Ngouhou.

## LISTE DES ABREVIATIONS ACRONYMES SIGLES

### ABREVIATIONS

<b>AG</b>	:	Assemblée Générale
<b>ARCAM</b>	:	Assemblée Représentative du Cameroun
<b>CB</b>	:	Comité de Base
<b>CD</b>	:	Comité Directeur
<b>CR</b>	:	Comité révolutionnaire
<b>GC</b>	:	Garde Civique
<b>SEDOC</b>	:	Service D'étude et de Documentation
<b>SG</b>	:	Secrétaire Général
<b>UC :</b>	:	Union Camerounaise

### ACRONYMES

<b>ANY</b>	:	Archives Nationale de Yaoundé
<b>APO</b>	:	Archives Provinciale de l'Ouest
<b>ATCAM</b>	:	Assemblée Territoriale du Cameroun
<b>ESOCAM</b>	:	Evolution Sociale du Cameroun
<b>FOC</b>	:	Fédération de l'Ouest Cameroun
<b>ONU</b>	:	Organisation des Nations Unies
<b>PUF</b>	:	Presse Universitaire Française
<b>RACAM</b>	:	Rassemblement Camerounais
<b>SAP</b>	:	Société Africaine de Prévoyance
<b>SEDOC</b>	:	Service D'étude et de Documentation
<b>SHAT</b>	:	Service Historique de l'Armée de Terre
<b>UDEFEC</b>	:	Union Démocratique des Femmes Camerounaise
<b>UNICAFRA</b>	:	Union Camerounaise Française

### SIGLES

<b>AEF :</b>	:	Afrique Equatorial Française
<b>ALNK :</b>	:	Armée de Libération Nationale Kamerounaise
<b>APWA:</b>	:	Archive privée Wanyaka Amos

<b>ASGB :</b>	:	Archives Services Gouverneur De Bafoussam
<b>BCD :</b>	:	Bureau du Comité Directeur
<b>BDC :</b>	:	Bloc Démocratique Camerounais
<b>CNE :</b>	:	Centre National d'Entraînement
<b>CNO :</b>	:	Comité Nationale d'Organisation
<b>EEI :</b>	:	Engin Explosif Improvisée
<b>FNL :</b>	:	Front de Libération Nationale
<b>FMO :</b>	:	Force de Maintien de l'Ordre
<b>FPUP :</b>	:	Front Populaire pour l'Unité et la Paix
<b>GCNO :</b>	:	Garde Civique Nationale de l'Ouest
<b>HLL :</b>	:	Hors-La Loi
<b>JDC :</b>	:	Jeunesse Démocratique Camerounaise
<b>PCF :</b>	:	Parti Communiste Français
<b>PUY :</b>	:	Presse Universitaire de Yaoundé
<b>RDA :</b>	:	Rassemblement Démocratique Africain
<b>SDECE :</b>		Service de Documentation Extérieur et de Contre-Espionnage
<b>SDN :</b>	:	Sociétés des Nations
<b>SDNK</b>	:	Sinistre de Défense Nationale Kamerunaise

## LISTE DES ILLUSTRATIONS

### A-Cartes

1: La rébellion armée dans la région Bamiléké suivant l'intensité .....	43
---	----

### B-Photos

1: Mont Batchingou.....	38
2: Exposition des têtes dans un carrefour .....	98

### C-Tableaux

1: Femmes du département du Ndé actives dans le "maquis" .....	50
2: Recouvrement financier des femmes sympathisantes de l'UPC dans le NDE en 1963.....	54
3: Garde civique nationale civique de l'Ouest en 1964 .....	85
4: Bilan des opérations des forces de maintien de l'ordre en 1965 du 1er au 15 Juin .....	113
5: Bilan des opérations des forces de maintien de l'ordre en 1965 du 1er au 15 Aout.....	114
6: Estimation de la population du département du Ndé entre 1967 et 1976 .....	117
7: Répartition de la population dans l'arrondissement de Bangou et Bandjoun en 1980 .....	123



## RESUME

Après la Deuxième Guerre Mondiale, on remarque que les pays africains posent avec beaucoup plus de véhémence le problème de leur émancipation. Pour ce qui est Cameroun, le premier parti politique à poser le problème de l'émancipation a été l'UPC. Cela s'est fait en deux principales phases : la première a été celle du militantisme politique de 1948 à 1955 et la deuxième phase à partir de l'enlèvement dans les revendications violentes (1955-1974). D'abord principalement localiser dans la Sanaga-Maritime avec le CNO, la révolution embrase de nombreuses autres régions notamment la région Bamiléké avec le SDNK d'abord puis l'ALNK qui investissent des localités comme Baham, Mbaouda, Bamena, Batchingou, Bangangté... Le cas particulier du Ndé permet de ressortir des signes tangibles qui rendent compte d'une véritable lutte armée ayant opposé les nationalistes de l'UPC d'une part et les autorités coloniales d'abord puis camerounaises à partir de 1960 d'autre part. La rébellion engagée dans le "maquis" plongea l'Ouest Cameroun en général et le département du Ndé en particulier dans un climat d'insécurité totale. Dans ce travail, se pose le problème de l'insécurité dans le département du Ndé entre 1955 et 1974, saisi du point de vue tant des actions menées par les nationalistes que de la réaction des autorités coloniales ensuite camerounaises. Pour mener à bien ce travail, les sources orales, archivistiques, écrites, iconographiques et webographiques ont été d'une importance capitale. Pour analyser les informations recueillies dans les différentes sources, nous avons utilisé deux approches : l'approche diachronique, et l'inductivo-hypothético-déductive. De ces analyses, sont ressortis les différents vecteurs ayant favorisés l'implantation du "maquis" dans le département du Ndé. Les différents acteurs, le mode d'organisation et de fonctionnement des structures paramilitaires dans le Ndé ont été relevés ainsi que les clivages au sein de ces structures et de la réponse des forces de maintien de l'ordre. Cette lutte a été le socle d'une culture du sentiment national gage du patriotisme.

Mot clés : Révolution, lutte armée, maquis, rébellion, département du Ndé.



**ABSTRACT**

*After the Second World War, African countries raised the issue of their emancipation much more vehemently. As for Cameroon, the first political party to raise the emancipation issue was UPC. This was done in two main phases: firstly, the political activism from 1948 to 1955 and secondly the stalemate in violent protests (1955-1974). First mainly located in Sanaga-Maritime with the CNO, the revolution spread over many other regions including Bamileke with the SDNK then localities such as Baham, Mbouda, Bamena, Batchingou, Bangangté, etc. with the ALNK. The Specific case of Ndé reveals tangible signs that reflect a real armed struggle opposing the nationalists of UPC on the one hand and the colonial authorities first then Cameroonian from 1960 on the other hand. The rebellion committed in the "maquis" conducted West Cameroon in general and particularly the head division of Ndé into a total state of insecurity. The current work raises the issue of insecurity in the head division of Ndé from 1955 to 1974, seen from both sides: the actions carried out by the nationalists and the reactions of the colonial authorities then Cameroonian. To realize this work, oral, archival, written iconographic and webographic sources were crucial. To analyse the information collected from the different sources, two approaches were used: the diachronic and the inductive-hypothetical-deductive approach. From these analyses, the various vectors that favoured the establishment of the "maquis" in Ndé head division emerged. The different actors, the mode of organization and functioning of the paramilitary structures in the Ndé were noted as well as the divisions within these structures and the response of the law enforcement forces. This struggle was the basis of a national feeling culture, guarantee of patriotism.*

*Keywords: Revolution, armed struggle, maquis, rebellion, Head division of Ndé.*



**INTRODUCTION GENERALE**

## 1. CONTEXTE HISTORIQUE DU SUJET

Après la signature du traité Germano-Douala le 12 juillet 1884, le Cameroun devient officiellement un territoire sous protectorat Allemand. A l'issue de la Grande Guerre (1914-1918), l'Allemagne vaincue se retrouve dépossédée de l'ensemble de ses territoires coloniaux. Après la prise du territoire camerounais par la France et la Grande Bretagne, elles décident d'abord de l'administrer dans un premier temps de manière conjointe. C'est à l'issue de l'échec du condominium que ces deux puissances décident de dépecer le territoire Camerounais et de l'administrer de manière distincte<sup>1</sup>. Ce partage fut réalisé le 04 Mars 1916, entériné en 1919 à l'occasion de la Conférence de Versailles et validé en 1922. A partir de ce moment, l'évolution sociopolitique des désormais deux territoires camerounais connaît une période de relative accalmie bien que l'on note l'émergence de certaines tensions avec les mouvements germanophile et francophile.

La Deuxième Guerre Mondiale qui éclate en 1939 vient sortir les pays sous domination française de l'anonymat. Pour récompenser les colonisés qui avaient pris une part active dans le déroulement de cette guerre, la France décida de lâcher du lest et d'accorder un semblant de liberté notamment l'abolition du code de l'indigénat, l'octroi de la citoyenneté Française, la liberté d'expression<sup>2</sup>. Mais l'avancée majeure reste au lendemain de la Conférence de Brazzaville. Celle-ci donna la possibilité pour les territoires coloniaux de se syndiquer et de s'organiser en partis politiques. C'est grâce à cette dernière catégorie que le nationalisme camerounais connaît un tournant décisif avec notamment la naissance de l'Union des Populations du Cameroun(UPC) qui fait de la libération du Cameroun son cheval de bataille. Pour se faire, il entra en confrontation directe avec sa puissance tutrice qui ne percevait pas ces objectifs d'un bon œil.

Ainsi, pour structurer leur capacité à dire non à la colonisation française, plusieurs camerounais prirent le chemin du "maquis". Le nationalisme camerounais saisi du point de vue de l'UPC embrasse l'ensemble du territoire camerounais et même bien au-delà de ses limites. L'on remarque que certaines régions se sont trouvées beaucoup plus concernées que d'autres dans ce combat nationaliste. Le département du Ndé dans le pays Bamiléké occupe ainsi une place de choix dans cette lutte. La nécessité d'analyser les événements qui se sont déroulés dans ce département afin de les mettre en lumière, les champs de bataille ainsi que les conséquences de cette lutte. Ceci justifie le choix du présent travail qui s'articule autour

---

<sup>1</sup> V. Hameni Bieleu, *Politique de défense et de sécurité nationale du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.90.

<sup>2</sup> Mongo Béti, *Main Base sur le Cameroun Autopsie d'une décolonisation*, Paris, la Découverte, 2010, p.33.

de la thématique : "La lutte armée dans le département du Ndé (Ouest-Cameroun) 1955-1974". Le sujet ainsi présenté, il revient à présent de relever les raisons qui ont motivé le choix de ce sujet.

## **2. MOTIVATION DU CHOIX DU SUJET**

Les raisons pour lesquelles ce sujet a été choisi sont diverses. Cette recherche s'intéresse à l'histoire politique dans la mesure où elle retrace l'histoire du nationalisme camerounais et met en exergue quelques faits et acteurs marquants de cette histoire. Aussi, elle permet de comprendre, de revisiter le rôle joué par la puissance tutélaire et le gouvernement d'Ahidjo au cours de la lutte de libération. Elle a le souci de contribuer à la construction d'une historiographie de la décolonisation du Cameroun en reconstruisant les parts les plus infimes de cette histoire.

En dehors de ces motivations personnelles, il y'a également les exigences académiques. La fin du cycle Master étant sanctionné par la rédaction d'un mémoire, cela permet à l'étudiant d'apporter sa contribution scientifique à l'historiographie africaine. Ce devoir académique est une aubaine pour exprimer notre point de vue sur la guerre d'indépendance qui s'est déroulée au Cameroun. Les échanges avec les camarades et enseignants lors des cours magistraux de l'unité d'enseignement 321 intitulée : "La décolonisation du Cameroun" a procuré plus d'engouement dans le traitement de ce sujet.

Les raisons historiques sont aussi importantes dans le choix de ce sujet. Il s'agit ici de revisiter l'histoire du Cameroun dans le domaine sécuritaire, avec une attention particulière dans le département du Ndé. Ceci est d'autant plus important qu'à un moment donné de l'histoire du Cameroun, les faits se déroulant dans cette partie de ce pays contribuaient à déterminer la politique sécuritaire de cet Etat.

Ce sujet est tout aussi intéressant dans la mesure où il met en exergue des faits d'actualité qui ont motivé notre choix sur ce thème. L'histoire n'étant qu'un recommencement, le département du Ndé qui avait été une zone de repli au départ et d'action pour les nationalistes est aujourd'hui confronté à une situation similaire avec la crise qui sévit dans les régions de Nord-ouest et du sud-ouest. D'aucun pourront exprimer leurs inquiétudes de voir la main d'un historien traité les problèmes d'actualité, mais notre spécialité qui n'est autre que l'histoire des Relations Internationales nous permet d'aborder aisément ce sujet d'actualité. Ce sujet regorge d'un intérêt certain.

### **3.INTERET DU SUJET**

L'intérêt de ce travail repose sur quatre principaux aspects : l'aspect politique, économique, socioculturelle et académique.

L'aspect politique ici est fondé sur la dimension nationale et internationale du sujet. Au niveau national, le Cameroun qui a fait l'expérience de l'insécurité ce qui a permis d'avoir un capital de confiance. Ce sujet apparaît digne d'intérêt car, il retrace les faits d'insécurité qui ont plus ou moins su être maîtrisée bien que les moyens utilisés restent critiquables par le gouvernement Camerounais ont permis aux forces de l'ordre de faire face à des attaques similaires. Ce sujet qui met en avant ces avancées sécuritaires est important parce qu'il propose des solutions aux crises sociopolitiques qui secouent le Cameroun ces dernières années en se servant des stratégies et approches sécuritaires qui ont pu être mis sur pieds dans le département du Ndé entre 1955 et 1974. Au niveau international, ce sujet met en lumière les logiques de coopérations qui ont pu être mis en œuvre entre les acteurs impliqués dans ces questions sécuritaires principalement la France et le Cameroun. Il s'y dégage des logiques de mutualisation des forces à une menace commune. Ce sujet se propose de présenter les principes de coopération et évolution développés entre la France et le Cameroun pour venir à bout de l'action nationaliste.

Ce sujet comporte également un intérêt économique. Le Cameroun étant un Pays en Voie de Développement, il serait mal venu de parler d'un tel sujet sans toutefois évoquer l'intérêt économique. S'étant rendue compte que le développement économique passe par le développement de l'agriculture, le gouvernement Camerounais depuis son indépendance a accordé une place de choix au secteur agricole. Tous les départements de ce pays et le département du Ndé en l'occurrence concourent à promouvoir cette politique économique. Face à l'ampleur insécuritaire qu'a connue ce département, ce sujet essaye donner des mécanismes d'une relance économique qui pourrait être adoptée dans toutes les zones en proie à l'insécurité.

Dans cette étude, l'aspect social est également pris en compte. Le sujet vise l'épanouissement socioculturel des populations vivantes dans le département du Ndé qui avaient fait face à de nombreuses privations des libertés fondamentales. Ce qui allait à l'encontre des informations mentionnés dans le préambule du constituant camerounais qui stipule que : " La liberté et la sécurité sont garanties à chaque individu dans le respect des droits d'autrui et de l'intérêt supérieur de l'Etat ". Dans la lutte contre l'insécurité durant la période de 1955 à 1974, il y'a eu de nombreuses violations et privations des droits

fondamentaux assurer par la constitution. Ce travail vise ainsi à présenter les mécanismes devant permettre le respect des textes fondamentaux en cas de récidive.

Au-delà de tous ces aspects évoqués, il est également nécessaire de ressortir un intérêt académique. C'est dans l'optique du souvenir qu'il est paru impératif de remuer les cendres du passé n'ont pas dans le but d'attiser de vieilles querelles ou raviver de sombres rancœurs, mais pour exhumer un aspect largement méconnu du passé glorieux au Cameroun enfoui sous terre et dans nos traditions. Ce sujet vient contribuer à sa manière à l'enrichissement de la production historiographique camerounaise. En effet, il s'agit ici d'apporter notre griffe dans l'univers académique et scientifique. La délimitation spatio-temporelle est importante pour la compréhension de ce sujet.

#### **4.DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE**

La délimitation spatio-temporelle constitue la présentation physique de la zone d'étude et la justification des bornes chronologique.

##### **4.1. Cadre géographique**

Le pays Bamiléké est une région de chefferies traditionnelles implantées dans les hauts plateaux volcaniques de l'Ouest Cameroun. Le territoire est réduit, la terre est fertile et la densité des chefferies et de la population est élevée. Sur un espace de 5400 km<sup>2</sup>, on recense dans les années 1957 environ 107 chefferies dont quelques-unes non Bamiléké pour une densité de l'ordre de 85 habitants au Km<sup>2</sup><sup>3</sup>. Il y'a, bien entendu une grande hétérogénéité entre les chefferies bamiléké. Certaines d'entre elles ont une densité de plus de 200 habitants au km<sup>2</sup> et une population totale supérieure à 10000 personnes. Elles se caractérisent chacune par une organisation sociale très hiérarchisée et très codifiée. Elles forment aussi sur ce territoire réduit un maillage dense d'entités sociales apparentées, hiérarchisées et en apport étroits d'échanges et de rivalités.

Au début des années 1950, la région bamiléké qui succède à celle du Noun intègre les subdivisions administratives de Dschang (chef de lieu de la région) Bafang, Bafoussam, Bangangté et Mbouda. Ces cinq subdivisions s'étendent à l'époque sur un territoire d'environ 5450km<sup>2</sup> situé sur les hauts plateaux volcaniques de l'Ouest Cameroun dont l'altitude varie entre 1200 et 1400m<sup>4</sup>. Quatre régions administratives situées en contrebas bordent le pays

---

<sup>3</sup>C. Tardits, *Contribution à l'étude des populations Bamiléké de l'Ouest Cameroun*, Paris, Berger-Levrault, 1960, p.9.

<sup>4</sup>*Ibid.*

bamiléké le Bamoum à l'Est le Mbam (bafia) au Sud-est le Nkam (yabassi) au Sud et le Mungo(Nkongsamba) au Sud-ouest<sup>5</sup>.

Dans le souci de répondre aux impératifs de sécurité, l'ancienne région bamiléké est disloquée en 1960. La loi n° 60-70 du 30 novembre 1960 supprime le département bamiléké et érige cinq arrondissements qui le composaient en département notamment les arrondissements de Dschang, Bafoussam, Bangangté, Mbouda. Ces départements prennent les dénominations suivantes à partir du mois de février 1961 département de la Menoua (Dschang), département du Haut-Nkam (Bafang) département de la Mifi (Bafoussam) département du Ndé (Bangangté) qui fait l'objet de notre sujet département des Bamboutos (Mbouda). Le décret de la loi n°60-70 du 30 novembre 1960 est en effet publié le 3 février 1961.

Le département de Bangangté qui représentait tout le Ndé avant 1961 devient département du Ndé nom de la principale rivière de la localité. Ce département le moins peuplé de la région a une superficie de 1515Km<sup>2</sup> avec une population estimée à environ 38939 habitants en 1967 et 67872 en 1976<sup>6</sup> est limitrophe au Sud par le département du Mbam à l'Ouest par la région du littoral à l'Est par le pays Bamoun et au Nord par le département de la Mifi. Il compte 11 chefferies à savoir : Bangangté qui est non seulement le chef-lieu du département mais aussi une chefferie. Le nom Bangangté qui désigne la commune toute entière signifie en Bamiléké Magha (je refuse). Il proviendra d'une mauvaise prononciation par le colon Allemand de l'expression originelle "*Pah Ghante*" traduit de manière littérale en français par "les refusant de l'assujettissements" ce qui signifie en d'autres termes ceux qui refusent de se soumettre d'où le nom *Gha'Ntua*<sup>7</sup>. On appela ce groupement ainsi à cause de leur farouche résistance aux Bamoum qui voulaient les soumettre et aussi parce que leur tout premier chef tint tête à tout ceux qu'ils avaient rencontré sur place. Cette expression caractérisant ce peuple va rester dans sa prononciation actuelle. Bahouoc(ou Bawock) est l'une des chefferies du département du Ndé Les Bahouoc sont un peuple "autochtone" du Ndé le territoire du village Bahouoc à une superficie de 10km<sup>2</sup> pour une population estimée à 480 habitants<sup>8</sup>. Le village est constitué de 6 quartiers et se situe à 7km du centre urbain de

<sup>5</sup>P. Kane Bouopda, *De la rébellion dans le Bamiléké*, Paris, l'Harmattan, 2008, p.33.

<sup>6</sup>E. Nganso, "La léthargie dans le département du Ndé, une anomalie dans le dynamisme du pays Bamiléké", Thèse de Doctorat de 3<sup>ème</sup> cycle de géographie, Université de Yaoundé 1, 1982, p.229. Cette estimation de la population qui résulte des différents recensements des chefferies du département du Ndé en 1967 ne prend pas en compte la chefferie de Bangangté pour faute d'information.

<sup>7</sup>J. P. Guiffo, *Les bamiléké de l'intérieur et leurs problèmes*, Yaoundé, Editions de l'Essoach, 2003.

<sup>8</sup>Guiffo, *L'arrondissement de Bayangam*, Yaoundé, l'Essoach, 2003, p.19.

Bangangté. Bamena qui a une superficie de 46km<sup>2</sup> avec une population d'environ 4199 habitants<sup>9</sup>. Les Bamena sont reconnus dans le Ndé comme un peuple éleveur de chèvre qui représente tout le groupement. Bamena en bamiléké Meno ou Meneu fut fondé par un chasseur venu de Baloum. Bangoulap village d'altitude situé à 9,2km de Bangangté couvre une superficie de 62km<sup>2</sup> pour une population estimée à plus de 3341 hommes<sup>10</sup>. Bangoulap "Beuk Goum Lah" signifie nous avons maîtrisé le village est fondé par le roi Nzouami. Bazou qui provient de l'expression Baze c'est-à-dire les « marcheurs »<sup>11</sup>. En effet la population a acquis sa position à la suite de longues marches, poussée par les guerres tribales et les poussées migratoires. Elle a une superficie de 102km<sup>2</sup> et une population estimée à 7734 habitants.. Batchingou est une monarchie qui existe depuis le XVI<sup>e</sup> siècle avec pour tout premier chef le roi Tchanang, Batchingou signifie "terre des hommes de décision"<sup>12</sup>. Bangang-Fokam est un village d'une superficie de 69km<sup>2</sup> avec une population d'environ 7000 habitants et situé à 8km de Bangangté. Nous avons également Badounga, Bagnoun, Bamaha, Bangoua<sup>13</sup>.

La population du département du Ndé tout comme celle de la région de l'Ouest est essentiellement agricole, le paysage bocager est constitué d'arbres et d'arbustes de la forêt tropicale<sup>14</sup>. L'agriculture et le petit élevage constituent le moteur de l'économie des chefferies du département du Ndé. La philosophie des hommes de ce département se résume au travail intellectuel, physique sans relâche, la domination du cosmos, donc du pouvoir naturel et surnaturel. Avant la guerre d'indépendance, les habits du Ndé sont repartis de manière éparse, chaque famille vit sur sa concession foncière et correspond à une unité autonome et distincte. A partir de 1960, ces habitats dispersés sont regroupés pour pouvoir contenir la population et la mettre à l'abri des actions "rebelle". A la délimitation spatiale, s'ajoute la justification des bornes chronologiques.

#### **4.2. Justification des bornes chronologiques**

L'histoire est une science qui se fait dans un espace bien déterminé et place l'homme au centre de toute préoccupation. C'est l'homme qui fait l'histoire et dans cette suite d'évènements et de fait, il est concomitamment objet et sujet. Cette histoire se fait dans un

---

<sup>9</sup>*Ibid.*

<sup>10</sup>*Ibid.*

<sup>11</sup>Kemajou, V., Chef supérieur de Bazou, chefferie de Bazou, 07-12-2020 à 18h57.

<sup>12</sup>Nana A., 58ans, chef supérieur de Batchingou, chefferie Batchingou, 06-12-2020 à 09h09.

<sup>13</sup>Guiffo, *L'arrondissement de ...*, p.19.

<sup>14</sup>M. Tchindjang, "Le Bamiléké central et ses bordures : Morphologie régionale et dynamique des versants", Thèse de Doctorat, Université de Paris 7-Denis Diderot, Facultés des lettres département de Géographie, 1996, p.426.



espace et un temps bien précis. Les repères chronologiques sont une donnée de première importance pour l'historien. Joseph Ki-Zerbo affirmait à cet effet : " l'historien qui veut remonter le passé sans repère chronologique ressemble au voyageur qui parcourt dans une voiture sans compteur en piste, sans borne chronologique "<sup>15</sup>. March Bloch renchérisait dans ce sens en définissant l'histoire comme : "Une science' des hommes dans le temps "<sup>16</sup>. La présente étude couvre une période de 21 ans allant de 1955 à 1976. C'est dans cette frange chronologique que l'action des forces "nationalistes" dans le département du Ndé et la répression qui s'en est suivie est examinée.

L'année 1955 marque un tournant décisif dans l'histoire du Cameroun. C'est au cours de cette année que l'autorité française décida de pousser l'UPC à la faute et l'interdire créant ainsi un vide politique. Cette action conduisit le Cameroun oriental dans un conflit armé qui a fait couler beaucoup de sang. La France avait certes fait sortir l'UPC du jeu légal, mais elle n'avait cependant pas réussi à altérer le nationalisme camerounais présent dans les esprits. Une fois interdite, l'UPC ainsi que tous ses organes annexes (UDEFEC, JDC) décida de ne pas abandonner les combats et de mener une lutte armée. Cette dernière s'est déroulée dans le département du Ndé.

S'agissant de la borne supérieure 1974, cette année apparaît comme une date importante dans le passé du département du Ndé. L'arrestation et la mort du chef militaire et membre important du bureau du comité directeur de l'UPC Ernest Ouandie en 1971 à Bafoussam apparaît comme la fin du maquis dans la région l'Ouest Cameroun. Toutefois, il faut signaler que le département du Ndé qui avait été le dernier repère des rebelles continuait de poser des actes à l'encontre du gouvernement en place. Ces actes étaient l'œuvre de l'un des derniers chefs "rebelles" encore présent dans la localité. Il s'agit du "Commissaire Bernard" qui était établi dans la chefferie de Bazou. Ce dernier fut arrêté en 1974 par les forces de maintien de l'ordre. L'année 1974 apparaît importante pour ce département car après la mort du "Commissaire Bernard", les forces de l'ordre s'attelèrent à détruire tous les maquis et faire sortir les derniers "maquisards" encore présent dans les brousses. Pour une bonne compréhension du sujet, l'étude conceptuelle paraît ainsi importante.

## **5.ETUDE CONCEPTUELLE**

Dans le but de mieux cerner ce sujet de recherche, la clarification de certains mots et concepts est nécessaire afin de rendre ce travail digeste. C'est dans ce sens que Fabien Kangé

---

<sup>15</sup>J. Ki-Zerbo, *Histoire de l'Afrique noire*, Paris, Hatier, 1972, p.16.

<sup>16</sup>M. Bloch, *Apologie pour l'histoire ou métier d'historien*, Paris, Armand Colin, 1954, p.18.

Ewane dit "tout travail scientifique en science sociale, réside dans la définition des termes. Cette exigence constitue comme un préalable *sine qua non* de toute recherche d'ordre historique"<sup>17</sup>. L'étude conceptuelle est alors significative car elle permet la clarification et l'explication des mots clé qui faciliteront la compréhension. Au rang de ces expressions se trouvent : lutte armée, révolution, rébellion, maquis, insécurité.

Le concept "lutte armée" désigne tout type de conflit utilisant les armes, y compris la guerre ou les formes violentes de révolution et de révolte<sup>18</sup>. La lutte armée peut renvoyer donc au concept de guerre. Pour Raymond Aron, "la guerre est une simple continuation de la politique par d'autres moyens"<sup>19</sup>. Pour cet auteur qui reprend la pensée de Clausewitz, la guerre est au service de l'intérêt national et est un instrument de la communauté pour promouvoir ces intérêts à l'extérieur. La guerre apparaît ainsi légitime en ce sens que, elle est un moyen rationnel utilisé par des groupes devant les aider à accomplir leurs objectifs politiques<sup>20</sup>. Elle suppose un ennemi actif organisé et implique une réciprocité d'action volontaire<sup>21</sup>. Au Cameroun, cette lutte armée peut être qualifiée de "guerre civile" ou "guerre de libération". Pour Japhet Anafack, "le Cameroun oriental sous tutelle française accéda à l'indépendance dans un contexte de guerre civile"<sup>22</sup>. Dans cet article, il évoque le fait que pour la presse française dite de droite (L'Aurore, France observateur, la croix, le Monde...) assimile les événements qui se sont déroulés entre 1955 et 1971 comme un terrorisme simple donc dans une moindre mesure à une sorte de guerre civile dont les responsabilités incombent aux nationalistes<sup>23</sup>. Pour Abel Eyinga qui réfute l'idée d'une guerre de libération, il estime que la lutte armée avait été organisée par les nationalistes pour mettre un terme aux brimades coloniales et de s'autodéterminer malgré l'imposition de la violence<sup>24</sup>. Il renchérit en évoquant le fait que "le maquis de l'Ouest a très rapidement dégénéré en quelque chose d'impossible à discipliner"<sup>25</sup>. Thomas Deltombe, Manuel Dommergue et Jacob Tatsita dans leur ouvrage mentionnent également le fait que l'on soit parti d'une rébellion à une situation de guerre civile partie de 1955 à 1971 opposants un mouvement érigé en adversaire de poids

<sup>17</sup>F. Kangé Ewané, *Semence et moisson coloniales*, Yaoundé, Editions Clé, 1985, p.87.

<sup>18</sup>[https://www.encyclopédie.fr/définition/lutte\\_armée](https://www.encyclopédie.fr/définition/lutte_armée) consulté le 04-04 2022 à 08h57.

<sup>19</sup>R. Aron, *Penser la guerre, Clausewitz : L'âge européen*, Paris, Gallimard, 1989, p. 169.

<sup>20</sup>A. Schu, "Qu'est-ce que la guerre ? Une interprétation de la « Formule » de Carl von Clausewitz", *Revue Française de science politique*, n°2, 2017, p. 296.

<sup>21</sup>A.P.W.A., Meillon, "Psychologie des combattants", in *Stage sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967, p.1.

<sup>22</sup>J. Anafack, "Le mouvement nationaliste au Cameroun sous tutelle française relatée par la presse écrite française", in *Revue Culturelle du monde noir*, Paris, Présence africaine, 2013, p. 304.

<sup>23</sup>*Ibid.*, p.304.

<sup>24</sup>A. Eyinga, *L'UPC une révolution manquée ?*, Paris, Chaka, 1991, p. 123.

<sup>25</sup>*Ibid.*

contre un gouvernement central<sup>26</sup>. Par contre, la guerre de libération est considérée par Daniel Abwa comme une lutte qui vise à mettre fin soit à une domination étrangère, coloniale ou non, soit à un système sociale injuste<sup>27</sup>. Il ajoute que la lutte de libération est très souvent assimilé à une révolution comme la révolution Kamerunaise ou algérienne<sup>28</sup>. Dans le cadre de la présente étude, on prend la lutte armée comme une guerre engagé par les nationalistes upécistes pour mettre un terme à la colonisation et au néocolonialisme de la France.

Quant au concept de "révolution", il vient du latin "*revolvere*" qui signifie rouler en arrière, la révolution est perçue comme un changement, un bouleversement important brusque dans la vie d'une nation. Le mot révolution revêt une dimension polysémique. En physique par exemple, elle est définie comme un mouvement en courbe fermée qui revient sur lui-même. Il y'a par exemple la révolution de la terre ou l'axe de rotation<sup>29</sup>. L'histoire la perçoit comme un changement politique soudain ou lent, violent ou pacifique<sup>30</sup>. Elle est perceptible à plusieurs niveaux économiques (révolution agricole, industrielle), politique (révolution française de 1799 qui ouvre l'ère des républiques et des constitutions<sup>31</sup>) et révolution sociale. Pour les révolutionnaires marxistes-léninistes, la révolution sociale ne peut être l'œuvre que des travailleurs eux-mêmes<sup>32</sup>. Elle est profitable en ce sens qu'elle fait disparaître les volontés individuelles au profit de la volonté du parti. Pour Karl Marx la révolution apparait alors comme ne alternative à la société car les transformations sociales sont les résultats de luttes longues et difficiles ou le contrôle de l'Etat est décisif pour opérer les changements<sup>33</sup>. La révolution est ainsi considéré comme légitime dans la mesure où elle vise à mettre fin à un régime devenu intolérable. Jean jacques Rousseau affirme dans ce sens que : " céder à la force est un acte de nécessité et non de violence "<sup>34</sup>. C'est dire que la révolution peut être justifiée dans la mesure où puisque le plus fort à toujours raison, il ne s'agit plus que de faire en sorte que le plus faible soit le plus fort<sup>35</sup>. D'autres penseurs par contre comme André Tosel défini la

<sup>26</sup>T. Deltombe et al, *Kamerun ! Une guerre cachée aux origines de la françafrique*, Paris, La Découverte, 2011, p. 640.

<sup>27</sup>D. Abwa, *Ngouo Woungly-Massaga alias commandant Kissamba : " Cameroun ma part de vérité "*, Paris, Minsi, 2005, p.141.

<sup>28</sup>*Ibid.*

<sup>29</sup><https://www.lettres.tice.ac-orléans-tours.etymon/revol2.htm> consulté le 22-03-202 à 11H 40.

<sup>30</sup>J.-P. Derosier, "Qu'est-ce qu'une révolution juridique ? Le point de vue de la théorie du droit", in *Revue française de droit constitutionnel*, n°102, 2015, p.392.

<sup>31</sup>A.P.W.B., P. Duby, "Opinion publique. Méthode pour la connaître", in *Stage sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967, p.1.

<sup>32</sup>P. Nemo, "Lénine et le marxisme-léninisme", in *Histoires des idées politiques aux temps modernes et contemporains*, 2013, p. 960.

<sup>33</sup>*Ibid.*, p. 678.

<sup>34</sup>J.-J. Rousseau, *Du contrat social*, Armster, Marc-Michel reg, 1762, p.53.

<sup>35</sup>*Ibid.*

révolution comme une " contre violence qui demeure violence "<sup>36</sup>. Laurent Bury estime que la révolution est le grand drame de l'histoire, au même titre qu'une grande guerre<sup>37</sup>. De ces définitions, la révolution apparaît comme un bouleversement violent de l'ordre social.

Le concept "rébellion" quant à lui vient du latin "*rebellare*" qui signifie reprendre les hostilités, retour e arrière, s'insurger, résister s'opposer. Elle a une signification proche de celle de terrorisme et de subversion se traduit par des actes de sabotage vandalisme tendant à la destruction des biens et des réalisations économique et sociale<sup>38</sup>. Sur le plan juridique, la "rébellion" est le fait d'opposer une résistance violent à une personne dépositaire de l'autorité publique ou chargée d'une mission de service public agissant dans l'exercice de ses fonctions, pour l'exécution de l'ordre et de l'autorité publique des décisions ou mandat de justice<sup>39</sup>. Pour Daniel Abwa, la rébellion est un refus d'obéissance à une autorité établie ou de fait. Il ajoute que cette rébellion est illégitime quand l'autorité établie est légitime, elle est légitime contre un pouvoir oppresseur et injuste<sup>40</sup>. Jean Paul Sartre estimait à cet effet que nous avons toujours raison de nous révolter<sup>41</sup>. Dans le contexte camerounais, la rébellion qui fait à elle seule la loi, apparaît comme des actes de violences perpétrées par des rebelles combattus par le gouvernement d'Ahmadou Ahidjo appuyé par les troupes françaises<sup>42</sup>. Ces rebelles étaient considérés comme des brigands, des petits bandits<sup>43</sup>. En pays Bamiléké, cette rébellion est considérée comme un mouvement d'hystérie collective<sup>44</sup>. Dans la présente étude, le concept de rébellion apparaît comme un soulèvement violent contre une autorité perçue comme abusive.

Le mot "maquis" dans son sens premier désigne une forme de végétation méditerranéenne dense comprenant des arbustes et des broussailles difficiles d'accès, qui pouvait constituer un lieu de refuge. Au fil des années, le mot "maquis" prend une connotation militaire et fait référence à une zone forestière où s'abrite les combattants. Nsame Mbongo le définit comme une unité de lutte armée implantée dans un lieu géographique peu habité et

<sup>36</sup>A. Tostel, *Kant révolutionnaire*, Paris, PUF, 2003, p.403.

<sup>37</sup>L. Bury, "« Révolution » : le pouvoir d'un mot", *Histoire des révolutions*, n° 22, 2008, p. 400.

<sup>38</sup>A.P.W.A., L. Bene B'Ella, "La situation de la rébellion à l'intérieur " in *Stage sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967, p.1.

<sup>39</sup> A. Bem, " Délit pénal de rébellion défini, conditions et sanctions", *Legavox*, 08/06/2015 en ligne <https://www.legavox.fr/blog:maître-anthony-bem/delit-penal-rebellion-conditions.html>. Consulté le 17-03-2020 à 7h05

<sup>40</sup> Abwa, *Ngouo Woungly-Massaga ...*, p.141.

<sup>41</sup>M. Benasayag, "La révolte", *Etude*, n° 05,2008, p. 662.

<sup>42</sup>J.-B. Alima, *Les chemins de l'unité. Comment se forge une nation : l'exemple camerounais*, Paris, Dauberton, 1977, p.15.

<sup>43</sup>*Ibid.*, p.17.

<sup>44</sup>*Ibid.*, p.22.

difficilement accessible à l'armée locale régulière, contre laquelle elle se bat<sup>45</sup>. En France au courant de la Deuxième Guerre Mondiale, cette expression a été employée pour exprimer la glorieuse résistance française face au pouvoir nazi. Les "maquisards" étaient ainsi perçus comme un résistant, un combattant. En Afrique par contre le mot "maquis" perdit de son sens élogieux et désigna plutôt un sens festif, luxueux renvoyant à la vie nocturne, de débauche. De cette définition contrairement au maquis en France, il ne s'agit en aucun cas de lutter ou de participer à la survie de la nation et les maquisards se présentent comme un "faroteur". Dans le contexte camerounais, Faustin Kenne perçoit le "maquis" comme un lieu investi par les combattants de l'UPC qui ont opté pour la lutte armée<sup>46</sup>. Le pouvoir français puis le gouvernement Ahidjo qui considéraient les "maquisards" comme des rebelles s'étaient appropriés l'expression maquis et ses dérivés en la chargeant d'un contenu mélioratif et se considéraient comme des maquisards mais dans le sens des combattants de la libération prêts au sacrifice suprême pour le Kamerun. A présent, il est impératif de faire un tour sur la littérature qui a été faite sur cette thématique afin de mieux appréhender la question à partir des travaux qui ont précédé celui-ci.

## 6.REVUE CRITIQUE DE LITTERATURE

Chaque étude scientifique effectuée dans les sciences sociales nécessite une revue de littérature. C'est une étape qui consiste à faire une sélection des différents travaux ayant abordé le même champ d'étude. Ainsi, à travers une lecture minutieuse de ces travaux, nous pouvons mieux cadrer notre étude dans le but de ressortir sa contribution sur la question. Après avoir parcouru ces différents travaux académiques, nous avons regroupé par tendance.

La première tendance est celle des auteurs qui consacrent leurs études sur le peuple Bamiléké. C'est une tendance qui nous donne des indications sur l'origine de la population de l'Ouest Cameroun, son organisation politique, économique, sociale et culturelle. On retrouve dans cette historiographie les travaux de T. Tchatchoua<sup>47</sup>, E. Mveng<sup>48</sup>, J. Guiffo<sup>49</sup>, J.L. Dogme<sup>50</sup>, D. Toukam<sup>51</sup>, G. Ngandjou<sup>52</sup>, Z. Saha<sup>53</sup>, G.M. Dong Mougno<sup>54</sup>. Tous ces travaux

---

<sup>45</sup>Nsame Mbongo, *Hommage au patriotisme héroïque camerounais (1914-2014)*, Paris, l'Harmattan, 2014, p.145.

<sup>46</sup>F. Kenne, "Jeremie Ndelene (1920-1960) une figure emblématique de la rébellion camerounaise", *Mémoire de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2001, p.27.

<sup>47</sup>T. Tchatchoua, *Les Bamiléké au Cameroun Ostracisme et sous-développement*, Paris, l'Harmattan, 2012.

<sup>48</sup>Mveng, *Histoire du Cameroun*, Yaoundé, CEPER, 1985.

<sup>49</sup>Guiffo, *L'arrondissement de Bayangam....*

<sup>50</sup>J. L. Dogmo, *Le dynamisme Bamiléké (Cameroun) La maîtrise de l'espace agraire*, Yaoundé, Vol 1, 1981.

<sup>51</sup>D. Toukam, *Histoire et anthropologie du peuple Bamiléké*, Paris, l'Harmattan, 2010.

<sup>52</sup>G. Ngandjou, "La médecine traditionnelle dans les chefferies Bamiléké de l'Ouest-Cameroun du XVIe siècle : Etude Historique", *Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2016.

présentent une vision globale du peuple Bamiléké et font ressortir tous ses traits particuliers. Le problème qui se pose avec cette tendance est celle de sa généralité. Ces travaux englobent pour la plupart les localités comme Dschang, Bafoussam, Mbouda, Bafang et on très peu si non pas allusion à notre département d'étude.

La deuxième tendance quant à elle rentre beaucoup plus dans un spectre politique et consacre sa thématique sur l'UPC. Elle présente la genèse de ce parti ainsi que ses actions sur la scène nationale et internationale. Cette tendance retrace en réalité l'histoire politique du Cameroun avec pour point focal l'UPC. Parmi ces auteurs, nous pouvons citer : R. Um Nyobé<sup>55</sup>, J.-M. Zang Atangana<sup>56</sup>, P. Gaillard<sup>57</sup>, S. Nken Oum<sup>58</sup>, D. Monkam<sup>59</sup>, J. Kingué Bang<sup>60</sup>, S. Ndje<sup>61</sup>, J. Koufan, Menkene<sup>62</sup>, S. H. Enyegue Mbatsogo<sup>63</sup>. Ces différents auteurs pêchent par la faible place accordée à l'illustration et aux faits. Ils se limitent aux généralités sans prendre en compte l'action militante de ce parti danssa partie de l'Ouest Cameroun.

La troisième tendance se focalise sur le rôle joué par les nationalistes mais également la réaction de l'autorité coloniale et post indépendanteet les conséquences qui en découlent. Dans ce registre nous pouvons citer les auteurs comme : T. Deltombe, M. Dommergue et J. Tatsita, D. Abwa, M. Moumié, M. Kanguelieu, F. Kenne, V. Wanyaka, J.C. Nekam, E. Nganso, S. Mbachou, C. Mbiadjeu, E. Saha Tchinda, J. Mbang Bang et J. G. Otabela<sup>64</sup>.

---

<sup>53</sup>Z. Saha, "Gestion des conflits et culture de la paix en pays Bamiléké dans l'Ouest Cameroun du 18<sup>e</sup> au début du 20<sup>e</sup> siècle", Thèse de doctorat PH.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005.

<sup>54</sup>G.M. Dong Mognol, "Cameroun : Expression des identités antagonistes dans une nation à vocation pacifique 1960-2010", *Regards croisés sur les cinquantenaires du Cameroun indépendant et réuniifié*, Paris, l'Harmattan, 2012. Pp. 75-90.

<sup>55</sup>R. Um Nyobè, *Ecrits sous maquis*, Paris, l'Harmattan, 1989.

<sup>56</sup>J.-P. Zang- Atangana, *Les forces politique au Cameroun réuniifié, Les partis politique avant la réuniification*, Paris, l'Harmattan, 1989.

<sup>57</sup>P. Gaillard, *Le Cameroun*, Paris, l'Harmattan, tome 1, 1989

<sup>58</sup>S. Nken, *L'UPC de la solidarité idéologique à la division stratégique 1948-1967 Essai d'analyse historique*, Paris, Anibé, 2010

<sup>59</sup>D. Mokam, " Les associations régionales et nationalisme camerounais 1945-1961", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005.

<sup>60</sup>J. Kingue Mbang, "L'Algérie et le Cameroun dans les guerres de libérations nationales de 1954 à 1971 : Circulation des hommes des idées et soutiens logistique", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2014.

<sup>61</sup>S. Ndje, "La femme Basa'a du Cameroun au "Maquis" :1955-1971", Maitrise en Histoire, Université de Yaoundé1, 2008.

<sup>62</sup>J. Koufan Menkene, "Le seul pays africain ou le parti nationaliste indépendantiste a été, jusqu'ici, exclu de l'exercice' du pouvoir politique", in *Le Cameroun, Autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010, pp. 299-321.

<sup>63</sup>S. H. Enyegue Mbatsogo, " Les chemins de l'indépendance du Cameroun sous administration française, 1944-1960", in *Regards croisés sur le cinquantenaire du Cameroun indépendant et réuniifié*, Paris, l'Harmattan, 2012, pp.91-108.

<sup>64</sup>J. Mbang Bang, J. G. Otebela, "La lutte de libération du Cameroun après l'indépendance 1960-1971" in *Regard croisés sur les cinquantenaires du Cameroun indépendant et réuniifié*, Paris, l'Harmattan, 2012, pp. 181-203.

Au-delà de ces trois tendances, il existe des auteurs qui perçoivent la guerre de libération menée par l'UPC comme étant un moyen d'émancipation qui a été à une frange de la population sa capacité à se désintéresser de toute affaire politique. Les auteurs qui entrent dans ce cadre sont entre autre A. Eyinga<sup>65</sup>, L. Sah<sup>66</sup>, S. Eboua<sup>67</sup>, P. F. Djoumessi et G. M. Djoumessi<sup>68</sup>. Mais telle que cette tendance traite le sujet, on a l'impression que la révolution engagé par le mouvement de libération qu'est l'UPC n'était qu'un coup de couteau dans l'eau et n'avait véritablement pas fait éclore une politique véritablement nouvelle.

Au regard de toutes ces tendances, il est à noter que la notion de lutte nationale est assez complexe. Elle peut varier en fonction des aspirations d'une région, d'un Peuple ou d'un Etat. La lutte nationaliste qui n'a pas eu un écho favorable au Cameroun comme se fut le cas avec le FLN en Algérie. Au contraire ces nationalistes avaient été taxés de "terroriste", "subversif". Mais au courant de l'année 1990, le gouvernement par la voie de son chef s'était attelé à réhabiliter la mémoire de ses héros nationaux.

## 7. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE

La problématique est une composante essentielle dans un travail de recherche. Anne Marie Lavarde estime d'ailleurs que sans la problématique, " il devient inutile de continuer à chercher car l'objet se dérobe et vous ne savez pas quelle direction prendre pour la trouver "<sup>69</sup>. La lutte armée engagée par les upécistes après l'interdiction de ce parti politique s'est principalement déroulée dans la Sanaga-Maritime et dans la région de l'Ouest à partir de 1957<sup>70</sup>. Durant cette lutte, les deux parties en présence se lancèrent à des actions violentes avec parfois une portée psychologique profonde qui plongèrent les régions touchées dans un climat d'insécurité totale. Le département du Ndé avait jusqu'en 1959 été exclu de la scène mais subissait les conséquences de la lutte armée dans les localités voisines. Au regard de cela, il se dégage le problème de la lutte armée comme source d'insécurité dans le département du Ndé. De cette thématique qui s'intègre dans le cadre de l'histoire politique du Cameroun, il en découle la question centrale au tour de laquelle a été bâtie cette analyse : comment est-ce que la lutte s'est déployée dans le département du Ndé ? Quelles ont été les

---

<sup>65</sup>A. Eyinga, *L'UPC une révolution manquée*, Paris, Chaka, 1991

<sup>66</sup>L. Sah, *Femmes Bamiléké au maquis Cameroun (1955-1971)*, Paris, l'Harmattan, 2008.

<sup>67</sup>S. Eboua, *D'Ahidjo à Biya Le changement au Cameroun*, Paris, l'harmattan, 1996.

<sup>68</sup>P. F. Djoumessi, G. M. Djoumessi, *Djoumessi Mathias 1900-1966 Un chef traditionnel nationaliste, acteur de la décolonisation et de l'indépendance du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2009.

<sup>69</sup>M. Lavarde, "La problématique de recherche", Guide méthodologique de la recherche en psychologie, 2008, p.98.

<sup>70</sup>Abwa, Cameroun histoire d'..., p.280.

actions menées par l'administration coloniale et celui du Cameroun oriental indépendant et ses répercussions ?

Pour tenter de trouver des réponses à ce questionnement, nous avons procédé à la formation d'hypothèse qui "peuvent également se présenter comme le résultat d'une élaboration purement théorique"<sup>71</sup>. Il s'agira d'énoncer quatre hypothèses qui accompagnent l'hypothèse principale, parmi lesquelles :

**Hypothèse principale** : La lutte armée dans le département du Ndé est appréhendée en deux phases. Une première qui a été entamée en pleine période coloniale (1959-1960) et une seconde après les indépendances (1960-1974). Durant cette période, il a été observé quelques changements au niveau des acteurs mais la stratégie de lutte et autres modes d'organisation sont restées les mêmes.

**Hypothèse 1** : La naissance du premier parti politique (UPC) et les facteurs géographiques et humains ont été à l'origine de l'existence du maquis dans le Ndé.

**Hypothèse 2** : Les acteurs et les modes d'organisations et de fonctionnements ont été à l'origine de l'insécurité.

**Hypothèses 3** : Les clivages aux seins des organisations paramilitaires ont été utilisés par les forces régulières pour désorganiser la rébellion.

**Hypothèse 4** : La lutte armée a été à l'origine de nombreux maux mais également de la culture d'un sentiment national. Il est temps à présent de préciser l'objectif de cette étude.

## 8. OBJECTIFS DE L'ETUDE

Cette étude à caractère historique et à penchant politique est consacrée à la lutte armée dans le département du Ndé dans la région de l'Ouest-Cameroun entre 1955 e 1974. L'objectif de cette recherche vise à présenter les localités qui ont été oubliées dans l'histoire de la lutte nationaliste au Cameroun dans sa portion de 1955 à 1974. Ce travail a ainsi pour objectif principal de présenter le département du Ndé comme un théâtre de cette lutte nationaliste et de d'insérer ces parts oubliés dans l'historiographie camerounaise

Elle ambitionne de manière générale d'étudier les spécifiés du département du Ndé qui ont favorisés le choix de cette localité, ainsi que le déploiement ou la manifestation de l'action

---

<sup>71</sup>M. Grawitz, *Méthodes des sciences sociales*, Paris, Dalloz, 1992, p. 444.



nationaliste dans ce département. Aussi analyse-t-il les faiblesses de ce déploiement qui ont conduit à la réaction des forces coloniales d'abord et camerounaises ensuite. Une telle étude nécessite de préciser la démarche méthodologique qui devrait être suivie dans ce travail.

## **9. METHODOLOGIE DE RECHERCHE**

Chaque discipline est soumise à une rigueur méthodologique qui facilite la compréhension de sa méthode pour lui accorder du crédit au sein de l'environnement scientifique. En histoire, il est généralement question de la collecte qualitative et quantitative des informations et leur traitement qui rentrent dans le cadre méthodologique et orientent vers la méthode à suivre.

### **9.1. Méthodologie de collectes des données**

L'objectif de l'historien est de rendre le passé intelligible à base d'indices qui constituent des sources. L'enquête constitue l'un des piliers de la démarche méthodologique envisagée et adoptée pour cette étude car l'on ne saurait se contenter des bibliothèques et des archives. Le nombre relativement élevé des chefferies dans le Ndé (treize chefferies et une multitude de sous-chefferies et village) n'a pas empêché de les visiter et d'y enquêter systématiquement. C'est cette descente sur le terrain qui a permis de comptabiliser certains documents utiles pour ce travail.

La documentation indispensable à la rédaction de ce mémoire provient de sources variées et complémentaires. Les premières sources que l'on a consultées étaient écrites. Il s'agit des archives, des ouvrages d'ordre général, les ouvrages d'ordre spécifiques spécialisés, des articles, des rapports, des journaux, des thèses et mémoires. Grâce à une lecture minutieuse, l'on a pris des notes dans les fiches de lecture permettant ainsi à leur tour de garder des références bibliographiques.

Les sources écrites elles sont disponibles dans les bibliothèques et archives publiques ou privées et aussi dans des librairies. Les sources ou références contenues dans la bibliographie établie ont été repérées et consultées à la bibliothèque de la Faculté des Arts Lettres et Sciences Humaines, au Cercle d'Histoire Géographie et Archéologie, au département d'histoire. En dehors de ces sites, nous avons aussi fait des recherches à la bibliothèque de l'Institut Français de Yaoundé et au Centre de Recherche Géostratégique d'Afrique Centrale de la Fondation Paul Ango Ela. Nous avons aussi exploité les archives des services du gouverneur de l'Ouest à Bafoussam. Ces documents d'archives, qui sont, entre

autres, des lettres administratives et des rapports de tournées, ont été d'un apport précieux dans notre documentation. Ils ont fourni des informations sur la situation politique, économique, social, sécuritaire, le comportement des populations vis-à-vis de l'autorité en place, des descentes effectuées par les force de maintien de l'ordre et des informations concernant les ralliés et les "maquis" détruits.

Dans la recherche d'information, l'on s'est également intéressé aux sources orales. Les voyages effectués dans le Ndé ont permis de rencontrer des personnes ressources, qu'il s'agisse des acteurs ou témoin. Le souci était d'exploiter la tradition orale qui constitue à la fois le vecteur et le capital de création socioculturelle des peuples d'Afrique Noire. Pour ce faire, des entretiens ont été effectués à partir d'un questionnaire établi. Ces entretiens ont été effectués avec les anciens combattants présents dans le département, les autorités traditionnelles et autochtones de la localité. Ces sources sont d'une importance capitale pour une étude comme la nôtre non seulement pour la période précoloniale, coloniale et post-indépendant car, "elles aident à reconstituer l'atmosphère régnant"<sup>72</sup>. Les communications orales avec os enseignants et aînés académiques nous ont permis de repréciser notre thème et d'accentuer la compréhension. Bien que les échanges avec les camarades aient été nourris et passionnés, ceci nous a amené à la construction délicate de notre objet de recherche dans ses différentes composantes.

L'apport des sciences connexes a été indispensable, vu l'orientation de notre sujet. De plus elle trouve au carrefour de nombreuses disciplines telles que l'anthropologie, la sociologie, la géographie, la science politique et relève donc d'une approche pluridisciplinaire.

Les sources iconographiques nous ont aussi servi pendant la collecte des données pour faire ce travail. Il s'agissait des photos, des tableaux et des graphiques. Et il faut également mentionner l'importance des sources webographiques collectées par un découpage des informations nécessaires sur les différents sites. Après la collecte des données de ces informations, il était évident de faire appel aux différentes approches de traitement de ces données pour donner d'avantage du crédit à ce travail.

## **9.2. Méthodologie de traitement des données**

Les différentes approches méthodologiques de traitement des données que nous avons adoptées sont (diachronique et l'inductivo-hypothético-déductive) qui facilitent la

---

<sup>72</sup>J.-F. Soulet, *L'histoire immédiate historiographie, source et méthode*, Paris, Armand Colin, 2009, p.146.

compréhension d'une étude historique. L'histoire se fait dans le temps, il est donc important faire une étude chronologique afin d'analyser l'évolution des évènements durant la lutte nationaliste dans le département du Ndé. Aussi, cette approche méthodologique permet de mettre en lumière toutes les mesures sécuritaires prise par le pouvoir en place et aussi le rôle de la femme dans cette situation.

La deuxième approche méthodologique adoptée dans ce travail est celle dite inductivo-hypothético-déductive. Cette démarche consiste à partir d'une observation d'un problème donné d'émettre une hypothèse qui permette d'aborder le sujet et donné une solution à cette hypothèse. De cette observation découle une hypothèse générale suivie de plusieurs hypothèses secondaires. L'observation d'un phénomène qui donne lieu à la formation des hypothèses aboutit à des résultats et donc à une déduction générale. Cette approche méthodologique permet de rester dans les canaux scientifiques de la discipline historique. Nos analyses essayent de rentrer dans ce postulat dans l'explication scientifique des phénomènes. Cette démarche permet de reconstituer des faits sur un sujet que nous connaissons sensible et délicat, et de mettre en lumière toutes les conséquences qui en découlent.

L'apport des sciences connexes a été indispensable, vu l'orientation de notre sujet. De plus elle se trouve au carrefour de nombreuses disciplines telles que l'anthropologie, la sociologie, la géographie, la science politique et révèle donc une approche pluridisciplinaire. Il est temps de présenter les théories qui cadrent avec la présente étude

## **10. APPROCHE THEORIQUE**

L'étude théorique est indispensable dans un travail d'analyse scientifique, car les théories sont des socles de toutes analyses, de toutes observations dans les sciences sociales. La principale fonction d'une théorie étant d'expliquer un phénomène en établissant des liens comme le note Philippe Braillard<sup>73</sup>, il a paru nécessaire de faire appel à certaines théories qui vont nous permettre de faire des analyses crédibles dans notre thème de travail.

Parmi les théories, on a le réalisme qui est l'une des théories les plus anciennes dans les Relations Internationales Philippe Braillard la définit comme étant une théorie qui permet de " comprendre des phénomènes grâce à une observation objective de la réalité<sup>74</sup> ". Elle consiste à étudier la réalité telle qu'elle est. Jean Baptiste Vilmer quant à lui estime que le réalisme est une méthode incitant à garder la tête froide, à observer le monde tel qu'il est, et non à

---

<sup>73</sup>P. Brallaird, *Théorie des Relations Internationale*, Paris, presse universitaire de France, 1977, p.12.

<sup>74</sup>*Ibid.*, p.13

l'imaginer tel que nous voudrions qu'il fut, à nous méfier des abstractions<sup>75</sup>. Parmi les précurseurs de cette théorie, nous pouvons citer Thucydide, Thomas Hobbes, Machiavel, Karl Von Clausewitz, Hugo Gardiens et biens d'autres<sup>76</sup>.

Pour cette théorie, le monde, tout imparfait qu'il est, est le résultat des forces inhérentes à la nature humaine. Face à cet état de choses, les Etats agissent toujours dans le but de défendre leurs intérêts ou leur puissance politique. Grâce à cette vision réaliste, nous pouvons observer et analyser les raisons pour lesquelles la lutte armée a pris des mesures disproportionnelle dans la région de l'Ouest Cameroun.

Au réalisme qui a été d'une importance capitale dans la rédaction de ce travail, s'ajoute le marxisme-léninisme. Cette théorie qui permet d'aborder des questions liées à la domination, l'impérialisme, le colonialisme s'adapte parfaitement à notre sujet. Mis sur pieds Karl Marx et Lenine, cette théorie a été repris par bon nombre de penseurs notamment Mao Zedong, Lev Davidovitch Bronstein, Nikolai Ivanovitch Boukharine, Ossende Afana Castor nationaliste camerounais qui s'était inspiré de Mao Ze Dong pour mener la lutte armée au Cameroun. Cette théorie constitue d'admirable instrument politique rodés et mis au point depuis des années<sup>77</sup>. Cette théorie vise à mettre un terme à l'exploitation des masses sans renoncer pour autant à leur nationalisme. Elle vise la conquête du pouvoir et la construction d'un pays moderne. Cette théorie paraît importante dans la mesure où elle met en exergue les différentes méthodes déployées par les nationalistes camerounais pour mettre un terme à la domination étrangère.

La théorie constructiviste a également été indispensable dans le cadre de cette étude. Cette théorie qui apparaît comme l'école de pensée la plus répandue dans la discipline fait son apparition dans les années 1990 et s'applique aux Relations Internationales<sup>78</sup>. Cette théorie met en évidence le fait que les individus plutôt que de chercher à maximiser leurs intérêts particuliers, adoptent le comportement qui leur paraît plus correct et plus approprié dans une situation donnée. Cet argument est vérifié lorsqu'on observe au tournant des années 1976 à un ralliement massif et une coopération effective de la population avec le gouvernement d'Ahidjo. L'opérationnalisation des concepts paraît importante pour une meilleure compréhension

---

<sup>75</sup>J. B. Vilmer, "Le réalisme", *Théorie des Relations Internationales*, 2020, p.24

<sup>76</sup>D. Battistella, *Théories des Relations Internationales*, Paris, Presse de la fondation nationale de sciences politique, 2012, p.129.

<sup>77</sup>H. Lefebvre, "Marxisme et politique. Le marxisme a-t-il une théorie politique ?", in *Revue Française de Science Politique*, 1961, p.342.

<sup>78</sup> Vilmer "Le constructivisme", *Théories des Relations Internationales*, 2020, p.99

## 11. DEFINITION DES CONCEPTS OPERATOIRES

Il s'agit dans cette partie de donner les différents sens étymologiques des mots clés. En d'autres termes, les définitions données par les dictionnaires de ces concepts.

Ainsi, nous avons le concept de "paix" qui apparaît en 1080 et désigne "la concorde, la tranquillité régnant dans les rapports entre deux ou plusieurs personnes"<sup>79</sup>. Elle peut également être définie comme le "rapport calme entre citoyens, absence de trouble, de violences"<sup>80</sup>.

Le mot insurrection est perçu par le *Dictionnaire Le Robert Méthodique* comme "l'action de s'insurger, le soulèvement qui vise à renverser le pouvoir établi"<sup>81</sup>. Et les meneurs de l'insurrection sont appelés des insurgés.

Le mot "guérilla" renvoie à "une technique fondées sur la surprise, le harcèlement, destinée à affaiblir une armée régulière"<sup>82</sup>. La guérilla lutte des partisans espagnol contre Napoléon 1<sup>er</sup> est définie comme une tactique qui oppose de petits groupes extrêmement mobile à des forces massives donc moins mobile qui utilise cette mobilité pour désorganiser l'infrastructure adverse<sup>83</sup>. La "guérilla" se révèle tout à fait opérationnelle comme outil politico-militaire des mouvements de libération<sup>84</sup>.

La "répression" renvoie à des efforts pour supprimer tout acte contestataire ou tout groupe ou organisation responsable de ce dernier"<sup>85</sup>. La "subversion" est "l'action, comportement contraire à l'ordre sociale établi"<sup>86</sup>.

Quant au concept de "nationalisme", il est défini "comme une doctrine et une action politique qui visent à l'indépendance d'une nation lorsqu'elle est placée sous domination étrangère"<sup>87</sup>. Il peut aussi se définir comme un mouvement qui cherche à "défendre une culture opprimée ou niée par un occupant ou dissoute au sein d'un ensemble plus vaste"<sup>88</sup>.

<sup>79</sup>N. Werly, "Paix : l'insaisissable définition", *Ela. Etudes de Linguistique Appliquée*, n°128, 2002, p.481.

<sup>80</sup>J. Rey-Debove, *Dictionnaire Robert méthodique*, Paris, Parmentier, 1989, p.989.

<sup>81</sup>*Ibid.*, p.750

<sup>82</sup>G. Chailiand, *Guerres et civilisations de l'Assyrie à l'ère contemporaine*, Paris, Odilejacob, 2008, p. 365.

<sup>83</sup>A.P.W.A., Meillon, "La psychologie des...", p.8.

<sup>84</sup>*Ibid.*, p.382.

<sup>85</sup>H. Combes, "Répression", *Dictionnaire des mouvements sociaux*, 2008, p. 462 en ligne

<https://www.cairn.info/dictionnaire-des-mouvements-sociaux-9782724611267-html> consulté le 05-04-2022 à 9h56.

<sup>86</sup><https://dictionnaire.notre-temps.com/definitions/subversion-69491> consulté le 05-04-2022 à 10h05.

<sup>87</sup><https://www.toupie.org/dictionnaire/Nationalisme.htm> consulté le 05-04-2022 à 10h30.

<sup>88</sup>*Ibid.*

La lutte est définie comme une opposition entre deux adversaires (individus ou groupe) où chacun s'efforce de faire triompher sa cause<sup>89</sup>. La réalisation de ce travail ne s'est pas faite sans difficultés.

## **12. DIFFICULTES RENCONTREES**

Faire une étude sur le nationalisme consiste à faire face à plusieurs obstacles, vue la sensibilité de la question. C'est ainsi que nous nous sommes heurtés à plusieurs problèmes. Il est à souligner la difficulté d'avoir accès à des documents d'archives et parfois leurs non existence notamment au MINDEF, dans les services de préfecture et sous-préfecture du département en question. Et quand bien même ces dernières existent, elles sont en état peu favorable à l'exploitation. Le caractère hermétique de leur personnel a également causé du tort pour recueillir des informations lors des entretiens. De même, la fermeture du Centre d'Archives Nationale de Yaoundé de par sa fermeture pour réhabilitation nous a été défavorable dans le cadre de ce travail qui nécessite l'exploitation de ces documents importants.

Cette étude étant focalisé sur la partie Ouest du pays département du Ndé, il était impossible de réaliser ce travail sans effectuer une descente dans cette région. Et cette étape était une épreuve assez compliquée, car nous avons rencontré de nombreuses difficultés. Il s'agissait entre autres du mauvais état des routes qui ne facilitaient pas nos déplacements d'un groupement à un autre. L'attitude de méfiance qui caractérisait les autorités locales et les populations locales à se livrer aux entretiens. Les refus catégorique de certains retraités de l'armée camerounaise et des autorités de nous donner accès aux archives locales. Malgré ces obstacles, nous nous sommes donné corps et âme pour réaliser ce travail, qui nous a permis d'avoir une structuration précise. Pour réalisation de ce travail plusieurs difficultés ont empêchées d'avoir accès à certaines informations devant contribuer à l'édification de ce travail. De ces difficultés découle le plan ci-après :

## **13. PLAN DU TRAVAIL**

L'analyse de cette étude repose sur quatre chapitres Ces quatre chapitres constituent l'ossature de ce travail. Ils sont en accord avec les différentes approches méthodologiques adoptées.

Le premier chapitre intitulé : "Genèse et facteurs d'émergence du "maquis" dans le département du Ndé". Ce chapitre se propose de retracer l'historique de l'UPC de sa création

---

<sup>89</sup> Rey-Debove, *Dictionnaire Robert méthodique...*, p.826.

jusqu'à son interdiction par l'autorité coloniale. Le même chapitre fait une analyse des différents facteurs qui concourent à l'implantation de l'UPC dans le département du Ndé. Mais aussi les éléments géographiques et stratégiques qui favorisent le développement du "maquis" dans ce département.

Le deuxième chapitre intitulé : "le maquis dans le département du Ndé : acteurs, mode d'organisation et fonctionnement". Fait une étude qualitative et quantitative qui ressort les principaux leaders politico-militaires et civils qui ont œuvré pour le fonctionnement du "maquis" mais également son mode d'organisation et opératoire.

Le troisième chapitre quant à lui a pour titre : "Les clivages, les guerres intestines et la réaction des autorités coloniales et post-indépendantes face au "maquis" dans le Ndé." C'est une analyse historique qui met en exergue les manquements de la lutte tant sur le plan organisationnel que managérial. Ce chapitre présente plus concrètement les moyens mis en jeu par l'autorité "légale" pour mettre un terme à la rébellion.

Le quatrième et dernier chapitre : "La fin du maquis et ses répercussions dans le Ndé" ressort les différentes pesanteurs du parti national qui ont conduit à la révolution manquée d'une part. D'autre part, il essaye d'apporter quelques effets de cette révolution tant sur le plan socio-humanitaire que politico économique.

**CHAPITRE I : GENESE ET FACTEURS D'EMERGENCE DU "MAQUIS " DANS  
LE DEPARTEMENT DU NDE**



Dans le but de mettre fin à la décolonisation étrangère, plusieurs camerounais avaient rêvé de faire de leur pays, un territoire libre et prospère. Pour ce faire, ils vont bénéficier des mesures énoncées dans la constitution française de 1946<sup>1</sup> pour mettre sur pied un grand mouvement revendicatif ayant ses racines dans le peuple camerounais. Face à la montée en puissance de ce parti, l'administration coloniale ne tarda pas à réagir. Elle déploya une batterie de mesure pour faire échouer ce parti. Tous ces arsenaux de pratique allait conduire à son interdiction et alla plonger le Cameroun dans la guerre de libération qui était circonscrite dans deux régions : le pays Bassa et le pays Bamiléké. En pays Bamiléké plus précisément, se fondant sur les spoliations des terres. Les exploitations forestières, les injustices établies et abus sociaux, ce mouvement avait instauré des structures paramilitaires mis sur pied en 1957 dans le groupement Baham gagna l'ensemble de la révolution. Le département du Ndé qui constitue l'ossature de ce travail avait été touchée tardivement par cette lutte de libération. Se servant comme une base de repli, les cadres de la structure paramilitaire du parti avaient été séduits par les conditions géographiques favorables à leur lutte. Dans ce chapitre, il sera question de mettre en exergue les conditions d'émergence de l'UPC en analysant les raisons de son interdiction. Et dans cette étude nous revenons également sur l'implantation du "maquis" dans le département du Ndé.

## **I- AUX SOURCES DU MAQUIS DANS LE DEPARTEMENT DU NDE**

Le département du Ndé a fait face aux multiples attaques perpétrées par les "maquisards" au courant des années 1957-1960. Les chefs traditionnels, qui constituent les portes étendards de la population ont pour la plupart affiché un refus catégorique en rapport avec les actions des combattants qui parfois s'étaient muées en actes terroristes. Mais il est bon de signaler que, la population servait de base arrière à ces nationalistes qu'elle considérait comme des "héros" qui luttaient pour une réelle indépendance du Cameroun. D'où l'étendue historique du conflit. Plusieurs facteurs ont toutefois alimentés la situation délétère qui prévalait dans le département et favorisé l'entrée du "maquis".

### **1.Facteurs d'émergence et interdiction de l'UPC**

L'UPC, qui se voulait être un parti d'unité nationale allait voire le jour. Ceci dans l'optique de revendiquer de meilleures conditions de vie pour la population. Cette vision se

---

<sup>1</sup> G. Chaffard, *Les carnets secrets de la décolonisation*, Paris, Calman Lévy, 1967, P.350

heurta à une opposition violente de la part de l'administration française, laquelle se soldera par son interdiction.

### **1.1.Origine sociale de l'UPC**

C'est après la conférence de Versailles de 1919<sup>2</sup> que l'Allemagne perdit officiellement ses colonies. La France qui devint le maître du jeu au Cameroun oriental. Pour lutter et contrecarrer l'action de l'Allemagne qui mena une propagande active sur la scène internationale pour recouvrer ses colonies, la France prit des mesures pour gagner le cœur des Camerounais afin de les éloigner de tout regret nostalgique. Pour atteindre ses objectifs, elle décida de concilier avec les indigènes et de mettre sur pieds un mouvement qui devait être le porte-flambeau des thèses françaises. Pour ce faire, elle misa sur un enfant du clan Bell qui vouait une haine aux Allemands après que ces derniers avaient assassiné leur chef Rudolph douala Manga Bell et extorquer leur terre<sup>3</sup>. Pour Soppo Priso devint ainsi celui qui créa prit la tête de la JEUCAFRA au courant de l'année 1938<sup>4</sup>. Ce mouvement avait pour objectif de sensibiliser les populations camerounaises à la cause française. Avec le déclenchement de Deuxième Guerre Mondiale, ce mouvement qui avait investi l'espace politique camerounais continua dans la même logique.

Pour apporter son soutien à la mère patrie, l'effort de guerre des membres de la JEUCAFRA était perceptible à un triple niveau : financier, militaire et économique. Sur le plan financier, la JEUCAFRA aidé par l'administration organisa des souscriptions collectives et individuelles pour la défense nationale. Des journées spéciales furent organisées pour collecter l'argent des souscripteurs. L'ensemble de la population ne participa pas toujours à ces collectes pour témoigner leur amour à la France mais par peur d'être assimilé à des antifrçais et éviter le tribunal et la prison<sup>5</sup>. Cet effort de guerre se fit sentir également sur le plan militaire avec l'envoi des populations du Cameroun au front de guerre. Ces Camerounais enrôlés étaient recrutés dans l'armée française. Enrôlement volontaire au départ, elle devint forcé au et à mesure que la crise s'éternisait. Les français optaient pour des moyens les plus abjectes afin de contraindre la population à s'enrôler. Elle demanda aux chefs de villages d'envoyer des hommes, elle procéda à des rafles, elle arrêta les pères pour contraindre les fils

---

<sup>2</sup>Hameni Bieleu, *Politique de défense ...*, p.91.

<sup>3</sup>E. Tchumtchoua, *De la Jeucafra à l'UPC : L'éclosion du nationalisme camerounais*, Yaoundé, Clé, 2006, p. 57.

<sup>4</sup>Il est difficile de situer avec exactitude la date de création de mouvement francophile, décembre 1938 apparait comme la date officiellement de sa première sortie.

<sup>5</sup>Tchumtchoua, *De la Jeucafra à l'UPC : L'éclosion...*, p.82.

de s'enrôlés. Cette situation créa chez le colonisé un sentiment de répulsion envers sa puissance tutrice qui développa peu à peu un sentiment anticolonial. Cet effort était aussi perceptible au niveau économique. Avec le déclenchement de la guerre, la France s'était affaibli sur le plan économique. Ces plantations c'étaient vues dépouillées de toute sa main d'œuvre. Pour pallier à ce problème, les français décidèrent d'arrêter tous ceux qui étaient voués à la prestation pour les contraindre à des travaux forcés dans leurs plantations. Elle fut aidée dans cette sale besogne par les membres de la Jeucafra qui promit d'envoyer des vivres frais à la métropole. Pour répondre à ces promesses, la population locale était ainsi contrainte de travailler sans rémunération dans les plantations pour honorer à leurs promesses. Devant tous ces actes posés par les membres de la Jeucafra, on comprend bien qu'elle n'avait pas pour but de se préoccuper de la situation de sa population mais au contraire d'assouvir les besoins même les plus sombres de la France. Cette guerre provoqua la misère dans le pays et on assista à un recul des libertés et la recrudescence de la pratique de l'indigénat et du travail forcés.

Dans un sursaut d'orgueil et face à la brutalité policière exercée sur les populations de Douala, les membres de la Jeucafra avaient tenu le 1<sup>er</sup> octobre 1943<sup>6</sup> une réunion de protestation face à ces agissements. Elle se posa également en défenseurs des causes nationales face aux agissements dictatoriales de la France. Devant une telle divergence entre la Jeucafra (mouvement francophile) et l'administration française, la France décida de calmer le jeu et d'organiser une conférence dans le but de conserver ses acquis au Cameroun.

La France convoqua en 1944 la conférence de Brazzaville<sup>7</sup> qui avait pour but de définir une nouvelle politique entre la France et les colonies françaises de l'Afrique. Cette conférence accorda un certain nombre de libertés aux " indigènes" notamment la création d'une assemblée fédérale regroupant la France métropolitaine et son empire, la création des assemblées représentatives composés d'Européens et en parties d'Africains, la fin de l'indigénat et des travaux forcés, le droit de créer des syndicats...La conférence de Brazzaville avait certes accordée quelques améliorations au statut des indigènes mais de toutes ces recommandations, l'indépendance n'était pas prises en compte. En leur offrant la possibilité de se syndiquer, les camerounais saisirent cette opportunité qui leur était offerte pour exprimer ouvertement leurs frustrations. S'inspirant dans cette logique sociale, la Jeucafra s'attaquait directement au pouvoir colonial. Aidé dans leur démarche par des communistes

---

<sup>6</sup>*Ibid.*, p.107.

<sup>7</sup>P., Mesmer, *Les blancs s'en vont récit de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998, pp. 242-243.

comme Gaston Danat, Soulie, Lalaurie les syndicats organisèrent des meetings pour dénoncer les insuffisances dans le nouveau code de travail et demander l'amélioration des conditions de vie. Cette situation avait suscité le mécontentement des responsables français qui voyaient en toutes les actions la Jeucafra des moyens de les évincer du territoire camerounais. Toutes les revendications des syndicalistes, la France opposait le silence. Cette situation entraîna les émérites de 1945 qui n'étaient que le résultat de l'action des français pour restaurer l'ordre ancien. C'est dans cette mouvance que la Jeucafra procéda à un changement d'orientation et d'appellation. Elle devint ainsi Unicafra qui a causé des intimidations de l'administration coloniale allait tomber dans une hibernation proche de la mort<sup>8</sup>.

Bénéficiant de certaines largesses de la conférence de Brazaville et de la constitution française de 1946, les peuples colonisés avaient non seulement le pouvoir de se syndiquer et de s'organiser en parti politique. Il fut alors organiser à Bamako un congrès regroupant certains camerounais à l'instar de Djoumessi Mathias, Medou Gaston, Manga Lobé, Azômbô et Takala Célestin<sup>9</sup> et d'autres africains qui créèrent un parti politique continental à savoir le RDA. Ce parti allait avoir des ramifications dans toutes l'Afrique noire et au Cameroun. Pour lutter contre l'hibernation de l'Unicafra, les camerounais continuaient de réfléchir sur l'avenir de leur pays. S'inspirant du modèle du RDA, l'Unicafra décida de dissoudre les organisations antérieures pour créer, un mouvement unique regroupant toutes les énergies : le RACAM. Face aux ambitions beaucoup plus audacieuses que l'Unicafra, le Racam suscita l'hostilité irréductible de l'administration rendit impossible son fonctionnement et entraîna sa chute. Dès lors, il fallait mettre sur pieds un mouvement politique pour remplacer et corriger la précédente. Plusieurs Camerounais ayant des aspirations syndicale et politique s'inspiraient des échecs passés pour mettre en place un mouvement politique. Ainsi, douze Camerounais considéré aujourd'hui comme les pères fondateurs du parti qui mettra tout en œuvre pour le combat nationaliste. C'est sans compte en banque, sans une seule vase construite sans grand diplôme avaient rêvé de faire du Cameroun un pays libre et prospère, uni, paisible, démocratique et dynamique<sup>10</sup>. L'UPC fut créé au cour d'une réunion qui regroupait ces douze au café "Sierra" le 10 avril 1948<sup>11</sup> avec des camerounais considérés de docile pour

---

<sup>8</sup> A. Eyinga, *L'UPC : Une révolution manquée ?*, Paris, Chaka, 1991, p.19.

<sup>9</sup>*Ibid.*

<sup>10</sup>A. Papy Doumbe, *Pour le Cameroun je porte plainte. De Um Nyobé à Ahmadou Ahidjo L'échec d'une nation Accusés ! Levez-Vous...*, Douala, Ceper, 2010. P.49.

<sup>11</sup>*Ibid.*, p.50.

l'administration<sup>12</sup>. Ce parti avait pour objectif de " regrouper et d'unir les habitants de ce territoire... ", mais aussi d'accéder à l'indépendance immédiate du Cameroun<sup>13</sup>. L'UPC qui avait fait de la réunification, l'indépendance et l'élévation des conditions de vie des camerounais sa clé de voute démontra par là sa volonté d'administrer librement leur territoire et d'exploiter efficacement ses richesses qui avaient été longtemps pillées par le colonisateur. Par conséquent, l'UPC deviendra très vite un casse-tête pour l'administration française laquelle ne ménagea aucun effort pour la combattre.

### **1.2. Interdiction de l'UPC et son implantation à l'Ouest-Cameroun**

L'UPC se présenta comme un mouvement de défense des populations. Ainsi, elle déploya une énergie débordante dans le but d'atteindre ses objectifs et devint un parti structuré qui a de multiples contacts avec l'étranger. Elle se présente comme un parti de masse dans la mesure où elle gagne l'affection rapide de la population à travers une révolution mentale radicale. Elle se livra à l'éducation des masses ce qui permit la politisation d'une frange importante de la population. L'UPC mit l'homme au centre de toutes ses préoccupations et adhéra à l'organisation continentale, le RDA, lors de son deuxième congrès<sup>14</sup>.

Ruben Um Nyobe qui fit ses classes dans le Cercle d'Etudes marxistes affilié à la CGT est un partisan de la non-violence qui milite pour les principes d'égalité, de paix et de justice. Pour ce faire, il utilisa tous les moyens légaux mis à sa disposition pour contraindre l'administration à accorder l'indépendance au Cameroun. Il s'appuya notamment sur la Charte de l'Atlantique établit en 1944 et qui stipule que les peuples ont le droit de disposer d'eux-mêmes. Le Cameroun étant la pupille des Nations-Unies se servira de cette tribune de revendication pour porter haut ses demandes.

Afin d'entériner ses bases, l'UPC se frotta avec les associations traditionnelles comme le *Ngondo* chez les Douala et le *Kumze* chez les Bamiléké. Ce mouvement était dirigé par le président Mathias Djoumessi qui devient également président de l'UPC après son

---

<sup>12</sup>L'UPC avait écarté les membres fichés par l'administration pour des raisons syndicales et politique dans le but de valider ses statuts et exister officiellement sur la scène politique Um Nyobé du fait de son militantisme n'avait pas pris part à cette réunion.

<sup>13</sup>H. Niyegue Mbatsogo, "Les chemins escarpés de l'indépendance du Cameroun sous administration français, 1944-1960", in *Regards croisés sur les cinquantenaires du Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, l'Harmattan, 2012, p. 99.

<sup>14</sup> Um Nyobe, *Ecrits sous maquis...*, p.50.

élection lors de son congrès à Dschang le 10 avril 1950.<sup>15</sup> Il devient le tout premier président de ce parti mythique et Ruben Um Nyobe Secrétaire Général. La présence de l'un des chefs Bamiléké les plus importants de la région de l'Ouest démontre que cette région avait épousé la vision de ce parti. La fidélité et la collégialité de l'équipe dirigeante de l'UPC n'a pas laissé d'espace au tribalisme et se considérait comme un parti d'unité nationale. Un mouvement ne se servant d'aucune base ethnique pour assoir sa renommée et mener son combat. Il se posait comme un rassembleur et conjugait effort, énergie, intelligence et le savoir-faire de ses membres pour atteindre son objectif suprême : le départ des Français. Face à ce nationalisme grandissant, les autorités françaises durent réagir d'abord de manière "légale" ensuite par le recours de la violence.

Afin de contrecarrer l'action de l'UPC qui prenait de plus en plus de place tant sur la scène nationale qu'internationale, l'autorité administrant ne sentait aucune gêne à interrompre et interdire toutes les manifestations de l'UPC. Elle procéda également à des affectations disciplinaires afin de couper le contact entre ses membres. C'est dans cette logique que Felix Moumié fut affecté à Maroua<sup>16</sup>, Tagny Mathieu à Yagoua, Ernest Ouandié à Yoko. Par ces "affectations disciplinaires", l'autorité tutélaire réussit à implanter l'UPC sur l'ensemble du territoire national. Face à cet échec cuisant elle décida d'opter pour la politique du diviser pour mieux régner et s'attela à créer des partis "fantoques" afin de saper la notoriété de l'UPC. Ce courant de pensée estima que c'était avec la colonisation que les sociétés indignées se stabilisèrent échappant à l'insécurité et à la misère qui sévissaient à l'époque précoloniale<sup>17</sup>. Le premier parti politique mis sur pied par elle fut l'ESOCAM (Evolution Social Camerounaise) en juin 1949 et dirigé par Pierre Dimala dont la majorité de ces membres était issus de la même aire géographique (Eséka) que le Secrétaire Général de l'UPC qui incarnait l'âme du parti. En le faisant, l'administration française avait pour objectif de ternir l'image de l'UPC. Ce parti aurait pu ébranler l'UPC, mais comme cela a été relevé plus haut, l'UPC ne reposait pas sur des bases ethniques et était un élément de cohésion de tous les fils et filles du Cameroun. Elle créa également Renaicam (Renaissance du Cameroun), Indecam (Indépendance du Cameroun), et le BDC (Bloc Démocratique du Cameroun) de Louis Paul Aujoulat. Ce parti (BDC), bien qu'étant un "parti d'élite", donna du fil à retordre à l'UPC dans la mesure où il s'inscrivait dans la même logique c'est-à-dire qu'il réclamait lui aussi l'indépendance considérée comme la clé de voûte du parti nationaliste. A la différence

<sup>15</sup>. Djoumessi, Djoumessi, *Djoumessi Mathias 1900-1960...*, p115.

<sup>16</sup>J.A. Mbembe, "Pouvoir des morts et langage des vivants" *Politique Africaine*, 22, 1986, p.44.

<sup>17</sup>. *Ibid.*, p.42.

de l'UPC, le BDC lui réclamait l'indépendance certes, mais une indépendance qui sera contrôlée par l'administration française. Ce qu'il réclamait était l'autonomie et non une réelle indépendance. Bien que ces partis se soient affirmés sur la scène politique camerounaise, ceux-ci se montrèrent défaillants par rapport à la mission à eux confiée qui était de limiter l'action de l'UPC sur le champ politique<sup>18</sup>. Face à l'inefficacité des méthodes "légalistes" (affectation, parti administratif, interdiction des manifestations...) employées par la France, elle se décida à opter pour la violence.

C'est dans cette logique que la puissance impérialiste fit venir au Cameroun Roland Pré en remplacement d'André Soucoudaux en décembre 1954. Ce dernier avait pour mission de pousser l'UPC à la faute afin de l'interdire<sup>19</sup>. Il décida de mener une guerre révolutionnaire afin de lutter contre l'UPC considéré comme un "poisson communiste"<sup>20</sup>. A son arrivée, il prit un certain nombre de résolutions entre autres de faire revenir tous les cadres de l'UPC à Douala afin de créer un climat délétère qui conduira à l'affrontement. Il régla également les tensions socio-économiques qui sévissaient dans le pays afin de tranquilliser les mécontents et s'attirer les faveurs de la population. Il imposa un régime d'inquiétude aux militants de l'UPC qui conduira aux émeutes de mai 1955 et l'UPC sera considéré comme l'instigatrice des violences qui se généralisa et gagna la plupart des régions du Cameroun. Le 13 juillet 1955, Edgar Faure président du conseil du gouvernement français signe un décret portant sur la dissolution de l'UPC et de ses organes annexes (UDEFEF, JDC)<sup>21</sup>. L'UPC qui avait réussi à s'implanter dans les régions du Cameroun et celle de l'Ouest (Ndé) en particulier s'était appuyé sur les frustrations socioéconomiques et les facteurs géographiques pour implanter ses organes paramilitaires.

## **2. Les facteurs d'implantation de l'UPC dans le Ndé**

Dans le cadre de cette partie, il est question de présenter les différents éléments qui ont favorisés l'entrée de l'UPC dans le département et par conséquent l'entrée du "maquis".

### **2.1. Facteurs socio-économique**

Les Bamiléké qui constituent un groupe ethnique évoluent sur un territoire distinct qui a des similitudes sur le plan humain et historique sont repartis en chefferies. La chefferie est définie, d'après Louis Perrois, repris par Zacharie Saha comme étant "au plan de la coutume,

<sup>18</sup>Abwa, *Naissance du nationalisme...*, p.226.

<sup>19</sup>*Ibid.*

<sup>20</sup>T., Deltombe, et al., *La guerre du Cameroun, L'invention de la Françafrique*, La Découverte, Paris, p.105.

<sup>21</sup>Eyinga, *L'UPC une révolution ...*, p.85.

l'unité politique, social et religieuse fondamentale dans tous les Grass land" ou "encore une sorte de petit "Etat-Nation" qui regroupe sur un territoire bien défini tout un ensemble de gens d'origines et parfois même de "diverses langues"<sup>22</sup>.

Aussi à la tête de chaque chefferie se trouve un chef "Fô" qui est le garant de l'intégrité territoriale et reçoit son pouvoir du défunt chef représentant le fondateur de la chefferie dont il perpétue la personne. Il dispose d'un pouvoir magico-religieux et se considère comme un "dieu de la part de sa population et n'a de compte à rendre à personne car n'étant ni jugé ni accusé". D'après la définition de Louis Perois, la chefferie représente un Etat-Nation. Par conséquent, elle est considérée comme autonome et est régie par ses propres règles. Le chef est donc au centre de toutes les activités de sa chefferie et est le garant de cette dernière. Avec la colonisation et l'arrivée des Européens le chef adopte un rôle secondaire dans la gestion de sa chefferie. Le colonisateur prend désormais la place du chef et le chef devient le subalterne. L'administration coloniale procède à une acculturation des masses en procédant à l'apprentissage de la langue française au détriment de la langue locale le Medumba en l'occurrence dans le département du Ndé. Le pouvoir du chef est perdu ; car il est réduit au stade d'un simple citoyen lui qui était une personnalité "mystique" et qui ne sortait de son royaume seulement au cour de cérémonies importantes pour le village et vêtu du vêtement traditionnel le Ndop et autres cauris qui revêt tout son mystère. Ainsi, pendant la période de trouble dans le département du Ndé de nombreux chef furent contraints de quitter leur chefferie pour s'installer dans des camps de regroupement aménagés pour la circonstance. C'est dans cette mouvance que le chef de Bamena, en la personne de Nietchou Jacques en 1968<sup>23</sup> fut intronisé loin de sa chefferie pour des besoins de "protection". Le chef qui autrefois n'était ni jugé ni accusé est avec la complicité de l'administration condamné à des peines de prison. Ce fut en l'occurrence le chef de Bazou et de Balengou qui furent exilés à Dschang pendant 15 jours pour cause d'indiscipline. Le chef Tchapda de Balengou du payer une amende pour expropriation des terres<sup>24</sup>. Un chef qui était auparavant le propriétaire imminent des terres, unique moyen de production était soumis au diktat du pouvoir colonial qui n'hésitait pas à recourir à la force, aux intimidations, aux amendes, exil, déportation, emprisonnement et destitution des chefs.

---

<sup>22</sup>Z. Saha, "Gestion des conflits et culture de la paix en pays bamiléké dans l'ouest Cameroun du 18<sup>e</sup> au début du 20<sup>e</sup> siècle", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé I, 2005, p.75.

<sup>23</sup>Njikou A., 45 ans, Chef Supérieur des Bamena, le 02/12/2020 à 11h53.

<sup>24</sup>L. Sah, *Femmes Bamiléké au maquis Cameroun (1955-1971)*, l'Harmattan, Paris, 2008, p.31.



La terre était le seul moyen de production pour les populations qui pratiquaient surtout une agriculture de subsistance. Elle devenait par conséquent au centre de nombreuses préoccupations. L'administration procéda à l'accaparement des terres fertiles dans le département pour les céder ou les vendre à des colons ou à de grandes compagnies européennes pour la pratique de l'agriculture et de l'élevage à grande échelle. C'est ainsi qu'à Bangantgé deux concessions de 350 Ha de café arabica furent concédées<sup>25</sup> à l'administration pour exploitation. La terre était également la cause de nombreux litiges fonciers. Effet, étant donné que les chefs fondateurs (à Bazou, Bangangté...) procédaient par la ruse pour s'imposer et s'établir dans un espace donné. Aussi, la volonté d'expansion et de la conquête de l'espace vital se faisait sans tenir compte du tracé des frontières. Par ailleurs, l'exiguïté du territoire et la démographie galopante causèrent un déficit accru de la terre et les chefs de territoire se lancèrent à la conquête de nouveaux espaces en vue de contenir toute la population. Ainsi, à la veille des indépendances, les villages de plusieurs départements sont en conflit avec d'autres villages à cause de la terre. Ce fut le cas notamment de Bachingou contre Bangou, Balengou/Bakon, Bagoulap/Bangangté, Bamena/Bachingou, Bagoulap/Bazou...<sup>26</sup>. Le département du Ndé constituait ainsi une poudrière avant les années 1960 à cause de ces facteurs socio-économiques. Mais les facteurs politiques et sociologiques ne furent pas en reste.

## **2.2. Facteurs politiques et sociologiques**

Pendant la période coloniale, l'autorité traditionnelle avait été vassalisée et son autorité réduite. L'autorité qui était autrefois détenue entre les mains des chefs se déplaça des chefferies vers la subdivision, la sous-préfecture ou la gendarmerie. Les chefs traditionnels devenaient juste des collecteurs de richesses tant naturelles qu'humaine qui allaient être misent au service de la métropole. Les chefs qui refusaient de se soumettre étaient tout simplement destitués et on assista à l'accession des chefs usurpateurs à la tête des chefferies ce qui constitue un affront à la culture Bamiléké. Ce fut le cas par exemple de Kamdem Ninyim chef de Baham qui avait été destitué par l'autorité coloniale parce que ce dernier continuait d'abriter les réunions du parti dissout et à imposer à la tête de la chefferie un certain Tégua qui n'avait pas l'onction du défunt chef<sup>27</sup>. Cet acte suscita le courroux de la part de plusieurs autres chefs traditionnels et même de la population qui ne considéraient pas le nouveau chef comme étant légitime.

---

<sup>25</sup>*Ibid.*

<sup>26</sup>*Ibid.*, pp. 32-33

<sup>27</sup> Alima, *Les chemins de ...*, pp.94-95.

Certaines élites s'associèrent afin de dénoncer cet acte qui allait à l'encontre des coutumes ancestrales et incitèrent la population à se révolter contre l'autorité administrative. Deux camps se créèrent donc dans la région : on avait d'un côté les partisans du chef Téguaia Samuel installé par l'autorité française et de l'autre côté les partisans du chef déchu Kamdem Ninyim. Kamdem Ninyim fut arrêté le 22 novembre 1956 conduit à Dschang puis à Yaoundé où il fut jugé<sup>28</sup>. Les sympathisants des deux camps s'affrontèrent ; le camp de Téguaia attaquait les sympathisants de Kamdem en journée et ceux de Kamdem dans la nuit parce que n'agissant pas dans la légalité. On assistait à cet effet à l'affrontement sans précédent dans la localité et les tensions devenaient de plus en plus palpables au point de gagner l'ensemble de la région Bamiléké. Le département du Ndé ne fit pas exception à cette logique, étant limitrophe à certaines zones dites crisogènes. Avec l'affaire de Baham, le Comité Directeur de l'UPC en exil au Cameroun britannique et qui avait opté pour l'utilisation des armes en vue de la libération du Cameroun décida de créer une branche armée dans la région Bamiléké. C'est donc avec cette crise successorale à Baham que fut mis sur pied le SDNK (Sinistre de Défense Nationale du Kamerun) sous la supervision de Singap Martin, commandé par Kouam Sop André dans la subdivision de Dchang, Simo Pierre dans la subdivision de Bafoussam, Noumbi Joseph dans la subdivision de Bangantgé, Edouard Penlap pour la subdivision de Mbouda et Kamguia Joseph pour la subdivision de Bafang.<sup>29</sup> Cette organisation paramilitaire avait pour but de combattre l'autorité coloniale, à travers une série d'attaques. Dans le département du Ndé, cette organisation apparaissait comme une cellule dormante de la rébellion. Aucune attaque du SDNK n'avait été perpétrée dans ce département qui apparaissait comme étant une base de replis pour ses militants des autres départements. Par ailleurs, la subdivision de Bangantgé qui était dirigé par Noumbi Joseph se préparait à toute éventualité. Plusieurs personnalités soumises à l'autorité coloniale furent des cibles de la part de ces "maquisards". Le cas le plus parlant à l'Ouest-Cameroun fut celui du député Wanko Samuel<sup>30</sup>. Ce dernier fut assassiné par les troupes du SDNK ; ce qui suscita l'hostilité de l'autorité coloniale et même du gouvernement Camerounais dirigé par Ahmadou Ahidjo. Cette colère se fait ressentir dans le discours du Premier ministre Ahmadou Ahidjo durant les obsèques du député. Le 16 décembre 1957 le Premier Ministre Ahmadou Ahidjo s'exprimait en ces termes : " Le gouvernement prend solennellement l'engagement de mettre tout en œuvre pour que soit vengée la mémoire d'un homme bon entre tous, noble s'il en fut et qui

<sup>28</sup>Sah, *Femmes bamiléké au ...*, p.60.

<sup>29</sup>*Ibid.*, p.64.

<sup>30</sup>A.P.W.A., Bené B'Ella, "Situation de la rébellion...", p. 3

n'aspirait qu'à une seule chose, le bonheur du Cameroun "<sup>31</sup>. Avec l'assassinat de ce député, le haut-commissaire Pierre Mesmer et Ahmadou Ahidjo avait trouvé là l'occasion de traquer les rebelles.

Les Français semblaient avoir compris qu'il fallait de toute urgence accordé l'indépendance au Cameroun afin de décrédibiliser la lutte de libération nationale qu'avait initiée l'UPC sous "maquis". L'indépendance proclamée le 1<sup>er</sup> Janvier 1960 devait mettre fin à la violence qui sévissaient dans la région Bamiléké en général et dans le département du Ndé en particulier. D'ailleurs comme nous l'avons dit plus haut, l'UPC avait pour objectif primordial la réunification des deux Cameroun et l'indépendance immédiate. L'indépendance ainsi accordée, on se serait ainsi attendu à une réduction de violence, étant donné que l'un des buts de la lutte coloniale venait d'être soldé. Que non la lutte continua avec beaucoup plus de véhémence car ces derniers considéraient cette indépendance comme une indépendance nominale.

Pour ce faire, l'Assemblée Législative fit voter le 30 octobre 1959 les pleins pouvoirs à Ahmadou Ahidjo en vue de signer des accords de coopération avec la puissance tutrice avant le 1<sup>er</sup> Janvier 1960, date fixée pour l'indépendance. Il faut noter que le tout Premier ministre André Marie Mbida fut écarté du gouvernement du fait qu'il estimait que l'indépendance devait se faire certes mais n'était pas encore d'actualité car le Cameroun n'était pas prêt pour une telle responsabilité. Pour lui la priorité était de mater la rébellion qui sévissait dans la Sanaga Maritime et dans la région Bamiléké, d'éduquer suffisamment les masses sur l'idée d'indépendance. La puissance tutélaire ne voyant pas cette attitude de Mbida d'un bon œil décida de l'évincer du gouvernement et porta son choix dans un premier temps sur Daniel Kemajiou Chef supérieur de Bazou<sup>32</sup>. Ce choix ne semble pas fortuit dans la mesure où l'on sait que, le chef Bazou originaire de la région de l'Ouest-Cameroun dans le département du Ndé zone enclin à la rébellion ; aurait pu calmer les ardeurs de sa population.

Toutefois, ce dernier ne partageait pas l'idée du Premier ministre sur l'indépendance mais n'était non plus d'accord sur le fait qu'il fallait accorder les pleins pouvoirs au futur président. Pour lui, la concentration des pouvoirs exécutif législatif et judiciaire entre les mains d'un seul individu pourrait conduire à la folie et avait vu en l'octroi de cette indépendance une indépendance purement politique qui ne permettrait pas le développement

---

<sup>31</sup> Extrait du témoignage d'Ahmadou Ahidjo, in *presse du Cameroun* n° 2301 du 16 décembre 1957.

<sup>32</sup> Kemajou , chefferie supérieur de Bazou, 07-12-2020 à 11h.

véritable du pays. Le choix était porté sur lui car il avait assuré les fonctions d'état civil, d'assistant aux chefs pour la plupart illettrés, et de Secrétaire aux colons. La formation qu'il avait reçue à l'Ecole Supérieure de Yaoundé lui avait ouvert les portes à une carrière politico-administrative brillante<sup>33</sup>. Il fut également conseiller de l'ARCAM de 1945 à 1952, Conseiller à l'Assemblée de l'Union Française de 1947 à 1958, délégué de l'ATCAM et président de l'ALCAM. Daniel Kemajou était certes contre la colonisation mais il n'était pas non plus pour la rébellion qu'avait instaurée les militants et sympathisants de l'UPC dans son département et sa région d'origine.

Face à la guerre de libération qu'avait engagée l'UPC, la France avait très vite perçue le danger et décida de mettre en place un pouvoir "fantoche", selon les dire des membres des membres du Comité Directeur avec à la tête Ahmadou Ahidjo, jeune agent des postes inexpérimenté et clairement novice en politique. Le problème français n'était pas de savoir si le Cameroun allait accéder à l'indépendance, mais de s'arranger afin que le pays reste dans un ensemble géostratégique maintenu par des réseaux invisibles et dont les ficelles seraient tirées par la puissance coloniale. Surtout que celle-ci avait pris le soin d'écarter tous ceux qui n'avaient pas la même vision<sup>34</sup>. La France s'arrangea à quitter véritablement le Cameroun sans le quitter à travers les accords qu'elle avait signé avec le régime et qui allaient être mis en place un an plus tard. L'UPC avait compris qu'une réunification avant les indépendances devenait impossible et que la prise du commandement supérieur lui échappait.

C'est pourquoi elle redoubla de violence et la justifiait par le fait que ces élections à la tête de l'Etat n'étaient que de la volonté de la France. Ce d'autant plus que rien n'avait été mis sur pied pour l'organisation d'élections libres et transparentes. Elle accorda le pouvoir à la "créature" de Paris qui n'avait jamais réclamé l'indépendance. Dans un discours rédigé par Paul Audat, alors conseiller technique français, secrétaire général de l'Assemblée nationale camerounaise, Ahidjo s'exprima en ses termes "Nous ne croyons pas, [...] comme quelques-uns attardés dans un romantisme désuet, que les luttes meurtrières soient nécessaires aux mouvements de l'Histoire, que les nations doivent se créer dans le sang"<sup>35</sup>. Ils estimaient que ce gouvernement ne disposait d'aucune base légale et qu'il fallait le combattre. Le Cameroun qui entre dans le concert des Nations le 1<sup>er</sup> Janvier 1960 est un véritable cocktail explosif où les forces de l'ordre se battent contre les "maquisards". Ces derniers venaient d'ouvrir un

<sup>33</sup>S. Mbiaya Tchataat, "Daniel Kemajou et l'évolution politique du Cameroun : 1920-1884", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2006, p.52.

<sup>34</sup> Doumbe, *Pour le Cameroun...*, p.247.

<sup>35</sup>Deltombe, et al., *Kamerun ! Une guerre ...*, p. 379.

front plus ou moins structuré dans la région de l'Ouest Cameroun<sup>36</sup>. Le département du Ndé qui était jusqu'ici attentiste à toutes les actions des nationalistes va dès lors devenir une zone de combat. D'autres peuvent l'expliquer.

## II- LES FACTEURS GEOSTRATEGIQUES

La lutte armée engagée par les nationalistes d'abord en pays Bassa avait gagné la région de l'Ouest en 1957 avec la création du SDNK. L'action menée par cet organe paramilitaire avait gagné plusieurs localités de la région notamment Bafoussam, Mbouda<sup>37</sup>. Toutefois, le département du Ndé était resté attentiste face à la situation qui sévissait. S'appuyant sur des bases géographiques ainsi que sa proximité avec les départements en proie à la violence, le département du Ndé allait entrer dans la danse des revendications. Dans le cadre de cette partie, il serait judicieux pour nous de présenter le milieu géographique et stratégique du Ndé tout en montrant sa place dans l'implantation rapide du "maquis" dans ce département.

### 1. Les facteurs géographiques

Le milieu physique du département du Ndé composé du relief et de la végétation notamment revêt une importance non négligeable. Dans la mesure où ce milieu a été un cadre facilitateur pour l'implantation des "maquisards" dans le Ndé. Il paraît donc important de le présenter.

#### 1.1. Le relief montagneux

Le département du Ndé tout comme la région de l'Ouest en général est caractérisé par un relief montagneux. Ce relief est caractérisé par des montagnes, des plateaux, des falaises, des cuvettes, des collines. Ce relief joue un rôle très important dans la géopolitique dans cet espace. Un relief accidenté comme c'est le cas dans le département du Ndé est un relief propice au développement de la guerre, de l'insécurité et des combats prolongés<sup>38</sup>.

Notre cadre d'étude n'a été affecté par la guerre d'indépendance que tardivement avec la création de l'ALNK (Armée de Libération Nationale Kamerunaise) en 1959, laquelle a été une branche armée de l'UPC. En effet, le SDNK qui a été créé en 1957 dans le Nka à Baham, était avant tout, une organisation locale, même si elle se voulait régionale ; car ses attaques

<sup>36</sup>S. Tonne, *L'obsession du complot Bamiléké, Ma rencontre avec Jean Fochivé mémoire des années de braise du Cameroun fragment d'autobiographie politique*, Paris, l'Harmattan, p.16.

<sup>37</sup>M.C. Boutcheng, "Ernest Ouandié (1920-1971) L'homme politique et son action politique", *Mémoire de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 1994, p.63

<sup>38</sup>E. Nganso, "La léthargie du département du Nde, une anomalie dans l dynamisme du pays Bamiléké", *Thèse de Doctorat de 3eme cycle en géographie*, Université de Yaoundé 1, 1982, p.133<sup>38</sup>

étaient beaucoup plus concentrées dans la localité de Baham (fief de la rébellion), Bafang, Bafoussam. C'est avec l'avènement de l'ALNK que la lutte va se généraliser et gagner l'ensemble de la région de l'Ouest et donc le département du Ndé. Ce département a été au départ une zone de refuge des "maquisards" venus autres des autres départements de l'Ouest. Ceux-ci, selon certains divers ayant perdu de la crédibilité dans leur département d'origine. La présence du relief accidenté semble avoir été bénéfique pour ces "maquisards" qui ont pu y développer l'insurrection<sup>39</sup>.

Le relief montagneux du Ndé avec la présence des chaînes de montagnes comme Batchingou (Mont Doumbog 2097m) et Balengou (1452m)<sup>40</sup> ont favorisé l'entretien du "maquis" à l'ouest Cameroun faisant de ce cadre géographique le dernier repère des "maquisards". Les peuples de l'Ouest étant constitués essentiellement de montagnards sont familiers à ce type de relief, contrairement à l'armée camerounaise qui n'était pas suffisamment préparée à mener ce genre de combat dans des conditions aussi rudes. Durant ces combats avec l'armée, les montagnards avaient un net avantage. Etant donné qu'il s'agit d'un terrain difficilement d'accès. La raideur des pentes rend lent et difficile le déplacement des personnes mais également des moyens de transport terrestre déployé pour combattre la rébellion. Pour équilibrer le rapport de force sur le terrain, les forces armées françaises eurent recours à l'aviation, surtout aux hélicoptères pour y déverser le napalm sur les populations présentes dans les montagnes et autres zones difficiles d'accès<sup>41</sup>. Mais cette technique a très vite montré ses limites. Dans la mesure où, à basse altitude les hélicoptères doivent ralentir et sont donc à la merci des "maquisards" qui peuvent tendre une embuscade aux forces armées présente au sol et facilement les atteindre. L'utilisation du napalm aussi n'a pas été satisfaisante car les rochers et les ravins réduisent considérablement l'enflammée du napalm. Lorsque ses souffles de bombes tombaient sur une forte pente, leurs éclats étaient projetés dans un rayon très restreint et ne permettait pas toujours d'atteindre les "maquisards" qui d'ailleurs parvenaient à s'allonger ou à se cacher dans une grotte. Ce fut le cas pour les populations du groupement Batchingou qui fuyaient non seulement les affrontements entre les forces en présence (nationalistes et forces armées) pour se réfugier dans la grotte présente sur le mont Batchingou qu'ils considèrent aujourd'hui comme lieu sacré<sup>42</sup>. Les combats contre les

---

<sup>39</sup> *Ibid.*, p.132.

<sup>40</sup> G. Ngandjou Kando, "La médecine traditionnelle dans les chefferies Bamiléké de l'Ouest Cameroun du XVI<sup>ème</sup> siècle au XX<sup>ème</sup> siècle : Etude historique", Thèse de Doctorat Ph.D en histoire, Université de Yaoundé 1, 2016, p.41.

<sup>41</sup> Koungoua M., 76 ans, Manceuvre, Chefferie Bakong., 03-12-2020 à 18h.

<sup>42</sup> Njombé E., 77 ans, Journaliste retraité, carrefour Batchingou, 05-12-2020 à 18h

montagnards devaient donc se faire au sol ; ce qui donnait un avantage considérable aux "maquisards" qui maîtrisaient le milieu.

Les falaises également ont été un milieu propice pour les "maquisards" notamment les falaises du sud de l'arrondissement de Bazou qui rendent les opérations antiguérilla longues et couteuses. Raison pour laquelle, la localité de Bazou a été un fief prisé par les maquisards notamment par l'un des chefs les plus irréductible le "Commissaire Bernard"

### **Photo n°1: Mont "Batchingou"**



**Source :** Cliché pris par L.N. MOGUANG TECKEUDO le 2 décembre 2020 à 11h à Batchingou.

Le mont Batchingou en langue locale mont *Doumbock* a été un lieu de refuge pour la population de ce groupement. Le mont disposant de nombreuses grottes a été très prisé par cette dernière. Avec le retour au calme, ce mont est devenu un lieu de sanctuaire. La végétation avait aussi constitué un facteur de développement du "maquis".

### **1.2. La végétation**

La végétation qui est un ensemble de plantes qui poussent en un lieu donné selon la nature souffre toujours des combats en temps de conflit. Le couvert végétal offre aux belligérants de nombreuses possibilités d'utilisation. Pendant le "maquis", les forêts de l'ouest Cameroun ont été bénéfiques pour l'entretien de la lutte. En effet, elles ont servi de bases arrière importantes aux "maquisards". Pendant cette période, les populations qui vivaient généralement en intelligence avec les "maquisards" permettaient à ces derniers de vaquer en toute tranquillité à leurs occupations et pendant la nuit ils entraient dans les brousses pour préparer et mener leurs attaques contre l'autorité coloniale et le gouvernement camerounais

après 1960. Faustin Kenne définit le "maquis" en pays Bamiléké comme un lieu investi par les combattants de l'U.P.C qui ont opté pour la lutte armée<sup>43</sup>. C'est dans ces zones reculées comme les forêts que les nationalistes mettaient sur pied des stratégies militaires,<sup>44</sup> loin des regards de l'armée régulière et de certains collaborateurs locaux. La forêt était également pour eux une mamelle nourricière. C'est dans ces forêts que les nationalistes se ravitaillaient en nourriture, bois de chauffage et de construction. Ils coupaient dans ces brousses des branchages et feuillages pour construire une petite hutte qui devaient servir de refuge et les détruisaient et une fois partis pour qu'on ne retrouve pas leurs traces. Ils utilisaient la forêt comme une pharmacopée pour se soigner contre toute maladie ou blessure de guerre mais aussi comme breuvage de protection qui était effectué par des oracles lesquels constituent des dépositaires d'un pouvoir surnaturel. D'où le recours à certains rites de protection et des "blindages" qui les "immunisaient", quelque fois contre les balles et toute attaque de l'ennemi. La vie en pays Bamiléké était quotidiennement ponctuée de sanctuaire, de rituels, des sacrifices, de paroles sacramentelles, d'une foultitude de formes d'expressions religieuses faisant du citoyen une homo religion<sup>45</sup>.

Les forêts servaient également de protection à ces nationalistes qui maîtrisaient le terrain dans lequel ils évoluaient. Ces forêts leur servaient de refuge contre les représailles des F.M.O.<sup>46</sup> Les forêts constituaient des espaces stratégiques ; car elles représentaient un grand frein à la progression des troupes. Dans ces massifs forestiers, le repérage des objectifs sont difficiles, les tirs ciblés sont inefficaces et l'absence d'une vue dégagée rendaient les "maquisards" difficilement visibles.

Pour nuire à leurs ennemis, les nationalistes coupaient de gros troncs d'arbre. Ils les utilisaient pour barrer la route afin de ralentir l'arrivée des F.M.O. Cette technique leur permettait de commettre leur besogne en toute quiétude et une fois l'armée débarrassée du tronc d'arbre, les nationalistes étaient déjà bien entrés dans les brousses recouvertes de brumes et toute possibilité de les repérer devenait difficilement ou peu évidente. Ils creusaient aussi des fosses qu'ils recouvraient de branchage et de feuillages pour tendre des embuscades aux forces régulières qu'ils dépouillaient de leurs armes avant de les tuer<sup>47</sup>.

---

<sup>43</sup>F. M. Kenne, "Jeremie Ndelene (1920-1960) une figure emblématique de la rébellion camerounaise", Maitrise en histoire, Université de Yaoundé 1, 2001, p. 27.

<sup>44</sup>Comme le disait Sun Tsu dans *L'art de la guerre*, « Tout succès d'une opération réside dans la préparation »

<sup>45</sup>Ngandjou Kando, "La médecine traditionnelle...", p.50.

<sup>46</sup>Force de Maintient de l'Ordre

<sup>47</sup>Tchami B., 60 ans, Notable, Chefferie de Bazou, 07-12-2020 à 13H.



Le paysage bocager qui est une marque distinctive en pays Bamiléké est dominant d'arbres et d'arbustes de la forêt tropicale. C'est un paysage domestiqué avec des haies et même sans haies<sup>48</sup>. Le pays Bamiléké disposait également de nombreuses forêts qu'ils utilisaient comme des lieux sacrés. Avec le boom démographique, les forêts ont presque disparu de ce territoire. Mais il existe des forêts qui ont gardé leur état naturel dans toutes les chefferies<sup>49</sup>. Les forêts ont constitué pendant la période de trouble un obstacle végétal pour les forces armées. Le paysage bocage qui est un paysage façonné par l'homme à des fins agricoles s'est avéré tout aussi efficace dans l'entretien du "maquis".

Cette végétation a été favorable au développement des "maquis" à l'Ouest Cameroun en général et dans notre département d'étude en particulier grâce à ses multiples ressources qui constituaient un refuge pour la rébellion celle-ci qui y installait des centres de formation politico-militaires et lui offrait des voies de communication relativement discrètes<sup>50</sup>. Toutefois, ce milieu avait subi des conséquences dévastatrices du fait de la coupe abusive du bois, des feux de brousse orchestrés par l'administration pour affamer les nationalistes restés en brousse. Les produits chimiques, en l'occurrence le napalm<sup>51</sup> qui furent lourds de conséquences, sans oublier la disparition de certaines espèces animales qui furent chassés pour nourrir les soldats des belligérants de cette guerre. Toutes ces actions menées par les forces régulières mais aussi par les nationalistes qui se lancèrent dans la déforestation pour pouvoir utiliser les troncs d'arbres comme moyens de ralentissement constituaient des facteurs de dégradation de l'environnement. Si les facteurs géographiques expliquent à suffisance les raisons du développement rapide du "maquis" dans le département du Ndé, les facteurs stratégiques ne sont pas en reste.

## 2. Les facteurs stratégiques

Pour Antoine de Jomini, "la stratégie est l'art de faire la guerre sur les cartes". Cette cartographie permet de décrire un espace mais également d'avoir une vue d'ensemble du théâtre des opérations, des champs de bataille<sup>52</sup>. Cette stratégie est étroitement liée à la politique. Il incombe donc dans le cadre de ce travail de présenter la proximité des zones

---

<sup>48</sup>Mesmin Tchindjang, "Le bamiléké central et ses bordures, morphologie régional et dynamique des versants", Thèse de doctorat en géographie, Université paris 7 – Denis Diderot, 1996, p.428.

<sup>49</sup>P. N. Tchoudja, "Marché et lieux de transaction dans les chefferies Bamiléké de l'ouest-Cameroun du XVIIIe au XXe siècle", Thèse de doctorat Ph.d en histoire, Université de Yaoundé 1, 2012, p.29.

<sup>50</sup>A.P.W.B., I.F.A.L., "La rébellion dans le littoral", in Stage sur l'information et l'action psychologique de Nkonsamba en 1967, p.8.

<sup>51</sup>Mongo Beti, *Main base sur le Cameroun Autopsie d'une décolonisation*, La Découverte, Paris, 2010, p. 61.

<sup>52</sup>Grégoire Binois, "La cartographie militaire au XVIII<sup>e</sup> siècle, une cartographie historique ?" n°20/6 (19), *Hypothèses*, Cairn.info, p.42.

crisogènes avec notre département d'étude comme facteur d'émergence du "maquis" mais également de présenter les bases de repli et de contre-attaque.

### **2.1. La proximité du Ndé avec les zones crisogènes**

Le département du Ndé qui est la porte d'entrée à l'ouest est un département constitué d'une poussière de chefferies. Leurs communautés ont longtemps repoussé et exprimé de la répugnance vis-à-vis du conflit pour l'indépendance. Ce conflit qui était parti du groupement de Baham en 1957 s'est vu, grâce à la combinaison de plusieurs facteurs, propagé dans toute la région de l'Ouest. Avec la naissance du S.D.N.K. avec à sa tête Singap Martin, l'organisation paramilitaire s'est très vite et bien installée dans quatre subdivisions :

- Subdivision de Bafoussam : Baham, Badenkop, Bamendjou, Batié, Bameka, Bamougoum.
- Subdivision de Bafang : Fotouni
- Subdivision de Dschang : Ballesing, Bansoa
- Subdivision de Mbouda : Babété, Batcham <sup>53</sup>.

Avec le S.D.N.K, le département du Ndé était resté en marge des activités de ce groupe et ne subissait non plus des actes de violence. Face au durcissement de la France et à sa volonté de rester au Cameroun bien qu'étant parti, les nationalistes vont également durcir le combat et exiger que toutes les populations de l'Ouest "se mouille " et expriment leurs aspirations. Ces populations ainsi que leurs chefs qui étaient toujours resté en marge de ce conflit. En fait, elles devaient ainsi faire un choix ; soit être du côté de l'administration et être traité de Fingong<sup>54</sup>, soit être du côté des nationalistes et subir les représailles de la part des forces régulières. Quel qu'en soit le choix, le département du Ndé devait en subir les conséquences. Le département du Ndé qui était proche de tous les départements de la région qui avaient opté pour "l'illégalité" dut entrer dans la danse des revendications nationalistes. La plupart des chefs avaient adoubé cette action des nationalistes qui dans certains cas était muée en terrorisme<sup>55</sup>.

Les nationalistes étaient bien implantés dans les quatre subdivisions citées plus haut. Ils trouvèrent refuge dans le département du Ndé, étant donné qu'ils étaient recherchés dans

<sup>53</sup>Kanguelieu. Mesmin, *La rébellion armée...*, p.191.

<sup>54</sup>Les fingongs étaient considéré comme des traîtres ceux qui avaient tourné le dos à la lutte nationaliste et agissaient en intelligence avec l'administration.

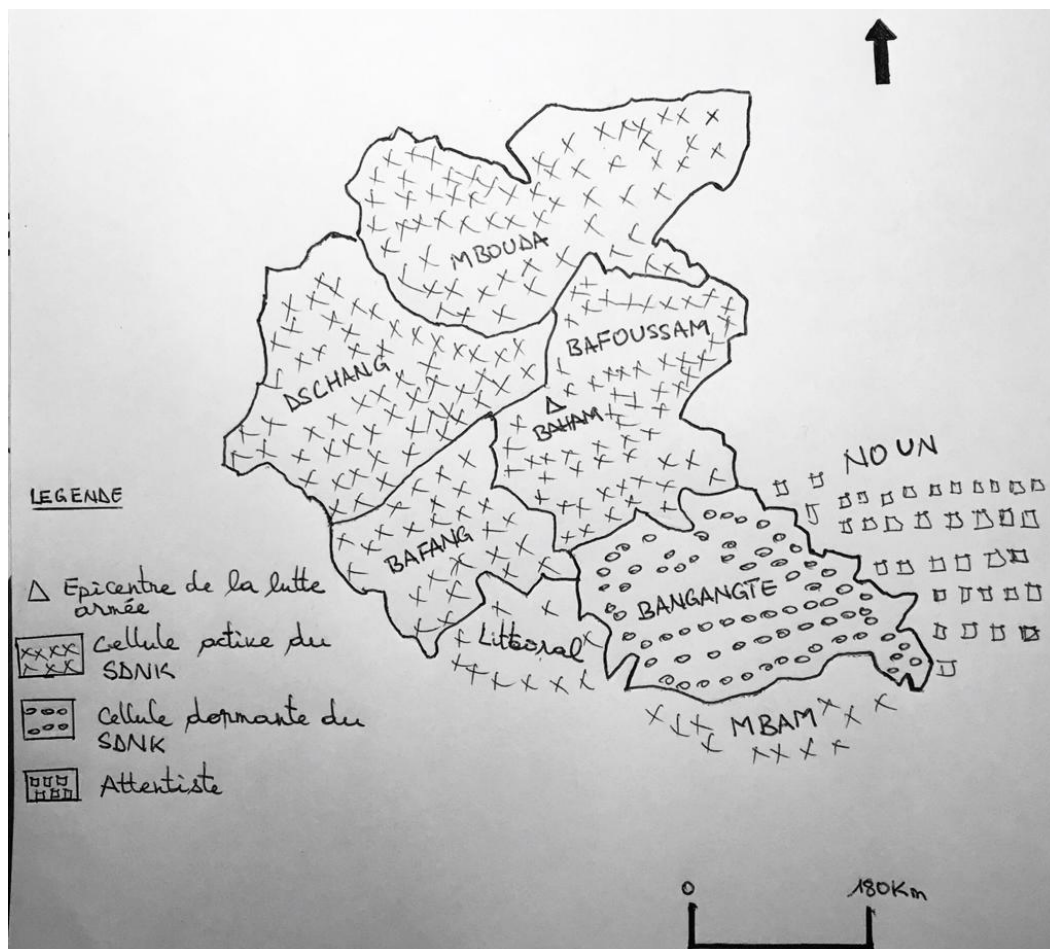
<sup>55</sup>Cette information a été confirmée par plusieurs chefs supérieurs du département du Ndé, notamment les chefs supérieurs de Bangangté (Nji Moluh 73ans), Bazou (Kemajou), Bahouc, Bamena (Njikou 45 ans) et Batchingou (Nana 58 ans).

leurs départements d'origine. Le département du Ndé représentait ainsi une sorte de reposoir pour ces derniers. S'étant adaptés aux milieux naturels qui étaient propices au combat, ils décidèrent d'ouvrir un front dans le Ndé qui constituait dès lors une zone de contre-attaque. C'est dans la logique de mettre sur pied une organisation dénuée de toute considération personnelle et redonner une âme politique au combat que fût créé l'A.L.N.K le 10 juin 1959<sup>56</sup>. Avec la création de cette organisation, toute la région de l'Ouest s'est vue plongée dans le bain de la cause nationaliste. S'il est vrai que les chefs traditionnels du département du Ndé avaient affiché une certaine répulsion face à certains agissements des Upécistes, il semble judicieux de préciser que certains chefs agissaient de connivence avec la plupart des chefs rebelles de manière officieuse parce que ne voulant pas perdre les privilèges qu'ils recevaient de l'administration. Parallèlement, ils ne voulaient non plus subir la foudre des nationalistes qui avaient décidé de punir tous ceux qui étaient contre ce combat jugé nationale et légitime. Ainsi les chefs des groupements à l'instar de Bamena, Balengou et Bakong ont contribué de manière directe ou indirecte avec leurs populations à l'entretien du "maquis". Ce département est devenu à partir de 1959 de gré ou de force un fief des "maquisards" et leur dernier repère. La carte ci-dessous représente toute les localités limitrophes au département du Ndé en proie à la rébellion en 1957.

---

<sup>56</sup>F. X. Ngoms, "De la guérilla urbaine à Douala 1955-1964", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005, p. 57.

**Carte n °1: La rébellion armée dans la région Bamiléké suivant l'intensité**



**Source :** Carte réalisée par L.N. Moguang Teckeudo d'après S. Mbatchou, "Contribution à la connaissance de l'histoire de l'Armée de Libération Nationale Kamerunaise (A.L.N.K.)1959-1971", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2003, p.86.

## 2.2. Les bases arrière

Mao Zedong, père de la guerre révolutionnaire chinoise, la définit comme étant une révolution qui se fait uniquement dans le cadre d'une action politico-militaire. Félix Moumié président de l'U.P.C. inspiré de ce grand théoricien et stratège mais également par le model algérien développe un combat à caractère clandestin dont le mode d'action se prêtait à la stratégie indirecte. Cette stratégie indirecte imposait d'éviter le combat parce que le rapport de force étant défavorable. Ce type de combat irrégulier est fondé sur la surprise, le harcèlement et destiné à affaiblir l'armée régulière, le but étant de s'emparer du pouvoir. Pour ce faire, il

devait être mis en place des bases arrière et de contre-attaque qui sont des sanctuaires et des appuis logistiques pour mener à bien une opération sans être repéré<sup>57</sup>.

Ces bases arrières et de contre-attaque servaient à la préparation des combats qui vont battre l'ennemi, les privés de ses forces vives, récupéré le matériel, les munitions qui sont des choses rares et précieuse. Ces bases arrières étaient constitués des forêts, les populations d'autres régions du pays et même des pays amis. La partie anglaise du Cameroun ou le Southern Cameroon a été significative à cet égard<sup>58</sup>. Il a servi de refuge aux nationalistes camerounais qui étaient pourchassés par les Français. De cette base arrière ont germé des idées et des réunions qui ont abouties à la mise sur pied du premier organe paramilitaire, le S.D.N.K., lequel était censé mener la rébellion à l'ouest du pays et prendre le pouvoir<sup>59</sup>.

Par ailleurs, il faut dire que le département du Ndé qui était le dernier repère des rebelles pourrait également être considéré comme une zone de contre-attaque. Notamment dans la mesure où ce fut dans cette zone qu'est parti le programme de relance des activités de l'A.L.N.K par Ernest Ouandié dans les brousses dudit département avec la mise en place du CNEE<sup>60</sup>. Aussi, ce mouvement disposait de bases arrière et de contre-attaque à l'extérieur du pays. Il bénéficiât de l'appui relatif de certains pays étrangers qui fournissait souvent un asile pour ses membres mais également un soutien substantiel logistique, matériel et financier. Ces pays ont été également constitués des lieux d'entraînement pour certains nationalistes qui purent bénéficier d'une formation physique mais également sur les théories des guerres militaires. Ces pays ont permis la connaissance du "problème national Kamerunais". En l'occurrence dans le monde à travers certains médias étrangers. Une telle situation va, en quelque sorte, favoriser l'internationalisation du conflit et quelques modestes appuis extérieurs se sont multipliés et ont galvanisés les troupes restées sur le terrain de guerre.

En définitive, l'UPC avait été à l'origine de la lutte armée qui avait débuté d'abord en pays Bassa avec le CNO puis en pays Bamiléké. Cette lutte qui avait pour épice centre la chefferie Baham allait s'étendre dans toute la région de l'Ouest et dans le département du Ndé en particulier. S'appuyant sur les frustrations, le relief et la végétation favorable, les nationalistes se retrouvant dans ce département après avoir essuyer quelques échecs dans leurs zones avaient développé des fortes zones de rébellion dans le Ndé. Ces nationalistes avaient

---

<sup>57</sup>A. Lapacherie, "Peut-on militairement couper une guérilla de ses arrières ? De la bataille des frontières au plan Challe (Algérie 1957-1961)", Paris, Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement, 2018, 423.

<sup>58</sup>D. Abwa, *Contribution des Camerounais francophone à la réunification des deux Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.115

<sup>59</sup>Ngomsi, "De la guérilla ...", p.57.

<sup>60</sup>Kenne, "Les grands chefs...", p.337.

mis sur pieds des organisations paramilitaires qui avaient des chefs, un mode d'organisation et de fonctionnement.



**CHAPITRE II : LE "MAQUIS" DANS LE DEPARTEMENT DU  
NDE : ACTEURS, MODE D'ORGANISATION ET  
FONCTIONNEMENT**

Avec l'interdiction de l'UPC en 1955 par Roland Pré, le mouvement nationaliste est contraint d'entrer dans la clandestinité afin de poursuivre la lutte de libération du Cameroun à son terme. Ce parti laisse ainsi l'arme du droit dont elle avait toujours fait recours pour utiliser la violence comme mode d'action devant des "ennemis" qui disposaient d'une logistique militaire importante. On assiste ainsi à une phase dite violente dans le processus d'indépendance du Cameroun qui prendra d'abord corps en Sanaga-Maritime fief<sup>1</sup> de l'âme de l'UPC Ruben Um Nyobe ensuite à l'Ouest Cameroun bastion de Ernest Ouandié. Pour ce faire, ces derniers vont mettre sur pied des organisations paramilitaires. Celles-ci seront chargées de coordonner la lutte sur l'ensemble du territoire national mais également à l'extérieur sur un plan beaucoup plus diplomatique que certains chercheurs qualifieront de "maquis extérieur"<sup>2</sup>. Il s'agit en effet du Comité Nationale d'Organisation (CNO) créé en décembre 1956 dans la Sanaga-Maritime plus précisément dans la subdivision d'Eseka. À l'Ouest ce furent le SDNK puis l'ALNK qui incarnèrent la lutte

La présente étude s'efforcera d'examiner d'une part les acteurs et le mode d'organisation de ces structures paramilitaires et d'autre part de son fonctionnement dans le département du Ndé.

## **I- LES ACTEURS ET LE MODE D'ORGANISATION DU " MAQUIS" DANS LE NDE**

La lutte armée qui avait été engagé de manière improvisée par les leaders du mouvement nationaliste après son interdiction par le gouvernement français s'était ainsi propagé sur l'ensemble du territoire bamiléké en gagnant ainsi toute ses chefferies. Les chefferies du département du Ndé n'échappèrent donc pas à cette logique.

### **1. Les leaders de la rébellion dans le département du Ndé**

Il sera question dans le cadre de cette partie de présenter les principaux acteurs de la rébellion. Une rébellion qui s'était propagé dans tous les départements de la région Bamiléké. Il s'agira de présenter ainsi les chefs militaires, les autorités traditionnelles ainsi que la population.

---

<sup>1</sup> Um Nyobe, *Ecrits sous maquis...*, p. 14.

<sup>2</sup>J., A. Mbembe, "La palabre de l'indépendance : Les ordres du discours nationaliste au Cameroun", *La politique par le bas Contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, p. 152.



### 1.1. Les chefs militaires de l'UPC

Les chefs militaires correspondent aux têtes de proue qui ont menés d'une main de fer la rébellion à l'Ouest Cameroun en général et dans le département du Ndé en particulier. L'insurrection en pays bamiléké eut pour épice Baham plus précisément à Nka. Qui était le point de départ de la lutte armée.

La rébellion qui embrase la région bamiléké précède celle de la Sanaga Maritime amorcée par Ruben Um Nyobe. Dans cette partie du pays, certains membres du parti (UPC) à savoir Felix Roland Moumié, Ernest Ouandié et Abel Kingue qui s'étaient réfugiés au Cameroun Britannique décidèrent d'exploiter la situation délétère qui prévalait à l'ouest Cameroun en ouvrant ainsi un front pour la libération du Cameroun<sup>3</sup>. Avec l'onction du trio de Kumba, Singap Martin s'appuya sur la crise successorale qui prévalut à la chefferie de Baham pour lancer les hostilités en créant ainsi la première organisation paramilitaire le Sinistre de Défense Nationale du Cameroun (SDNK)<sup>4</sup>. Ce mouvement, comme on l'a dit dans le chapitre précédent avait une vocation beaucoup plus départementale. Mais c'est avec la création de l'Armée de Libération Nationale du Kamerun en 1959 que l'insurrection se généralise et gagne ainsi le département du Ndé lequel avait des facteurs géographiques propices au développement du "maquis". L'ensemble des chefferies du Ndé avaient subi des exactions perpétrées par les "maquisards" qui étaient appelés le "vent"<sup>5</sup> ; car dit-on on ne les voyait jamais venir encore moins partir ; ils agissaient en toute discrétion et de manière très rapide.

Comme chefs militaires, on avait ainsi Singap Martin. Ce dernier était au commandement de l'ALNK de 1959 en 1961. Il était accompagné, officiellement dans cette tâche par Momo Paul. Après l'assassinat par empoisonnement à Genève du président du parti Félix Moumié le 03 novembre 1960<sup>6</sup>, Ernest Ouandié exilé à Conakry décide de rentrer en clandestinité au Cameroun afin de reprendre les commandes de la rébellion et éteindre cette guerre de leadership qui existait entre Singap Martin et Momo Paul, celle-ci avait ainsi désorganisé la rébellion en pays bamiléké en ouvrant plusieurs fronts indépendants. La mort de Moumié intervenait deux ans seulement après celle d'Um Nyobé et porta un coup dur à la révolution camerounaise qui perdra de plus en plus son caractère noble. Dès son retour au Cameroun, Ernest Ouandié prit les commandes de l'ALNK de 1964 à 1971 date de son arrestation. Le

<sup>3</sup>M. Kanguelieu, *La rébellion armée en l'Ouest-Cameroun (1955-1971)*, Yaoundé, Saint-Siro, 2007, p.83.

<sup>4</sup>*Ibid.*, p.85.

<sup>5</sup> Djimbou J., 75ans, Cultivatrice, carrefour Batchingou, 05-12-2020.

<sup>6</sup> Abwa, *Ngouo Woungly-Massaga ...*, p.58.

"maquis" du Ndé qu'on appelait "Nigéria"<sup>7</sup> était placé sous la direction de Noumbi Joseph qui était chargé de coordonner l'action milliaire dans les 12 villages que compte le département. Il faut noter que les chefs militaires pouvaient être affectés dans n'importe quel département ou région dans laquelle l'insurrection battait son plein.

Ces chefs militaires avaient certes une zone d'action bien déterminée, mais ils pouvaient également se déplacer dans d'autres zones afin d'éviter de se faire prendre. C'étaient ainsi des bases de repli. C'est le cas par exemple de Ngandié Joseph alias "DeChâteau Dynamique" l'un des chefs les plus brillants, cet homme qui avait à peine 25ans était assisté par Kana David alias "Mallam défense" et d'un certain Amadou alias "Sans pitié"<sup>8</sup>. Depuis son quartier général à la mission protestante de Batcha baptisé Accra-ville en hommage au Ghana de Kwamé Nkrumah, ce chef militaire était craint de la population, de même par de nombreux militaire<sup>9</sup>. Même les stratèges de l'armée coloniale étaient en admiration devant le jeune chef de guerre qu'ils haïssaient tellement. C'était surtout un bon stratège et un bon meneur d'homme ; il savait comment utiliser efficacement ses hommes. Il était aidé dans cette tâche par " Pierre Loti", "Bon blanc" qui menait des actions dans toute la région de l'ouest. À Foréké-Dschang, Bafang... C'est également le cas du Courant de Bangou qui exerça des actes de rébellion à Banguoa, Batchingou Bamena qui sont des villages limitrophe. Nous avons aussi Big Beau de Bafoussam qui avait mené des actions de rébellion dans le département du Ndé<sup>10</sup>. Nous avons Beta de Bangoulap, Tou Tsiop Tantio et Ketchanga de Bahouc, Méchant Cailloux de Mbouda, Sans Pitié de Dschang, Bensi de Bayangam, Big Beau de Bafoussam, le Courant de Bangou, Tankeu Noé ; Fosso François de Bangangté, Njukep de Bamena, "Commissaire Bernard" de Bazou<sup>11</sup> qui a été le dernier chef assassiné dans le département du Ndé.

Les hommes ont été des chefs militaires de poigne qui ont tenu la draguée haute de la rébellion pendant ses années chaudes. Mais il faut aussi mentionner que durant cette guerre, ils ont été assistés dans leurs tâches par des femmes aux multiples talents. Le tableau ci-dessous nous apporte quelques éclairages sur certaines d'entre elles.

---

<sup>7</sup>Sah, *Femmes bamiliké au...*, p.116.

<sup>8</sup>Boutcheng, "Ernest Ouandje (1924-1971)...", p.68.

<sup>9</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une guerre...*, p 426.

<sup>10</sup>Nya, 76 ans, Militaire retraité, Babou, 02-12-2020 à 16h30.

<sup>11</sup>*Idem.*

**Tableau N°1: Femmes du département du Ndé actives dans le "maquis"**

Noms et prénoms	Alias (Noms de code)	Age	Villages d'origine
Newa Julienne	Innocente	36 ans	Bangangté
Ngongang Anne	Justice/ Ténacité	24 ans	Balengou
Djila Emilienne	Franchise	20 ans	Balengou
Nya Clara	La séduisante	32 ans	Bangangté
Mbiendi	/	25 ans	Bamena
/	Maguérite La belle	/	Bahouc

Source : Tableau réalisé par L. N. Moguang d'après l'ouvrage de L. Sah, *Les femmes bamiléké au maquis Cameroun 1955-1971*, Paris l'Harmattan, 2008.

Ce tableau montre que la femme qui était jusqu'ici responsable de l'éducation de la jeune fille, de la cuisine et des tâches ménagères et était toujours relayée au second plan et les hommes toujours au-devant de la scène avait occupée des fonctions au même titre que les hommes. Ainsi, elles ont posées des actes salvateurs pour la survie du "maquis". Elle avait jouait le rôle régulateur dans le maquis et devait comblée les combattants sur les plans gastronomiques et psychologiques. Elle était également sensé jouer le rôle d'agent de liaison, de transmission de courrier et de distribution de tract. Durant cette période, certains chefs traditionnels ont été par la force ou par amour pour la patrie, et donc enclins à regagner la lutte de manière officielle et non officielle. Il revient à présent de présenter ces chefs.

### **1.2.Les autorités traditionnelles**

Dans la région de l'ouest Cameroun en général, le chef détient un statut exceptionnel du fait qu'il représente le fondateur de la chefferie dont il perpétue la personne<sup>12</sup>. Il est considéré comme un Dieu qui détient son pouvoir des ancêtres et par conséquent il n'a de compte à rendre à personne. Il n'est ni jugé ni accusé et toute personne qui essaye d'aller à l'encontre de sa volonté est bannie<sup>13</sup>. Il est le gardien de la tradition est responsable de l'intégrité et l'indépendance de son territoire. Il est le propriétaire de la terre, unique moyen de production. L'autorité traditionnelle agie comme étant la courroie de transmission entre sa population et ses ancêtres. Il a le droit de veiller au bien-être de ses habitants. Pendant les années chaudes au Cameroun, la plupart des chefs du département du Ndé avaient fait volte-face à la rébellion

<sup>12</sup>Tchami B., 60 ans, Notable, Chefferie de Bazou, 07-12-2020

<sup>13</sup>Idem.

qui sévissait dans toute la région. Mais force est de constater que certains chefs avaient mis l'intérêt du pays en avant dans leurs actions et leur engagement. Ceci en refusant tout compromis avec le pouvoir malgré des offres qui se transformaient facilement en pression. Cela leur a souvent coûté leur trône surtout à l'époque coloniale où les administrateurs français n'hésitèrent pas à monter un prince contre son frère. Cette situation créa ainsi la zizanie dans la famille princière. Dans le département du Ndé trois chefs à notre connaissance avaient de manière indirecte ou directe prêté main forte aux "maquisards" qu'ils considéraient comme des nationalistes. Il s'agissait du chef du groupement de Bamena et celui du groupement Bakong et du chef Balengou.

Le groupement Bamena en langue Nda'Nda' qui appartient à la famille des langues Bamiléké signifie *Làh Mèh noh* fait partie des treize chefferies traditionnelles que compte le département du Ndé. Le chef Ouandji Ngongang qui est la 10<sup>e</sup> dynastie du groupement prend le règne le 1<sup>er</sup> Mars 1939 et décède en décembre 1968<sup>14</sup>. Pendant son règne, le chef usa de son ingéniosité pour prêter main forte aux nationalistes sans toutefois se compromettre devant l'administration française<sup>15</sup>. L'autorité traditionnelle était le relais de l'administration française. Concernant cette posture, il bénéficia des avantages que lui procurait cette proximité avec les colons pour obtenir des informations utiles à la résistance. Il était donc le maillon essentiel de la résistance non seulement grâce à son influence sur la population qui admire son roi, mais aussi grâce aux informations sur le ravitaillement des troupes coloniales dont il dispose. Sa chefferie disposait d'une grande base d'entraînement située à Ndjeutap, où des nationalistes étaient formés tant sur le plan physique que sur le plan spirituel<sup>16</sup>. Bon nombre de ses enfants s'engagèrent aux côtés des nationalistes pour défendre la cause nationale. Il s'agit notamment du commando Njukep qui était à la tête du camp de Ndjeutap qui était chargé de l'encadrement et du redressement des jeunes recrues. Nous avons aussi Tchoutcho Daniel qui était le secrétaire en charge de l'établissement des laissez-passer qui permettaient à la population et aux chefs militaires des autres groupements de circuler sans être interpellés par les nationalistes. Avec la création des groupements par l'autorité coloniale et post indépendante en 1960, le chef Bamena refusa de livrer sa chefferie. Par conséquent il s'installa dans des camps de groupement crée pour la circonstance car ne voulant pas laisser sa population à la merci des forces armées et laisser les nationalistes sans protection<sup>17</sup>.

<sup>14</sup>Njikou A., 45ans, chef supérieur de Bamena, chefferie Bamena, le 02-12-2020 à 13H

<sup>15</sup>*Idem.*

<sup>16</sup>Tchoutcho D., 80 ans, ancien maquisard, Bamena centre, le 02-12-2020 à 12H15.

<sup>17</sup>Njikou, chefferie de Bamena, le 02-12-2020

Le groupement Bakong qui fit également parti de l'une des chefferies du département du Ndé avait également prêté main forte aux nationalistes durant ce conflit. En effet, le chef Bakong en la personne de Noutcha Philippe capturé ainsi que les membres de sa famille par les "maquisards" en 1959 et conduit dans le "maquis" de Bassamba avait de manière involontaire gagné les chemins du "maquis"<sup>18</sup>. Ces derniers s'occupaient en outre du ravitaillement du maquis en bois de chauffage et grâce à sa notoriété au sein de la population, les "maquisards" n'avaient plus besoin de piller la population pour vivre. En effet, cette population se soumettait volontairement et participait aux contributions encouragée par les "maquisards". Avec la présence de ce chef dans ce "maquis", les élites du groupement occupant un des postes de responsabilité dans le gouvernement se mobilisèrent pour une prise en charge effective des "maquisards". Ils pouvaient fournir aux "maquisards" des informations mais aussi en armes ce qui résolvait quelque peu le problème d'insuffisance en arme<sup>19</sup>. Mais l'on se rend compte que lorsque le "maquis de Bassamba fut détruit par les forces de l'ordre, et les captifs regagnèrent leur maison, le chef Nitchou continua d'apporter son aide aux nationalistes. De 1960 à 1963, il assista le Commissaire politique du district 4 Mallam Biabia à collecter des fonds pour la bonne marche du "maquis" dans le Ndé. Lui-même avait contribué à hauteur de 5000 Franc le 25 avril 1963.<sup>20</sup> Comme le montre le rapport du préfet P. Diwouto Loth :

Ce chef passait ses nuits tantôt à Bakong, tantôt à Bazou. Sa petite population n'est composée que des "maquisards". Ses treize enfants ont tous fait le maquis. Ce dernier se soumettait ainsi volontairement à l'action mené par les nationalistes bien que ne fut pas le cas en 1959<sup>21</sup>.

Dans un rapport de la garde civique nationale de l'ouest du département du Ndé<sup>22</sup>, il est fait état du fait que le chef Balengou était de connivence avec les "maquisards". En effet, le commando Tisso Maurice avait été pris en embuscade alors qu'il se rendait sur rendez-vous chez le chef du groupement de Balengou. Il était porteur de son fusil calibre I2 marque "Robust" deux coups n°450.825 ainsi que des munitions<sup>23</sup>. Les enquêtes qui furent menées révélèrent que le chef Balengou était le seul à savoir que le Commando serait de passage dans

<sup>18</sup>A. G. Ndjapoum Ngatcha, " Contribution à la connaissance du rôle de l'autorité traditionnelle dans la rébellion upéciste en région Bamiléké : 1955-1971", Maîtrise en histoire, Université de Yaoundé 1, 2005, p.70.

<sup>19</sup>S. Mbatchou, "Contribution à la connaissance de l'histoire de l'armée de libération nationale Kamerunaise (A.L.N.K.) 1959-1971", Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2003 ; p.70.

<sup>20</sup>Ndjapoum Ngatcha, "Contribution à la..."p.69.

<sup>21</sup>A.N.Y. 1 AA 1439 NDE cité Alain Germain Ndjapoum Ngatcha, "Contribution à la...", p.71.

<sup>22</sup>A.S.G.B. Rapport N° 42/ GCNN Sur l'assassinat du garde civique de 2° classe, Tisso Maurice du commando hors-rang, survenu le 1<sup>er</sup> septembre 1964 à Bangangté.

<sup>23</sup>*Ibid.*

son groupement et l'arme de ce commando avait été récupérée chez le chef. Il était un organisateur de ce guet-apens où le commando Tisso Maurice a été mutilé par une bande de hors la loi. Le chef de groupement avait été mis sous surveillance et tenu de rester tous les jours à la préfecture de Bangangté.

Le chef qui représente la plus grande autorité du village car détenant entre ses mains les pouvoirs politique, judiciaire, militaire et religieux était un atout non négligeable dans l'installation et l'action des nationalistes. Ces nationalistes pouvaient ainsi compter sur certains de ces chefs ainsi que sur leurs populations pour parvenir à leurs fins. La population tant bien mal que dans sa totalité constituait le bras fort de la rébellion.

### **1.3. La population**

La population a été durant la lutte pour l'indépendance parfois passive ou active ; surtout celle de Bamena qui se vit prendre les armes auprès de ces pères (Chef Ouandji) afin de mettre fin à la colonisation et atteindre cet idéal qu'était l'indépendance. La plupart d'entre elle se chargeait d'héberger les "maquisards" et les nourrir quand ceux-ci étaient de passage dans leur localité. À Batchingou par exemple, la population fuyant les représailles de l'armée régulière et même du chef traditionnel qui avait débouté cette lutte ne manquait pas d'ingéniosité pour nourrir les "maquisards"<sup>24</sup>. Pour ce faire, la population préparait des marmites de "Kondrè de chèvre" qui est un met de la zone très apprécié par cette dernière. En effet, pouvant satisfaire un grand nombre de personnes qu'elle dissimulait dans des fossés creusés pour la circonstance recouvert de paille et de feuilles de bananier<sup>25</sup>. Les "maquisards" étant en perpétuel déplacement et pouvaient ainsi se nourrir et reprendre des forces

Elle aidait les "maquisards" en leurs fournissant un effort de guerre qui pouvait être matériel, financier humain. S'agissant de l'aide financière, la population devait verser des impôts que ces derniers leur imposait et était appelé "impôt la nation en ligne"<sup>26</sup> qui était de 300fr pour les femmes, 500fr pour les hommes. Cet impôt était récupéré par les "maquisards" dans la nuit, ils agissaient avec une telle rapidité que cette population les qualifiait de "le vent". Ces derniers toquaient à chaque porte sous le regard indiscret de l'armée irrégulière avec la complicité de cette population.

---

<sup>24</sup>Mougang J., 64 ans Informaticien retraité, Cité verte, le 14 novembre 2020 à 13H

<sup>25</sup>*Idem.*

<sup>26</sup>Nya, Babou, 02 décembre 2020 à 16h30.

**Tableau N°2: Recouvrement financier des femmes sympathisantes de l'UPC dans le NDE en 1963**

Villages	Noms des femmes	Sommes	Dates
Batchingou	Kwagoung Pauline	300	15-03-1963
	Magni Nguwo	300	
	Magni Ngoufika	300	
Bamena	Mbekep Christine	300	06-04-1963
	Seine Rebecca	300	
	Tchingou Elisabeth	300	
	Mbekep Pauline	300	
	Tchunjio Elisabeth	300	
Bakong	Zenna Pauline	300	13-03-1963
	Taclem Rosalie	300	
	Njamen Madeleine	300	
	Nana Anne	300	
	Taukemen Suzanne	300	06-04-1963
	Tiowa Sarha	300	
Balengou	Nana Tabita	300	12-031-1963

Source : Sah, *Femmes Bamilékéés au ...*, p.128.

Ce tableau établit clairement que les femmes des différents villages du département du Ndé payaient des impôts qui devaient servir pour la cause nationale. Cela démontre qu'en 1963 soit trois ans après les indépendances et malgré la création des camps de regroupement, une frange importante des populations de Batchingou, Bamena, Bakong, Balengou réussissait à déjouer l'ordre établi par le pouvoir en place pour ravitailler les maquisards.

Parlant de l'aide matérielle, on peut dire que la population qui pratiquait l'agriculture par bocage se servait de ces récoltes pour pouvoir faire des provisions qu'elle donnait aux "maquisards". D'ailleurs ceux-ci étaient toujours en fuite ou cachés car exerçant dans "l'illégalité". Elle fournissait également à ces derniers des vieilles marmites, des Calebasses, des couteaux, des allumettes qu'ils devaient utiliser pour la fabrication d'armes. Ils récupéraient également des cauris, des amulettes et des statuettes qu'ils utilisaient pour se

protéger<sup>27</sup>. Elle était ainsi une porte de service de renseignement et de ravitaillement pour les "maquisards". Naha, appréhendé en 1971 par les F.M.O à Bamena nous renseigne à ce sujet :

Je reconnais avoir entrepris à me collaborer avec le HLL dans ma plantation sise à Bamena au courant de l'année 1967. Ainsi Lonsi Victor accompagné de ses camarades dont j'ignore les noms m'avaient demandé de les héberger, les aider matériellement et moralement. J'avais alors commencé par leur donner des informations sur les passages et les zones où les FMO avaient l'habitude d'opérer.

Au courant de l'année 1968, Lonsi était venu me dire que ses camarades l'ont laissé et qu'il restait isolé tout seul. C'est à partir de cette période que j'avais activement commencé à lui faire des achats tels que : le tissu, les chaussures, les poissons, le savon, l'huile, l'arachide, le sel, le tabac, le siller de briquet, le pétrole. Je payais tous ces articles au marché de Bamena et lui remettais en main propre sur rendez-vous dans ma plantation<sup>28</sup>.

En ce qui concerne l'aide humaine, nous pouvons relever que la population qui était favorable à la lutte s'engageait aux côtés des "maquisards" pour combattre l'Etat. La femme qui était jusqu'ici responsable des tâches ménagères et de l'éducation des enfants était utilisée par les "maquisards" pour pouvoir fournir des renseignements à ces derniers. Pendant un moment, elle ne faisait pas l'objet de fouille par l'armée régulière. La femme était donc sensée séduire les militaires afin de leur soutirer des informations qu'elle transmettait aux "maquisards"<sup>29</sup>. Elle servait ainsi de relais d'information. Elle jouait également de rôle de sentinelle pour pouvoir tendre des embuscades aux forces régulières. Il faut également noter que les enfants avaient joué un rôle dans la transmission de l'information aux "maquisards" lorsque les femmes étaient traitées de la même manière que les hommes. Ces enfants se servaient alors de leur poupée pour pouvoir transmettre les informations. Les hommes physiquement aptes étaient prêts à sacrifier leurs vies pour la cause commune qu'était l'indépendance. Les "maquisards" qui étaient des hommes à part entière<sup>30</sup> vivaient avec la population et effectuaient leur tâche quotidienne puis à la tombée de la nuit prenaient la route du "maquis" et se transformaient en "maquisards"<sup>31</sup>.

On peut ainsi retenir que ces derniers agissaient en complicité avec la population qui ne se gênait pas de les couvrir soit par peur soit parce qu'elle avait pris fait et cause pour ces derniers. Ces chefs militaires qui au départ s'étaient installés dans le département du Ndé comme une zone de refuge ont trouvé dans le relief accidenté, une végétation propice au développement de la guerre, mais également une population favorable aux idéologies de

<sup>27</sup>Sah, *La femme Bamiléké...*, p. 109.

<sup>28</sup>A.S.G.B., Armée de terre Secteur militaire de l'ouest deuxième bureau N°52041, Bulletin de renseignement.

<sup>29</sup>Sah, *La femme Bamiléké...*, p. 114.

<sup>30</sup>Les maquisards étaient des hommes normaux comme tout autres car très souvent on a l'habitude de penser que ce sont des "extra-terrestres" d'où les expressions telles que : " tu manges comme un maquisard ", " tu as les ongles comme un maquisard "...

<sup>31</sup> Deltombe et al, *Kamerun ! Une guerre...*, p. 342.



l'UPC. Autant de raisons de s'implanter et d'ouvrir un autre front afin de mettre l'autorité coloniale à rude épreuve. Ces chefs ainsi installés ont renforcé leurs structures paramilitaires.

## **2. Mode d'organisation des organisations paramilitaires**

Il s'agira à ce niveau de présenter les organisations paramilitaires mises sur pied à l'Ouest Cameroun en général et dans le département du Ndé en particulier. En deuxième ressort, il sera question et de présenter leurs stratégies d'enrôlement et leurs moyens d'action.

### **2.1. Les organisations paramilitaires : le SDNK et l'ALNK**

Avec le bannissement de l'UPC de la scène politique camerounaise et la terreur imposée par l'administration coloniale, un climat de violence s'ouvre et le Cameroun entre dans la phase de la lutte armée. Comme le souligne Achille Mbembe dans son ouvrage intitulé *La naissance du maquis au sud-Cameroun*, la violence n'avait jamais été le leitmotiv de Ruben Um Nyobé, qui militait plus pour le retour de l'UPC dans le jeu légal afin d'obtenir cette indépendance si chère dans le cadre de l'arme du droit<sup>32</sup>. Il précisait également au passage que si la violence devait être utilisée, elle devait se faire graduellement et de manière stratégique pour imposer au gouvernement français de leur accorder leur liberté. Ruben Um Nyobé qui, depuis les événements de mai 1955 s'était réfugié dans la Sanaga-Maritime se trouvait en désaccord avec le trio de Kumba<sup>33</sup> qui estimait qu'il était impossible pour le gouvernement français d'accorder l'indépendance au Cameroun et qu'il fallait de ce fait, les contraindre en utilisant la violence. Ils s'inspiraient ainsi des événements survenus en Algérie, en Indochine avec le Vietminh pour lancer leur contre-offensive<sup>34</sup>. Ruben Um Nyobé fervent partisan de la méthode non violente prônée par Ghandi cèdera sous la pression de ces derniers et ouvrit le premier front dans la Sanaga-Maritime (Boumnyebel) en créant le Comité National d'Organisation (CNO) en 1956, dans la précipitation à la veille de l'élection. Cette structure insurrectionnelle dirigée par Ruben Um Nyobe qui n'était pourtant pas prête à faire usage des armes avait pour but de saboter les élections de décembre 1956<sup>35</sup>.

Cette organisation paramilitaire avait alors pour objectif d'accéder à la magistrature suprême par l'usage des armes. Bien que ce mouvement soit circonscrit dans un espace

<sup>32</sup>Mbembe, *La naissance du ...*, p.327.

<sup>33</sup>En effet, après l'interdiction de l'UPC, Abel Kingué, Félix Roland Moumié et Ernest Ouandié s'étaient réfugié dans la partie anglaise du Cameroun plus précisément à Kumba où ils tinrent de nombreuses réunions en vue du lancement des hostilités dans le Cameroun Français

<sup>34</sup>Mbembe, *La naissance du ...*, pp. 327-330.

<sup>35</sup>Abwa, *Camerounhistoire d'un ...*, p.240.

géographique bien précis, il va cependant se déporter dans un autre espace<sup>36</sup> propice à la violence : la région Bamiléké.

Les nationalistes étant exilés au Cameroun britannique décident d'organiser une réunion en vue de mettre sur pied un organisme similaire au CNO en région bamiléké afin d'ouvrir plusieurs fronts et de mettre l'ennemi en déroute. Cette réunion qui se déroule du 30 novembre au 3 décembre 1956 à Kumba permet au jeune Singap Martin de sortir de l'obscurité et de créer un "maquis" qui sera dirigé par lui-même avec l'onction des membres du Comité Directeur du parti au crabe noir<sup>37</sup>. Rappelons que Singap Martin est jeune militant de l'UPC qui a su faire ses preuves en tant que militant dévoué à la cause nationaliste. Il a en effet su implanter les idéaux de l'UPC au Nord Cameroun précisément à Garoua une région qui est enclin au respect de la tradition et assez hostile à la révolution. Il avait implanté en 1955 dans cette partie du pays un journal. Ce journal était celui du parti pour lequel il militait : le bimensuel Lumière<sup>38</sup>. A travers ce journal, il s'attela à critiquer l'administration française et d'exposer ainsi ses tares aux yeux de la population afin que celle-ci lui tourne définitivement le dos.

Ce journal était ainsi utilisé comme un outil de propagande permettant de porter la révolution au sommet. Singap Martin qui est né vers la fin des années 1930 à Denkeng dans la chefferie Badenkop<sup>39</sup> était à la tête de la Jeunesse Démocratique Camerounaise (JDC), laquelle devint plus tard la Fédération de l'Ouest Cameroun (FOC). A la suite de cette réunion tenue à Kumba, Singap Martin se rend dans la région Bamiléké afin de créer cette structure paramilitaire. A son arrivée, il trouve une situation délétère. Cette situation était aggravée par l'arrestation du chef de Baham, Kamdem Ninyim qu'il récupéra à des fins politiques. Le chef Baham étant également contre l'autorité coloniale en place va instrumentaliser ses plus fidèles notables dans le but de défier militairement le pouvoir en place. C'est dans cette mouvance que fut créé le Sinistre de Défense Nationale du Kamerun (SDNK) en 1957 dans le "maquis" convoqué par Singap Martin envoyé par les membres du bureau du comité directeur de l'UPC<sup>40</sup>. Cette nouvelle organisation, calquée sur le modèle du CNO basée sur le même programme en 6 points va être appliquée à l'Ouest-Cameroun. C'était une structure paramilitaire coiffée d'un organe politique qui était dirigé par Singap Martin et dont le but

---

<sup>37</sup>Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée ...*, p.84.

<sup>38</sup>Mbembe, *La naissance du ...*, p.287.

<sup>39</sup> Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée ...*, p.84.

<sup>40</sup>*Ibid.*

était de former des militants, sympathisants et guérillos à la chose politique. Le volet militaire quant à lui était dirigé par Simo Pierre assisté dans cette tâche par le Capitaine Général Fogaing Paul, par le Vice-Capitaine Momo Paul, par le Secrétaire Fotso Emmanuel, par le commandant d'arme Mambou Daniel, par le Trésorier et Agent de Liaison Kamdem Wouaffo Joseph ; par l'adjudant-chef et 1<sup>er</sup> conseiller Noubi Joseph ; par le chef de détachement, 2<sup>e</sup> conseiller et chef de la Sureté générale Tchouembou Maurice ; par le Commissaire Politique et Trésorier Tallon Moyou<sup>41</sup>. Afin de mieux contrôler la région, les chefs ainsi installés divisèrent la région en quatre subdivisions<sup>42</sup> : la subdivision de Bafoussam, de Bafang, de Dschang et de Mbouda. On se rend compte que la subdivision de Bangangté n'apparaît pas dans ce découpage effectué par les membres du SDNK et donc de ce fait n'était guère soumise au début, à l'influence des "maquisards". Le département du Ndé était ainsi resté en marge de cette guerre menée par Singap Martin et ses acolytes.

Le SDNK avait pour objectif de semer la terreur dans la région Bamiléké dans l'optique de contraindre l'administration française à leur accorder l'indépendance immédiate et la réunification du Cameroun<sup>43</sup>. Pour ce faire, elle procéda à des actes de sabotage, à des incendies et aux pillages des chefferies, notamment celles qui étaient vassalisées à l'autorité coloniale administrative. C'est le cas par exemple de la chefferie de Baham après l'arrivée du chef usurpateur Téguia qui fut la première à être incendiée la nuit du 13 au 14 Octobre 1957<sup>44</sup>, le chef Etienne Djuatio de Batcham, la chefferie Bangwa. Nous avons également la chefferie de Bahouang qui fut incendiée par les "maquisards" à cause de son lien avec le pouvoir coloniale.

Le SDNK qui était une structure jeune et qui avait beaucoup d'ambitions dû céder la place à l'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ALNK) créé le 10 Juin 1959 à Nkongsamba<sup>45</sup> dans l'espoir de mettre fin à l'anarchie qui régnait au sein de la défunte organisation. En vue de réorganiser la rébellion en pays Bamiléké, Singap Martin qui avait reçu l'onction de créer le SDNK à l'Ouest-Cameroun se rendit à Accra où séjournèrent les membres du Bureau du Comité Directeur afin qu'ils trouvent une solution au désordre qui vit l'Ouest. Ces derniers se concertèrent et décidèrent de dissoudre le SDNK. Aussi, ils restaurèrent Singap Martin dans son rôle de chef. S'inspirant du modèle algérien, les membres

---

<sup>41</sup>Kenne, " Les grands chefs de...", p.85.

<sup>42</sup>Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée ...*, P 191

<sup>43</sup>*Ibid.*

<sup>44</sup> Abwa, *Cameroun histoire d'un...*, p.293

<sup>45</sup> Ngomsi, "De la guérilla...", p. 57.

du Comité Directeur décidèrent de mener une guerre sur tous les plans. Tant sur le plan militaire, que politique, économique médiatique et culturel. Dès son retour, Singap s'attela à mettre en œuvre tous les points qui avaient été retenus lors de cette réunion préparatoire de création de ce nouvel organe. L'ALNK qui vit le jour se réarma de l'idéal révolutionnaire pour barrer la route à la France, laquelle avait, décidé d'octroyer une indépendance factice au Cameroun. S'appuyant sur les théories de guerre révolutionnaire formalisées dans les années 1930 par Mao Zedong<sup>46</sup>, l'ALNK réussit à mettre en œuvre tant bien que mal ces théories au grand désarroi des forces armées françaises qui, semble-t-ils, en furent rapidement exaspérées. Cette organisation se dota d'une devise "Vaincre ou mourir" et se fixa pour objectif primordial l'indépendance véritable et réunification des deux Cameroun tout comme les défunctes CNO et SDNK. L'ALNK se présentait ainsi comme un instrument devant servir le parti du Crabe à poursuivre sa lutte révolutionnaire contre l'impérialisme Franco-britannique.

Avec la création l'ALNK sur la scène politico-militaire, le département du Ndé qui était jusqu'ici resté en dehors de ces zones chryso-gènes de l'Ouest-Cameroun, va faire son entrée timidement dans la guerre. Ainsi, comme nous le rappelle Emmanuel Nganso, le département du Ndé a été considéré comme le dernier repère des rebelles<sup>47</sup> qui trouvèrent des facteurs propices à l'instauration des centres d'entraînement des "maquisards". Autrement dit une véritable zone de repli par ces derniers. Le département du Ndé était ainsi appelé "camp de Nigéria" et était le quatrième district militaire de la région de l'Ouest. Avec l'ALNK, on dénombrait 5 districts militaires composés des Commandants militaires, des Commissaires Politiques et des chefs de régiment réparti comme suit.

- District n° 1 : Dshang qu'on appelait " Yaoundé ", dirigé par le Commandant militaire Singap Martin et le Commissaire Politique " Troquis Jean " et le chef d'organisateur " Mathias Château "
- District n°2 : Mbouda encore appelé " Ghana " avec pour commandant militaire " André Congo " et Commissaire Politique " Le redoutable National " et le chef de régiment " Char d'Assaut "
- District n°3 : Bafousam, le Commandant militaire "Pouvoir national " le Commissaire Politique "André camp de guerre ", le chef de camp Méthode "

<sup>46</sup> Deltombe et als, *Kamerun ! Une ...*, p.342.

<sup>47</sup>Nganso, "La léthargie du ...", p.131.

- District n°4 : Bangangté le commandant militaire " Enoch Affronte " le commissaire politique " La VIGILANCE " et le chef d'organisateur " Mourons debout "
- District n°5 : Bafang, le Commandant militaire " Joie de guerre ", le chef de régiment " Cailloux " et le chef organisateur " Pierre-Etat "<sup>48</sup>

Avec l'ALNK, le département du Ndé devient ainsi un centre d'action des "maquisards", un lieu de prise de décisions, un centre d'entraînement. L'avènement du "Camarade Emile " dans le "maquis" de l'Ouest en 1961 suscita un impact positif dans la révolution. Pour ce faire, on note la création du Centre National d'Entraînement et d'Education (CNEE) dans le Ndé qui était chargé d'éduquer les masses sur les questions d'ordre politique mais également sur des questions militaires<sup>49</sup>. Dans le département du Ndé se tinrent également deux grandes assemblées de l'ALNK : la première se tint le 13 septembre 1962 au quartier général de l'ALNK à Bangangté, regroupant plus de 600 représentants des organes de l'UPC et des membres de l'armée de libération<sup>50</sup>. Cette assemblée était essentiellement axée sur la formation des cadres et l'éducation politique des combattants. La deuxième assemblée quant à elle eut lieu toujours au quartier général de Bangangté le 25 avril 1963 et avait pour objectif primordial de résoudre le démêlé qui opposait le Vice-président de l'UPC Abel Kingue et Ernest Ouandié Président du Comité Révolutionnaire<sup>51</sup>. Le département du Ndé qui fut transformé en un district militaire était divisé en plusieurs secteurs. C'est ainsi qu'entre 1962 et 1971 les secteurs furent divisés ainsi qui suit :

- Le secteur Accra : Bamena, Balengou, Batcha, Tchouplan, Batchingou, Bangwa, Bangou, Bangang.
- Le secteur Yaoundé : Komto, Kouba, Bangoulap, Baniopho, Bangangté centre,
- Wouri I : Bassamba, Babitchoua, Babossa, Bagnabo
- Nigéria : Tonga, Moya, Milombé, Kinding, Gafo<sup>52</sup>

Le Commissaire Politique était chargé de la collecte des renseignements recueilli sur le terrain ainsi que des fonds collectés par la population. Le Chef de régiment qui lui était rattaché au Commandant militaire devait quant à lui assurer la protection du chef et avait

<sup>48</sup> A.P.O., 1 A.A.7, Cité Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armé ...*, p.130.

<sup>49</sup> Kenne, " Les grands chefs ...", p.337.

<sup>50</sup> Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée ...*, p. 130.

<sup>51</sup> *Ibid.*, p.131.

<sup>52</sup> Mbatchou, "Contribution la connaissance ...", p.84.

quelques missions spéciales<sup>53</sup>. Les deux stratèges que furent Félix Roland Moumié et Ernest Ounadié, s'inspirant de la structuration du mouvement du Vietminh au Vietnam mirent sur pied une structure militaire en pays Bamiléké obéissant aux mêmes normes que la précédente créée en Sanaga-Maritime l'ALNK qui avait su jusqu'à la fin de la guerre tenir tête à l'armée française puis camerounaise. Pour ce faire ces derniers durent recruter de nombreux combattants pour la lutte de la libération du Cameroun.

## **2.2. Les stratégies d'enrôlement et de mobilisation**

L'ouverture d'un front de guerre à l'Ouest-Cameroun ou l'UPC avait une audience notoire avec l'implantation des Comités de Base et des Comités Centraux incluant la mobilisation d'un grand nombre de combattants pour mettre un terme à l'impérialisme français. Jouissant ainsi d'un appui fort à l'Ouest-Cameroun, la capacité de nuisance et de mobilisation pour l'indépendance ne se faisait pas attendre. Le recrutement au sein d'un "maquis" devait se faire par le Comité de Base de l'UPC ou sur recommandation du président du F.O.C. Mais cette disposition s'avérait quelque peu inefficace. Pour ce faire, étaient déployées sur le terrain deux méthodes d'enrôlement pour mettre à mal les forces ennemies : la méthode dite "passive" et la méthode forcée<sup>54</sup>.

Concernant le recrutement des populations de manière volontaire, il s'agissait ici aussi bien pour le SDNK que pour l'ALNK de faire adhérer massivement les jeunes sans utiliser la violence. C'était le cas de bon nombre de militants du parti du crabe noir. Certains se joignaient de manière volontaire par peur parce que dans un tel contexte et surtout avec la naissance de l'ALNK, la neutralité n'avait plus de place. Il fallait absolument prendre parti pour l'un ou l'autre camp et accepter les conséquences qui en découlaient. Ces jeunes optaient ainsi pour le chemin du "maquis" par peur des représailles qu'ils pouvaient subir de la part de ces derniers<sup>55</sup>. Ce d'autant plus que chaque homme et femme devait contribuer aux succès de la révolution, laquelle qui devait être une source, selon les insurgés, d'avenir radieux. Il fallait pour ce faire utiliser des moyens de persuasion qui s'avéraient souvent très efficaces. Il faut également souligner le fait que bon nombre de guérillos se joignaient à la lutte pour régler leur compte soit avec l'administration soit avec l'autorité traditionnelle en place. Les "maquisards" étant en contact permanent avec la population car vivant à ses côtés devaient accueillir les nouvelles recrues. Pour une admission volontaire au sein d'un "maquis" il fallait :

<sup>53</sup>A.P.W.A., Bene B'ella," La situation de...", p.5.

<sup>54</sup>Mbatchou, "Contribution la connaissance ...", p. 57.

<sup>55</sup>Tchami, Bazou, le 07-12-2020 à 13h.

- Être du même village que la personne qui vous avait conduit au "maquis" ;
- Avoir une bonne constitution physique<sup>56</sup>.

Toutefois, il faut mentionner le fait que la plupart des jeunes qui représentent environ 80% de la population du département avait été enrôlés dans cette lutte sans même comprendre les fondements du parti qu'est l'UPC. Aussi fuyaient-ils les travaux champêtres qui constituaient pourtant leurs activités quotidiennes répugnant ainsi les travaux de la terre, ils rêvaient d'une société paradisiaque égalitaire et démocratique que leur faisait miroiter les militants de combat. Ils s'engageaient en pensant remporter la victoire sur le colonialisme, accéder à la magistrature suprême et occuper ainsi des postes de responsabilité au sein du gouvernement<sup>57</sup>. La plupart n'était donc pas ainsi guidés par amour pour la patrie mais était essentiellement des carriéristes qui militaient pour leurs propres intérêts. Face à la répression dont faisait face la plupart des "maquis", l'adhésion volontaire se faisait de plus en plus rare. C'est ainsi que le recrutement forcé fut initié.

Concernant l'adhésion forcée, tout comme l'enrôlement par consentement, il y a lieu de signaler qu'elle se faisait également par l'entremise des soldats originaires d'une région dans laquelle était implanté le "maquis". Les soldats procédaient de la manière suivante : dans la journée, des combattants ou des agents de liaison se rendaient dans leur village afin d'identifier les concessions dans lesquelles se trouvaient des hommes forts, valides et vaillants<sup>58</sup>. Une fois les concessions identifiées, les agents de liaisons rentraient rendre compte aux chefs militaires présents dans les "maquis"<sup>59</sup>. Ces derniers donnaient l'ordre de lancer des opérations dans le but de les récupérer. A la nuit tombée, les "maquisards" organisaient une opération de récupération de ces hommes valides et les ramenaient de force dans les "maquis". Une fois kidnappées, les nouvelles recrues devaient subir une intense séance de bizutage afin d'être intégrées dans le clan<sup>60</sup>. L'un de nos informateurs sur le terrain comme ancien "maquisards"<sup>61</sup> nous a confié l'expérience qu'il avait particulièrement vécue en tant que combattant enrôlé de manière involontaire dans cette lutte. "J'avais été arrêté de force dans la concession familiale par des gens armés puis amené de force en brousse à Ndjeutap (quartier du groupement Bamena) qui était à l'époque leur centre d'entraînement des maquisards. Ce centre d'entraînement avait à sa tête un certain Njukep qui donnait les

<sup>56</sup>Mbatchou, " Contribution à la ...", p57.

<sup>57</sup>Nya, Babou, le 02-12-2020.

<sup>58</sup> Koungoua M., 76 ans, manœuvre, Entrée chefferie Bakong, le 05-12-2020.

<sup>59</sup>*Idem.*

<sup>60</sup>*Idem.*

<sup>61</sup>Tchoutchou D., Ancien maquisards, Agé de, Bamena centre, le 02-12-2020 à 11H32.

instructions et formait les futurs "maquisards"<sup>62</sup>. Ceux qui refusaient de plier à leur volonté et s'engager dans la lutte étaient copieusement fouettés par leurs formateurs. On pouvait également les plonger dans des fûts d'eau où ils pouvaient passer des nuits entières et en journée on leur demandait s'ils étaient prêts à prendre les armes et gagner les chemins du "maquis". Ils pouvaient également être attachés sur des troncs d'arbre et passer des jours à l'air libre avec le climat de l'Ouest qui n'est pas conforme à la température du corps humain. Ces formateurs utilisaient également le chantage afin de faire abdiquer les personnes kidnappées et qu'ils pouvaient menacer de mort les membres de leurs familles et pour les récalcitrants et les déserteurs ils étaient tués sur place et leurs corps jetés dans les champs <sup>63</sup>.

Une fois enrôlés, ces recrues devaient subir des rites initiatiques et recevoir des entraînements physiques assez rudes. Les pratique magico religieuses étaient par "*Ngaakà*"<sup>64</sup>. Les méthodes de protection différaient d'un "*Ngaakà*" à un autre. En effet, ils pouvaient se rendre dans des forêts sacrées, près des cours d'eau, dans des grottes ou dans des cases. Ils pouvaient faire des scarifications sur le corps des combattants sur la main, l'avant-bras et l'épaule mais également derrière le cou sur les pieds et les genoux à l'aide d'une lame de rasoir et un mélange de plantes qu'ils induisissent sur leurs corps. D'aucun utilisaient le "*Nka'a Ntou*" qui était une pratique magico religieuse qui permettait aux combattants initiés de disparaître à la venue d'un ennemi<sup>65</sup>.

Certains "maquisards" se protégeaient également à l'aide de certains amulettes tels que les cauris, les crânes d'animaux, des ingrédients de la médecine des statuettes. Tous ces éléments combinés permettaient aux "maquisards" de maîtriser le théâtre des opérations et leur accordaient une invulnérabilité présumée qui pouvaient les protéger contre toute atteinte d'une arme<sup>66</sup>.

Ces rites traditionnels étaient complétés par une rude formation physique qui se déroulait dans les camps d'entraînement adaptés à cet effet. Dans le département du Ndé par exemple avec la venue du « Camarade Emile » dans le "maquis", il fit mit sur pied en 1961 le Centre National d'Entraînement et d'Éducation (C.N.E.E) qui était une structure en charge de la formation physique des "maquisards" mais également politique. Ces entraînements se

---

<sup>62</sup> *Idem.*

<sup>63</sup> *Idem.*

<sup>64</sup> Les "*Ngaakà*" traduit de manière littérale dans la langue Bamiléké signifie la personne qui la personne qui fait magie. Ces personnes sont pour la plupart des personnes initiées par leurs pères. Ils ont des dons de voyances de guérisons et de protection.

<sup>65</sup> Moguang F., Notable Batchingou, âgé de 54 ans, Mendong, 27/08/2021.

<sup>66</sup> A.P.W.A., I.F.A.L., "Rébellion dans le littoral...", p.7



faisaient aussi bien à l'intérieur du territoire qu'à l'extérieur. Dans le but de s'imprégner des techniques de combat propre à la guerre révolutionnaire, l'URSS la Chine, l'Algérie et d'autres pays n'hésitèrent pas à œuvrer dans ce sens aux côtés de l'UPC. Ces pays qui nourrissaient le désir de se défaire de l'autorité coloniale et de conquérir leur indépendance créèrent des camps d'entraînement secrets dans certains pays comme le camp d'Oujda qui est une zone située à la frontière entre l'Algérie et le Maroc<sup>67</sup>. Ce camp était également un atelier de fabrication de bombes artisanales. Les premiers révolutionnaires de l'UPC fut accueillis dans ce camp en 1957 pour mettre au point leur technique de guerre.<sup>68</sup>

Nous avons également le camp secret de Rabbat situé aux abords de l'agglomération marocaine. Dans ces camps d'entraînement, les guérillos recevaient une formation stricte et rigoureuse axée sur des exercices physiques assez rudes assortis de la formation dans la fabrication des explosifs, des actes de sabotage des voies ferrées et centrales téléphoniques, sur le maniement des armes et engins de guerre, les embuscades, sur l'apprentissage des techniques de guérilla. Étaient également enseignées dans ces camps des techniques de guetteurs sur le maniement des armes, de la machette, des épées, aux visées justes, aux attaques et incendies.<sup>69</sup> Toutes ces techniques furent enseignées dans les "maquis" à l'intérieur du pays par ces camerounais qui avaient suivis ces entraînements. Une fois sur le terrain, ces combattants formés devaient tout mettre en œuvre pour désaxer les forces armées. Ainsi, plusieurs moyens d'action étaient mis à leur disposition.

### **2.3. Les moyens d'action**

Une fois les organisations paramilitaires établies à l'Ouest Cameroun, les "maquisards" ont étalé des moyens devant leur permettre de mener à bien la rébellion. Ceci dans le but de chasser les puissances impérialistes ainsi que le gouvernement qu'ils estimaient "fantoche". Ces moyens de combats étaient de différents ordres.

Comme dans toute guerre, les "maquisards" avaient besoin des engins de la mort qui devaient leur servir non seulement à attaquer l'ennemi mais également à se défendre contre les forces armées en présence. Ainsi pouvait être utilisées des armes dites "modernes" et des armes traditionnelles.

Parlant des armes dites modernes, nous pouvons signaler ici que, la plupart des armes étaient la chasse gardés des grandes puissances qui créaient une sorte de déséquilibre de

---

<sup>67</sup>Kingue Mbang Bang, " L'Algérie et le ...", p.190

<sup>68</sup>*Ibid.*

<sup>69</sup>*Ibid.*

terreur sur le terrain des opérations. Pour pallier à cet épineux problème, "les maquisards" dans leur mode opératoire orientèrent leurs attaques sur des camps de militaires, dans le but de tuer l'ennemi certes mais aussi d'emporter leurs armes qui devenaient leur priorité et étaient remis aux chefs militaires présents dans chaque poste des "maquisards". Leurs attaques étaient également portées sur les chefferies ; car la plupart d'entre elles disposaient des armes fournies soit par la puissance tutélaire soit par l'armée de la chefferie. C'est ainsi que la chefferie Bazou fut prise d'assaut par les "maquisards" du poste Wouri en 1960 emportant ainsi quelques fusils de chasse<sup>70</sup>.

Il est bon de rappeler que ces armes étaient à la seule disposition de ces chefs qui les conservaient comme des trophées. Nous pouvons également dire que le "maquis" extérieur formé par les membres du Comité Directeur exilés dans les pays étrangers apportait son soutien dans ce sens. C'est ainsi qu'en dehors de servir de camps d'entraînement et de base arrière à ces nationalistes, certains pays<sup>71</sup> servaient de réseaux d'acheminement. Ces armes étaient acheminées par Accra à la frontière du Cameroun avant de gagner les différents pôles de "maquis".<sup>72</sup> Le Ghana ainsi que la Guinée-Conakry ont aidé les upécistes dans leur lutte de libération nationale pour que les vrais nationalistes obtiennent le pouvoir, ils exigeaient pour ce faire une "réconciliation nationale au Cameroun avec l'établissement d'un gouvernement véritablement représentatif et démocratique avant l'indépendance",<sup>73</sup>. Ils ne servaient pas seulement à l'acheminement des armes venues des pays de l'Asie et de l'Europe mais également étaient des fournisseurs d'armes bien que ce ne soit suffisant<sup>74</sup>. Les impôts imposés par les "maquisards" servaient aussi pour acheter les armes aux marché noir. Ces armes étaient pour la plupart des pistolets automatiques, des pistolets tchèques, des pistolets MAT 49 et des fusils MAS36 qui étaient récupérés par le commandant Kissamba qui avait pour mission de monter ces armes et de les distribuer dans les différents maquis<sup>75</sup>. Aux armes modernes s'ajoutèrent des armes traditionnelles que les colons appelaient arme de traite.

S'agissant des armes traditionnelles, nous pouvons dire à cet effet que la fabrication de ces armes incombait aux forgerons. A l'Ouest Cameroun en général, la plus grosse base de

---

<sup>70</sup> "Rapport administratif sur la situation de la rébellion à l'ouest 1960-1966", Archives privées de Wangué, Cité par Mbatchou, "Contribution à la ...", p.70.

<sup>71</sup> Chine Tchécoslovaquie, Russie, etc., qui militaient en faveur de la libération des peuples mais également pour un recul efficient du capitaliste qui gagnait du terrain en Afrique dans un monde bipolarisé

<sup>72</sup> Abwa, *Ngouo Woungly-Massaga ...*, p.160.

<sup>73</sup> A. Essomba, *Le mouvement nationaliste camerounais dans le système international (1916-1960)*, Paris, l'Harmattan, 2016, p.250.

<sup>74</sup> *Ibid.*

<sup>75</sup> Woungly Massaga, Yaoundé, 24 mars 2001, Cité Stella Mbatchou, "Contribution à la..." p. 59.

forge était située dans subdivision de la Mbouda et était moins présente dans les autres subdivisions. La subdivision de Mbouda représentait ainsi un pôle de distribution à toutes les autres subdivisions. Par ailleurs, à Bangangté, on dénombrait néanmoins une forge. Ces forges servaient à la fabrication des armes locales. Les Bamiléké exploitaient le milieu naturel qui leur fournissait des matériaux nécessaires à la fabrication des armes archaïques. Il s'agit notamment des bois de branches de raphia, et du fer. Les "maquisards" utilisaient des armes à vocation performantes et tranchantes qui différaient des armes à feu du simple fait qu'elles n'étaient pas explosives comme les coupe-coupe, les machettes, les couteaux, les poignards qui sont des armes de corps à corps<sup>76</sup>. Mais aussi des armes destinées à la chasse à l'instar des lances qui sont des armes africaines par excellence et étaient destinées au combat à moyenne distance, des frondes qui étaient utilisées comme des lances pierres qui sont des armes de jet. Ces armes étaient beaucoup plus utilisées par les "maquisards" du simple fait que le maniement de ces armes ne suggère pas de réflexion et technique particulière. Certains "maquisards" fabriquaient des armes à feu en pleine guerre dont l'utilisation pouvait s'avérer négative non seulement pour l'adversaire mais aussi pour l'utilisateur<sup>77</sup>. Grâce à tous ces moyens d'action dont disposaient les "maquisards" ; leurs modes opératoires devraient être clairement établies.

En dépit de la modicité de cet arsenal, les combattants camerounais réussirent à infliger des coups relativement sérieux aux forces de l'ordre.

## **II- LES MODES OPERATOIRES DES "MAQUISARDS"**

La répression à l'Ouest à Cameroun s'est déroulée en phase primordiale en dent de scie. Et cela était dû au fait que cette guerre d'indépendance avait été improvisée par les membres Comité du Directeur de l'UPC. De manière précise, ces modes opératoires s'articulent principalement au niveau des actions militaires violentes et des actions que l'on peut qualifier de "douce".

### **1. Les actions militaires violentes**

Parler d'action militaire "violente" revient ici à présenter les différentes campagnes militaires menées par les "maquisards". Il est ainsi question pour nous de parler des attaques ciblées, des replis tactiques et des actes de destructions et de sabotages. Tel sera ainsi l'ossature de cette partie.

---

<sup>76</sup>A. Essomba, *Le mouvement nationaliste ...*, p.250.

<sup>77</sup>*Ibid.*

### 1.1. Attaques ciblées

Conformément aux objectifs de l'organisation paramilitaire que fut l'ALNK et son "programme en six points", les jeunes recrues enrôlés puis devenu combattants à la suite de rudes épreuves physiques et spirituelles devaient attaquer toutes les cibles identifiées par les chefs militaires présents à la tête de chaque "maquis" dans des groupements<sup>78</sup>. Ces cibles étaient pour la plupart des personnes en collaboration avec l'administration française et même le gouvernement "indépendant qu'ils considéraient comme "une escroquerie politique"<sup>79</sup>. C'était entre autre des personnalités publiques comme les autorités traditionnelles, les autorités administratives, les membres de l'assemblée législative et toute autre élite qui avaient accepté de se vassaliser et de se soumettre à l'homme blanc. Pour les "maquisards" ces personnalités n'étaient que des carriéristes qui militaient uniquement pour leur profit et non pour le bien-être de tous. Aussi, elles étaient considérées comme des "Fingong" qui étaient des traîtres à la patrie.<sup>80</sup> Les autorités religieuses qu'elles soient catholiques ou protestantes avaient également été prises pour cibles par ces nationalistes. Pour eux ces derniers avaient pris fait et cause pour l'autorité coloniale. Il faut signaler que les attaques ciblées étaient la stratégie la plus prisée par les nationalistes. Par ailleurs, certaines pratiques guerrières qui avaient cours durant la rébellion armée dans la partie Ouest du pays ne répondaient pas du tout à des stratégies militaires modernes employées par les forces armées régulières.

Au rang des personnalités prises pour cible dans le département du Ndé, nous pouvons citer comme autorité traditionnelle le chef Bakong qui avait été capturé et emmené au "maquis" de Bassamba en décembre 1959 et qui par la suite est devenu membre actif de l'ALNK<sup>81</sup>. Nous avons aussi le chef du groupement Batchingou Sa Majesté Gongack qui avait été capturé par les maquisards alors que étant encore présent dans le La'akam en 1959<sup>82</sup> par l'un des chefs militaires les plus craints à l'Ouest. Il s'agit de De châteu Dynamique. Ce chef avait été conduit à Batcha qui était considéré comme sa zone d'action et étant originaire de ce département<sup>83</sup>. Nous pouvons aussi évoquer le cas de cette autorité administrative assassinée. En effet, le sous- préfet de Bazou qui M. Mbeng qui était en compagnie de son chauffeur

<sup>78</sup>Mbatchou, "Contribution à la ...", p. 63.

<sup>79</sup>Um Nyobé, *Ecrits sous maquis...*, p.47.

<sup>80</sup> Cette expression est Sieuh gong en langue Medumba donc généralement employés par les nationalistes dans le département du Ndé pour désigner les traîtres de la cause nationaliste.

<sup>81</sup>Mbatchou, "Contribution à la ...", p.58.

<sup>82</sup> Nana A., 58 ans, chef Batchingou, chefferie Batchingou, 06 décembre 2020 à 9h09.

<sup>83</sup>*Idem.*

Lenga Jérémie et de son garde du corps Nkake Jean avaient été pris en embuscade par des “maquisards” sur la route Bangangté-Bamena et assassinés froidement<sup>84</sup>. Nous avons également un membre de l’assemblée législative qui a été pris pour cible par ces nationalistes, lesquels ne voulaient aucune impartialité pour le chasser l’autorité coloniale et post indépendante. Cette personnalité n’était autre que le président de l’Assemblée nationale Daniel Kemajou qui par ailleurs était chef du groupement Bazou<sup>85</sup>.

Ce chef qui assurait le bien être de sa population était un nationaliste pondéré qui militait pour l’indépendance totale certes mais il s’opposait à la violence dont faisaient preuves ces nationalistes. Cette attitude mitigée du Président de l’Assemblée nationale lui valut le courroux non seulement des nationalistes qui brûlèrent sa chefferie dans les années 60 mais aussi des autorités coloniale et post indépendante qui le condamnèrent à une peine de un an d’emprisonnement et de 5 ans d’interdiction de séjour dans sa circonscription administrative<sup>86</sup>. Ces nationalistes militaient pour la fin de ce qu’ils percevaient comme néo-colonialisme et s’en prenaient par conséquent à tous les relais de l’administration et n’épargnaient personnes même par des hommes d’église. C’est dans cette optique que fut assassiné de missionnaires suisses du collège protestant de Bangangté le 21 août 1965<sup>87</sup>. Madame Liliane Markoff née le 18 décembre 1928 en Suisse, sollicité pour un poste de responsable de la jeunesse au Cameroun, débarqua avec son époux le pasteur Markoff à Douala en 1958 où elle sera affectée au collège protestant de Bangangté<sup>88</sup>. Roland Maldvogel quant à lui était arrivé au Cameroun le 19 août 1965 pour servir comme enseignant au collège protestant de Bangangté à la suite de la demande du Conseil des Église Baptistes et Évangéliques du Cameroun, soit deux jours avant son assassinat. Le crime de ses deux missionnaires fit grand bruit dans le département du Ndé. La guerre contre le colon et l’autorité camerounaise en place se voulait totale. Pour ce faire, les nationalistes vont user de tous les moyens pour contraindre "l’ennemi" et le faire abdiquer. Ils faisaient ainsi recours aux actes de destruction et de sabotage.

## **1.2. Les destructions et actes de sabotages**

Outre l’utilisation des armes à feu au cours de cette guerre pour l’indépendance, les nationalistes attaquèrent aussi la structure économique du pays en général et de l’Ouest en

<sup>84</sup>Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée...*, p.141.

<sup>85</sup>Kemajou, chefferie Bazou, 07-12-2020.

<sup>86</sup>. Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée...*, p.142.

<sup>87</sup>*Ibid.*, p.139.

<sup>88</sup>*Ibid.*, p.138.

particulier. Disposant d'un équipement militaire largement insuffisant, les guérilléros excluaient pour le coup toute guerre ouverte entre eux et les forces coloniales. Ils décidèrent ainsi de s'attaquer au portefeuille de la France mais aussi à des camerounais qui avaient investis dans cette partie du pays. C'est dans ce sens que les membres du Bureau du Comité Directeur<sup>89</sup> publièrent dans leur "mémoire" en 1960 présenté à la Conférence des États africains indépendants un article en rapport avec la stratégie économique qui devait être selon eux déployées sur le terrain. Ce programme stipulait : "Etant donné que le budget du pays est essentiellement alimenté par les produits des exportations, nous pouvons paralyser le gouvernement fantoche par notre guerre économique ; paralysie de l'économie et déficit budgétaire, c'est trop peu dire : la guerre du Kamerun impose à notre pays une véritable régression économique. Cette régression se caractérise d'abord par un sous-investissement considérable"<sup>90</sup> Ces membres renchérissement avec une devise : "*prendre l'argent chez celui qui en possède*"<sup>91</sup>.

Ces propos sont forts illustratifs ; car ils démontrent très bien que l'argent est le nerf de la guerre. C'est pourquoi s'attaquer ainsi à l'appareil économique fragiliserait le camp d'en face. Pour ce faire, un mot d'ordre fut mis sur pied dans le pays Bamiléké mais aussi dans le Moungo considéré comme le poumon économique : " Il est porté à la connaissance de tous que les caféiers doivent être coupés, sans laisser aucune racine ; brûler celui qu'on vient de récolter au bord des routes, pour montrer à l'ennemi que son butin est brûlé. Ceux qui sont à proximité de la grande route doivent brûler le leur sur le goudron"<sup>92</sup>. Ainsi, des lettres de menaces étaient envoyées collectivement ou individuellement aux entrepreneurs et investisseurs français au Cameroun afin que ses derniers abandonnent leurs entreprises. C'est dans cette perspective que dans le Moungo et dans le pays Bamiléké, des milliers de bananiers et de caféiers furent tailladés par les nationalistes. Ils initièrent aussi l'arrêt de la production du café, du bois et de la banane. Ils favorisèrent aussi l'obstruction des voies de communication. Ils s'attelèrent ainsi à barrer des routes à l'aide de tronc d'arbre ; des ponts furent détruits pour empêcher la circulation des personnes et des biens mais surtout pour éviter toute intervention des forces de l'ordre dans le cas d'une attaque sporadique des "maquisards". Ce fut le cas pour le pont situé à l'entrée du groupement Batchingou qui fut

---

<sup>89</sup>Les membres du bureau du comité directeur étaient composé de Félix Roland Moumié, Ernest Ouandié et Abel Kingue tous en exil

<sup>90</sup> Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée ...*, P.116-117.

<sup>91</sup>*Ibid.* p.117.

<sup>92</sup>A.P.O. " Bulletin hebdomadaire de renseignement n° 28 Août 1962" cité par Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée...*, P.117.

détruit par les nationalistes<sup>93</sup>. Les femmes présentes aux côtés des nationalistes creusèrent des tranchées qu'elles recouvèrent de branchages et de feuillages pour dérouter leurs ennemis. Elles empêchaient la progression des convois militaires en se plaçant en route parfois torse nus et criaient "Voilà écrasez-nous si vous voulez" et attaquaient à coup de jet de bouteille pleines de piment sur les militaires qui les faisaient tousser<sup>94</sup>. Ils interdisaient la tenue des marchés et le transport de vivres vers les centres urbains et n'hésitèrent pas à se rendre coupables de crimes pour faire respecter leurs décisions. Les cadavres s'empilèrent<sup>95</sup>. Ces nationalistes prônèrent également l'incivisme fiscal vis-à-vis du pouvoir colonial. La population ne s'acquittait plus de ces impôts imposés par le pouvoir en place mais s'acquitterait des souscriptions nationalistes<sup>96</sup>. Ce qui n'alla pas sans dérives pour imposer la discipline aux récalcitrants. Les nationalistes détruisirent les plantations de la population et le mode opératoire était toujours les mêmes. Une dizaine de combattants armés de machettes et de matraques chantant des hymnes révolutionnaires, lancent l'assaut détruisent sans retenue. Le chant jouait ainsi un rôle stimulateur et galvanisant pour les nationalistes. Il tendait<sup>97</sup> surtout à exalter le combattant et extirpé la peur vis-à-vis soldat.

Par ailleurs, il y a lieu de signaler que pendant les luttes pour l'indépendance, le colon avait joué un rôle fourbe dans le but de discréditer et rendre impopulaire l'action nationaliste prônée par les membres du Bureau du Comité Directeur aux yeux du peuple. Il se lança dans la création de milices n'ayant aucun lien avec la "rébellion" pour détruire au nom de l'UPC les biens des populations. Ces forces de sécurité soudoyées par les pouvoirs publics avaient mis en place des mécanismes bien huilés conduisant au terrorisme. Ces affirmations nous ont été confirmées par le chef Bangangté<sup>98</sup> qui affirme que la France avait créé ces groupes non seulement pour se faire de l'argent car pourvoyeuse d'armes de munitions et d'assistance technique mais aussi pour que l'opinion nationale et internationale en l'occurrence l'ONU considère les membres de l'UPC comme des petits bandits dans la mesure où l'indépendance qu'ils réclamaient tant avait déjà été fixé par les Français et les Camerounais à l'ONU. Par cet acte, l'UPC devait ainsi perdre ses alliés tant à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. C'est dans cette logique, ce double jeu auquel se livrèrent à cœur joie les autorités coloniales françaises ne résistèrent guère à la tentation de mettre à sac les chefferies restées dans la légalité. Ce fut

<sup>93</sup>Nana, chefferie supérieur de Batchingou, le 06-12-2020 à 09h09.

<sup>94</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une...*, p.352.

<sup>95</sup>*Ibid.*, p.346.

<sup>96</sup>Nya, Babou, 02 décembre 2020.

<sup>97</sup>Kenne, " Jérémie Ndelene (1920-1960)...", p.43.

<sup>98</sup>Nji Moluh PoKam, 73 ans, Chef Supérieur de Bangangté, chefferie supérieur de Bangangté, le 08-12-2020 à 16h52.

le cas de la chefferie Bangangté<sup>99</sup> et Bazou<sup>100</sup> en 1960. L'autorité coloniale monta ainsi quelques hordes de malfrats et de pyromanes en vue de semer le terrorisme dans tout l'Ouest et le plus souvent leurs opérations destructrices et meurtrières s'apparentaient à des règlements de compte. Compte tenu de la faiblesse en armes des "maquisards", ces derniers durent ainsi miser sur des zones de repli durant toute la guerre.

### 1.3. Les replis tactiques

La guérilla se déploya dans la région de l'Ouest-Cameroun. Toutefois en raison de la faible connaissance des techniques modernes de combat et de l'insuffisance en équipement militaire, ces manquements durent être palliés par la création des zones de repli. Face à la puissance de feu de l'armée de l'air, les combattants nationalistes firent toujours preuve de combativité et d'imagination avec les moyens de bord. Durant les attaques aériennes instaurées par les forces de l'ordre, les combattants nationalistes maîtrisant parfaitement le milieu naturel n'hésitèrent pas à l'utiliser comme zone de repli. Étant au courant d'une expédition militaire aérienne, les nationalistes cherchèrent à tromper les pilotes en disposant des habits dans les arbres et d'autres tirent des coups de feu en l'air afin d'attirer l'attention des forces régulières<sup>101</sup>. Ayant ainsi leur attention, ces derniers se réfugiaient dans des grottes et laissaient l'armée tirer sur des cibles immobiles. Pensant les avoirs tous tués, ces derniers se rendent au sol et se font capturés par les nationalistes cachés dans des grottes. Le mont *Doumbock*<sup>102</sup> fut très illustratif à ce sujet car disposant d'une grotte devenue aujourd'hui lieu sacré<sup>103</sup>.

Les guérilleros se caractérisaient par leur grande mobilité et leurs attaques qui étaient pour la plupart sporadiques, ponctuelles et imprévisibles. Cette mobilité permettait ainsi aux combattants de se trouver en un laps de temps loin du milieu d'action et loin de la zone d'opération. Il faut rappeler que les nationalistes ne se reconnaissaient que par leurs sobriquets ou leur éloges et changeaient constamment de front afin d'éviter tout encerclement par les forces régulières<sup>104</sup>. Ils durent changer de "maquis" en "maquis" rendant difficile leur appréhension. Les attaques se déroulaient toujours la nuit d'ordinaire entre deux heures et quatre heures du matin et ne duraient généralement qu'une dizaine de minutes. A l'arrivée des

---

<sup>99</sup>*Idem*

<sup>100</sup> Kemajou, Chefferie supérieure de Bazou, 07 décembre 2020

<sup>101</sup> Tchoutcho, Bamena centre, le 02-12-2020.

<sup>102</sup> Mont Batchingou situé à la frontière Batchingou- Bana aujourd'hui source de nombreuse tensions entre les deux groupements chacune se réclamant la paternité de ce mont

<sup>103</sup> Njombé E., journaliste retraité, 77ans, carrefour Batchingou, 05 décembre 2020 à 18H.

<sup>104</sup>*Idem*



forces de maintien de l'ordre, les "rebelles" s'étaient déjà enfoncés dans la forêt, forêt qu'ils maîtrisent d'ailleurs bien.

Les nationalistes avaient une plus forte audience auprès de la population par rapport du gouvernement. Ce qui constituait une base de repli des plus importantes. Les guérilléros enrôlés continuaient leur vie habituelle à l'intérieur de leurs propres groupements. Rien ne les distinguait au quotidien des simples paysans. Un informateur anonyme nous apprend que, les "maquisards" étaient connus de tous. Ils pouvaient déguster avec eux un verre de vin de palme en toute convivialité et discuter de tous les problèmes auxquels font face leur groupement et leur pays. Mais une fois la nuit tombée, ces derniers se transformaient en "maquisards" et causaient le désarroi de leurs adversaires<sup>105</sup>. Cette complicité de la population rend donc difficile le démantèlement d'un "maquis". Car tout le monde pouvait être considéré comme potentiel suspect. Et même lorsque ces derniers sont démasqués par les forces armées, la population elle reste muette par peur des représailles peut-être ou par amour pour la noble cause que défendait les nationalistes.

Il faut aussi évoquer le fait que lorsque certains chefs militaires étaient acculés dans leurs groupements d'origine, ils pouvaient se réfugier dans la partie anglophone du pays laquelle est limitrophe au pays Bamiléké<sup>106</sup>. Une fois sur place, ils pouvaient si besoin, était se rendre au Nigéria ou encore à Accra au Ghana qui étaient leur pays de transition pour rejoindre certains pays Magrébins qui étaient favorables à leur lutte nationaliste comme l'Égypte, l'Algérie, le Maroc... ou même encore la Chine<sup>107</sup> l'Union Soviétique, Cuba, etc. La lutte pour la libération du Cameroun s'est déroulée en dent de scie. La partie ainsi présentée nous a montrée quelques effets violents de cette guerre. Il nous revient dès lors de présenter les phases latentes du conflit.

## **2. Les modes opératoires "doux"**

Durant le déroulement des hostilités, l'UPC et donc ALNK ont observé des moments de pause. Ces moments se traduisaient par la suspension momentanée des hostilités, par des négociations et des ralliements.

### **2.1. La suspension momentanée des hostilités**

Lorsque l'UPC décida d'entrer en clandestinité après son interdiction en 1955, il opta pour un boycottage total des élections du 23 décembre 1956 afin de le faire échouer.

---

<sup>105</sup> *Idem.*

<sup>106</sup> Kangeulieu, *La rébellion armée ...*, p. 165.

<sup>107</sup> Ndjapoum Ngatcha, "Contribution à la..", p.62

L'objectif du Secrétaire Général ici était de faire rentrer l'UPC dans la légalité et obtenir une amnistie de la part des autorités coloniales et de mettre fin à toute velléité d'expansion de la guerre. Les conditions précaires imposées par la clandestinité, la dispersion géographique les résolutions de l'ONU et la suspicion généralisée due à la surveillance policière conduisaient les "maquisards" à observer des temps d'arrêt. Ces temps d'arrêt étaient marqués à l'Ouest Cameroun par la restructuration du S.D.N.K et par les résolutions qui étaient prises à l'ONU en vue de la fixation de la date des indépendances et aussi par la mort du président de l'UPC. Avec la fin du SDNK, l'homme fort de l'Ouest qui mena la rébellion dut quitter son pays de manière clandestine<sup>108</sup>. Ceci pour rejoindre les membres du Comité Directeur en exil afin de repartir sur de bonnes bases. Durant son absence, les actions menées à l'intérieur du pays ont connues une certaine anarchie et l'on assista plutôt à des actes terroristes qu'à des actes nationalistes.

La mort du leader fondamental du mouvement indépendant camerounais le 13 septembre 1958 par une patouille franco-africaine porta un coup dur à la rébellion. On assista ainsi à une désorganisation des "maquis" dans l'ensemble du pays. De même ce parti partait avec un grand handicap au moment où l'ONU envisagea de faire sa dernière mission de visite dans le but d'accorder une date d'indépendance ou non au Cameroun<sup>109</sup>. Ainsi, en février 1959, l'UPC en exil prôna un retour au calme dans les différents "maquis". Le BDC prenait la décision de faire taire les armes car une bataille juridique se déployait à New-York du 20 février au 13 mars 195 au cours d'une session spéciale de l'Assemblée Générale des Nations Unies. Cette session spéciale apparaissait comme une dernière chance pour les nationalistes de gagner le pouvoir et accéder à la magistrature suprême. Pour ce faire, il devait faire bonne figure devant cette instance plénière pour que la France ne leur coupe l'herbe sous les pieds et ne les accuse de tous les malheurs qui s'abattent sur le pays.

En effet, il est judicieux de signaler qu'avec la répression engagée par la France, bon nombre de chefs de guerre furent mis aux arrêts par le pouvoir en place ou encore tués. Ce qui constitua d'une manière ou d'une autre à ralentir le combat. Felix Roland Moumié qui fut le président du Comité Révolutionnaire de l'UPC resta jusqu'en 1960 un chef respecté et influent. D'ailleurs, ce dernier impulsa une stratégie à l'échelle de toute l'ALNK. Il fut par conséquent considéré comme le seul dépositaire de l'autorité légitime à l'intérieur du parti

<sup>108</sup>Kangeulieu, *La rébellion armée...*, p.87.

<sup>109</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p.329.

nationaliste depuis la mort de Ruben Um Nyobé<sup>110</sup>. La suspension momentanée des actions a été aussi la conséquence des négociations et des ralliements.

## 2.2. Les négociations et les ralliements

Avec la proclamation des indépendances, le Cameroun entre dans le concert des Etats souverains et de ce fait n'est plus soumis, officiellement en tout cas, à la puissance tutrice. Il est donc apte à prendre seul ses décisions. Pour ce faire, dans un but d'apaisement, les autorités camerounaises décident d'ouvrir un front de négociation avec les nationalistes dans le but de faire cesser la violence qui sévissait dans la partie ouest du pays. C'est dans cette lancée que le gouvernement du faire appel à Monseigneur Ndongmo évêque de Nkongsamba originaire de l'ouest afin de négocier avec ses frères pour qu'ils puissent sortir de la brousse sans être inquiétés. Mgr Ndongmo était un prêtre contestataire qui avait la faculté de faire drainer les foules chaque dimanche. Il était de plus en plus suivi et écouté par ses fidèles. Ainsi nommé évêque en 1964, Mgr Ndongmo en tant que fervent croyant avait pour objectif de faire revenir la paix à l'Ouest Cameroun<sup>111</sup>. Bien qu'étant farouchement opposé au régime en place, ce dernier ne s'était jamais ouvertement attaqué au président Ahidjo. Car il estimait que c'était son entourage donc ses proches collaborateurs qui agissaient mal<sup>112</sup>. Avec cette audience notable dont disposait le prélat, le président Ahidjo décida de l'utiliser pour pacifier la région. Ainsi lui fut remis un laissez-passer qui le permettait de se déplacer dans toute la région sans être inquiété ni par les "maquisards" ni par l'armée régulière. Il pouvait ainsi rencontrer en toute quiétude les nationalistes ; les transporter dans son véhicule et négocier avec Ernest Ouandié afin de ramener "son frère Bamiléké" dans les giron du régime<sup>113</sup>. Mgr Ndongmo apparaissait comme la personne la plus crédible pour rencontrer les nationalistes aux yeux du gouvernement. Et par cet acte, le président se présentait comme un fervent mendiant de la paix et débouta toute les assertions qui le faisaient passer pour un dictateur. Cette méthode avait déjà été utilisée par la France avec l'appui de Monseigneur Thomas Mongo originaire de la région " Bassa "<sup>114</sup> qui devait tenter une médiation avec Ruben Um Nyobé.

Même si on note des ralliements dès 1960, il est intéressant de rappeler que la bataille engagée par les forces upécistes prendra de plus en plus de l'ampleur au tournant des années 1964 et 1965. Ce qui sera renforcée par un message publié par le Comité Révolutionnaire de

<sup>110</sup>M. Moumié, *Victime du colonialisme français Mon mari Félix Moumié*, Paris, Duboiris, 2006, p. 52.

<sup>111</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une...*, p.617.

<sup>112</sup>*Ibid.*, p.615.

<sup>113</sup>*Ibid.*, p.618.

<sup>114</sup>Abwa, *Cameroun histoire d'un...*, p. 270.

l'U.P.C. en exil le 31 décembre 1964 "Message de Nouvel An au Peuple Kamerounais" signé par Ndoh Michel et Woungly Massaga<sup>115</sup>. Ce message indique que l'année 1964 a été une année de résistance et de consolidation des positions rebelles et que la lutte pour 1965 doit se poursuivre avec plus d'envergure. On comprend ainsi que les ralliements opérés avant cette période ne furent que de la poudre aux yeux. L'absence d'actions rebelles ne signifiait pas ainsi l'inexistence de la rébellion mais au contraire à une recherche d'une meilleure organisation de leur part.

En somme, le département du Ndé qui a été le dernier repère des nationalistes avait vu la participation des chefs militaires de poigne à l'instar de De Château Dynamique, du Commissaire Bernard qui avait su mettre les forces régulières en difficultés même à arsenaux inégaux. Cette lutte armée était vue la participation de plusieurs chefs du département du Ndé qui leurs fournissaient des informations précieuses. Aux chefs traditionnels, s'ajoute la population qui s'est démarqué dans cette lutte en servant non seulement de base arrière aux nationalistes mais également à travers ses diverses contributions tant financière que matériel. Les soldats qui se faisaient recruter soit de manière volontaire ou forcée suivaient un entraînement tant sur le plan physique que spirituel. Ces organisations paramilitaires très peu structurées et sous équipées bénéficiant du soutien de nombreux pays étrangers qui partageaient les mêmes causes. Elles avaient pour but de semer la terreur dans toute la région de l'Ouest afin de faire plier le gouvernement place. Toutefois, malgré quelques actions menées dans ce sens par les nationalités, il y'a lieu de signaler qu'elles souffraient de nombreuses divergences qui avaient été exploitées par les forces régulières pour exposer une rébellion violente.

---

<sup>115</sup>A.S.G.B., Synthèse bimensuelle de sureté, période du 1<sup>er</sup> au 15 janvier 1965.

**CHAPITRE III : CLIVAGES, GUERRES INTESTINES ET REACTIONS  
DES AUTORITES COLONIALES ET POST-INDEPENDANTES FACE  
AU "MAQUIS" DANS LE NDE**

Le pays Bamiléké qui était largement contrôlé par les nationalistes qui bénéficiaient de la complicité d'une frange importante de la population qui posera d'énormes problèmes aux forces de l'ordre. Le président Ahmadou exprimait sa préoccupation concernant cette situation en ces termes : " ceux qui font semblant d'appuyer l'action du gouvernement légal et qui, par ailleurs, restent en contact avec la rébellion pour prévenir tout retournement de la situation"<sup>1</sup> Ces organisations paramilitaires qui se voulaient nationale souffrait d'une crise tant sur le plan structurel que sur le plan du leadership. Cette situation entraîna la prolifération de bandes armées parfois financées par les français qui se lança dans la pratique du banditisme. L'unité apparente de ce groupe avait ainsi volé en éclat et le gouvernement avait surfé sur cette désunion pour casser et éradiquer la rébellion. Les méthodes employées par le pouvoir colonial puis par l'autorité camerounaise après les indépendances s'étaient fortement appuyées sur les techniques de guerre révolutionnaires. Le Cameroun bénéficiant de la coopération avec la France avait pour objectif de s'opposer à toutes formes d'agression et la constituait l'une de ses formes<sup>2</sup>. Ce chapitre a pour but d'analyser les clivages au sein des organisations paramilitaires ainsi que la réaction des autorités coloniales et post-indépendantes.

## **I- CLIVAGES POLITIQUES ET DIVERGENCES AU SEIN DES ORGANISATIONS PARAMILITAIRES**

L'UPC qui se voulait être un parti où règne la cohésion et l'unité s'était vu dépassé par les événements dans l'organisation et l'entretien du "maquis". Cette paix apparente au sein du parti avait volé en éclat dans la région de l'Ouest, laissant la place à deux organisations différentes les unes des autres. De cette désunion naquit des groupes indépendants. Ces derniers se lancèrent dans le pillage et commirent ainsi des exactions sur la population.

### **1. Les clivages au sein de SDNK et de l'ALNK**

Les clivages au sein de ses deux organisations s'étaient fait ressentir au double plan, structurel et managérial.

#### **1.1. Les clivages d'ordre structurel**

Le SDNK ainsi que l'ALNK étaient certes des structures paramilitaires de l'UPC ; mais force est de constater qu'elles présentaient de nombreuses divergences. Déjà, l'existence de

---

<sup>1</sup> Alima, *Les chemins de...*, p.94.

<sup>2</sup>Wanyaka Bonguen, "La coopération militaire...", p.154.

deux organisations distinctes dans la région de l'Ouest dénote la mauvaise gestion de la première. Le SDNK naît sous les auspices de Singap Martin et fut confié à Simo Pierre. Avec le Sinistre de Défense, la rébellion ne gagna pas l'ensemble du pays Bamiléké. En fait, elle était divisée en quatre zones d'influence contrairement à l'ALNK qui elle, s'implanta dans toute la région. Le SDNK se dota des objectifs suivant :

- Attaque des postes de gendarmerie pour l'obtention des armes à feu et l'équipement des combattants en munitions et en uniforme de l'armée régulière ;
- Attaque des voies de communication, routes, ponts et lignes téléphoniques pour immobiliser l'ennemi et l'empêcher de se déployer librement sans être repéré
- Attaque des plantations européennes ;
- Attaque des bureaux administratifs pour s'approprier des documents compromettants concernant les combattants ou pour avoir connaissance des secrets de l'armée régulière<sup>3</sup>.

Avec l'ALNK par contre, à ces objectifs s'ajoutaient d'autres précisions concernant l'attitude des combattants. En effet, l'article 19 des statuts de l'ALNK stipula :

Les soldats de l'ALNK ne sont pas des mercenaires, mais qu'ils sont là pour assurer au contraire la protection des populations, victimes de massacres et des pillages auxquels se livre journellement la soldatesque franco-britannique. Il doit, par son comportement et ses actes, permettre au peuple de faire la différence entre lui et le soldat fantoche. C'est ainsi seulement que le peuple pourra avoir confiance en l'armée<sup>4</sup>.

Ceux qui ne suivaient pas les recommandations de cet article s'exposaient à de lourdes sanctions la discipline étant l'âme de toute armée dans le monde. Avec le SDNK, la structuration de la rébellion était plus souple, fluide, composée de petits groupes jouissant d'une plus grande autonomie. Elle n'était qu'une jeune organisation qui n'avait pas de base suffisamment fiable pour mener la rébellion. Avec l'ALNK par contre, on note une forte implication de la politique dans cet appareil militaire. La présence des Commissaires politiques qui étaient des guides idéologiques permettaient une meilleure compréhension de l'action militaire menée par l'UPC<sup>5</sup>.

Outre les clivages d'ordre structurel, on relève également des divergences au niveau managérial. Un vent de désunion soufflait au sein de la formation paramilitaire et deux bandes s'affrontaient. Il s'agit de celles de Singap Martin et de Momo Paul.

---

<sup>3</sup>Tatsita, "L'UPC Tensions sociales et guerre révolutionnaire dans la subdivision de Mbouda de 1950 à 1960", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, p. 27

<sup>4</sup>Kangalieu, *La rébellion armée* ... p.88.

<sup>5</sup>Mbatchou, "Contribution à la ...", p.81.

## 1.2. Les crises de leadership : Cas de Singap Martin et de Momo Paul

Singap Martin était considéré comme le bras militaire de Moumié en exil. Momo Paul quant à lui était proche du chef déchu de Baham Pierre Kamdem Ninyim. Ces derniers se lancèrent dans une guerre pour le contrôle de toutes les activités militaires et même politiques du parti. Ces deux hommes fort de la rébellion s'affrontaient et commettaient des exactions au nom de l'UPC.

Cette querelle entre ces deux hommes part de l'arrestation le 03 octobre 1958 de Pierre Simo à Loum<sup>6</sup> alors en charge de la conduite des affaires militaires de l'organisation à lui confier par Singap. Après son arrestation, se pose le problème de succession. Momo Paul estimait être le mieux qualifié pour être à la tête de cette formation et le méritait au vu de certains, Singap Martin étant le second de Pierre Simo. Pour lui, Singap concentrait toutes les entrées perçues par les nationalistes et ne faisait pas une répartition équitable et une utilisation judicieuse de ces fonds collectés. Après l'exécution de Simo Pierre, Singap qui était jusqu'ici responsable du volet politique de l'organisation et assurait le lien avec la direction en exil décida de reprendre le rôle de Capitaine-Général jusqu'ici exercé par Simo Pierre ; ce qui ne fut pas du goût de Momo imbu d'un pouvoir militaire dont il avait toujours rêvé<sup>7</sup>. Face à cette situation, il avait décidé de manière unilatérale de s'octroyer les pouvoirs et de devenir Capitaine Général.

Il devint ainsi le principal adversaire de Singap, ce qui fragilisa et brisa cette formation paramilitaire. Deux bandes se créèrent : une aux ordres de Singap Martin que le Professeur Kenné qualifie de "Kamerun" et une autre aux ordres de Momo Paul "Kamerun"<sup>8</sup>. Pour Mesmin Kanguelieu, il s'agissait des Singapistes et des Momoïstes<sup>9</sup>. Momo Paul décida d'agir de son côté sans tenir compte de l'avis des membres du Comité Directeur. C'est ainsi qu'il lança en février 1959 une attaque contre la chefferie de Bandjoun, chefferie acquise à la cause française. Au cours de cette période, les membres de l'UPC observaient une trêve en attendant les résolutions prises à l'ONU. Par cet acte, Momo Paul démontra clairement qu'il n'était plus aux ordres de Singap Martin et par ricochet à ceux du Bureau en exil. En rompant avec Singap Martin, Momo Paul ne bénéficia de l'appui de ce dernier qui ravitaillait la plupart des chefs rebelles en armes et munitions provenant des pays amis à la lutte révolutionnaire. Cette situation créa une cacophonie au sein des combattants qui ne savaient plus à qui obéir.

<sup>6</sup>Abwa, *Camerounhistoire d'un...*, p.300.

<sup>7</sup>Mbang Kingué, "L'Algérie et le...", p.211.

<sup>8</sup>Kenne, "Les grands chefs ...", p.183.

<sup>9</sup>Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée ...*, p. 86.



Les deux bandes s'affrontèrent chacune pour garder le contrôle de la situation, oubliant de ce fait la révolution qu'ils étaient censée mener. Les amis d'hier devinrent ainsi des ennemis.

Cette cacophonie au sein de l'organisation conduisit inéluctablement à sa désintégration. Comme le rappelle Abel Eyinga, "en rang dispersées, les populations n'atteindront jamais ou alors très difficilement le but proposé. Si par contre elles parviennent à se grouper, à conjuguer leurs efforts en mettant ensemble leurs énergies, leur intelligence et leur savoir-faire, le succès ne fait aucun doute, l'union faisant la force"<sup>10</sup>. Cette prescription n'avait pas été suivie par ces chefs rebelles. Ce d'autant plus qu'ils étaient censés être des modèles pour les combattants. Ainsi, ils firent prévaloir leurs intérêts égoïstes au détriment de la cause nationale. Momo Paul alla plus loin dans la désobéissance en se ralliant au gouvernement convaincu par Kamdem Ninyim ancien allié de l'UPC le 22 mars 1960 et fut banni de l'UPC le 14 Juillet de la même année<sup>11</sup>. Ce manque de cohésion entre ces deux hommes forts de la rébellion fit éclore bon nombre de groupes indépendants. Ces groupes se lancèrent dans le banditisme et autres exactions.

## **2. L'émergence des groupes indépendant et la pratique du banditisme**

Cette anarchie créée par Momo Paul démontre sans doute qu'il avait bafoué l'autorité des membres et l'unité de son parti. Cela donna naissance à plusieurs groupes indépendants qui terrorisaient la population.

### **2.1. L'émergence des groupes indépendants**

Cette guerre de leadership au sein du parti détruisit à petit feu cette organisation. Notamment en faisant émerger de nombreux groupes indépendants. De nombreuses bandes virent le jour et créèrent une cacophonie au sein de l'organisation. Et la position de Singap fut de plus en plus contestée.

Dans ce capharnaüm, la position de Singap devient elle-même particulièrement fragile. Ne contrôlant pas tous les groupes qui se revendiquent de l'A.L.N.K., ou du moins de la cause nationaliste, il dépense une énergie folle pour remettre son armée en ordre. Mais voilà que les responsables du parti en exil se mettent à lui reprocher son manque de poigne, sa passivité et même son indiscipline, alors qu'il semble s'émanciper du principe fondateur selon lequel les décisions du parti priment celles de l'organisation militaire. Singap, début 1961, ne cesse alors de protester contre le court-circuitage de sa hiérarchie par des combattants ou des ordres venant directement d'Accra ou de Conakry vers ses subordonnés ou ses propres rivaux<sup>12</sup>.

Ces bandes armées avaient réussi à faire fléchir l'homme de main de Moumié en exil.

<sup>10</sup>Eyinga, *L'UPC une révolution...*, p. 34.

<sup>11</sup> Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...* p.410-411.

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 531.

Des groupes de malfrats et de pyromanes se créèrent sur toute l'étendue du pays Bamiléké .Ils perpétrèrent des actions destructrices et meurtrières qui s'apparentaient souvent à des règlements de compte.

Mal encadrés, ceux-ci ressemblent de plus en plus à une juxtaposition de bandes désordonnées et protéiformes. On voit des lieutenants faire subitement scission avec leur chef, lever leurs propres troupes et agir à leur guise, parfois pour de simples règlements de compte ou des vengeances de village. Pire : des groupes totalement autonomes émergent çà et là qui se revendiquent d'on ne sait quel cause pour attaquer les forces de l'ordre ou les simples villageois<sup>13</sup>.

Des " maquis blancs" furent également constitués pour semer le trouble au sein de la lutte révolutionnaire et prolonger indéfiniment la crise politique qui prévalait. Ces personnes vivaient dans la légalité le jour et dans l'illégalité la nuit. C'était pour la plupart des agents gouvernementaux qui octroyaient de l'aide de manière très discrète à ces "maquisards" de circonstance pour semer le désordre. Des fonctionnaires du régime, des préfets, des sous-préfets se lancèrent dans ce double jeu. Cette violence armée était devenu un instrument de combat entre les clans du parti au pouvoir dans la région de l'Ouest. Dans le Ndé par exemple, l'assassinat du sous- préfet de Bazou imputé à l'action des "maquisards" était en réalité l'action de quelques barons de l'UC qui s'affrontèrent dans le département du Ndé. Deux personnalités furent pointées du doigt. Il s'agissait de l'ancien secrétaire d'Etat Jean-Pierre Wandji-Nkuimy et du député Thadée Nya Nana<sup>14</sup>. Ce député fut également cité dans l'affaire du meurtre de deux missionnaires protestants de nationalité Suisse : Roland Valdvoegen et Liliane Markoft. En effet, le député de Balengou du Front Populaire pour l'Unité et la Paix mais aussi Vice-président des Affaires sociales et culturelles de l'ALCAM avait semble-t-il commit cet acte dans un but purement personnel. Il espérait que son ami de longue date Yid Nya François occuperait la fonction de Directeur du collège et passerait les commandes des livres chez lui et serait en charge du ravitaillement du collège en vivres frais. Une autre thèse différente de la première mentionne le fait que ce député nourrissait de l'antipathie à l'égard des Européens responsables, d'après lui, de l'exploitation servile de son peuple. Un tel acte s'avérait donc en accord avec le plan d'action nationaliste<sup>15</sup>. Ces actions qui se multiplièrent de part et d'autre collant l'étiquette aux nationalistes avaient l'avantage de provoquer la division et la suspicion dans le camp adverse.

---

<sup>13</sup>*Ibid*, p. 530.

<sup>14</sup>Alima, *Les chemins de...*, p.95.

<sup>15</sup> Kanguelieu Tchouake, *La rébellion armée...*, pp. 140-141.

## 2.2. La pratique du banditisme et des exactions sur les populations

Les combattants des différentes organisations paramilitaires n'étaient pour la plupart pas des hommes préparés à la révolution, mais des hommes ayant trop subi des frustrations soit de l'autorité française soit de la part de leurs chefs et notables. Ils s'engagèrent sans véritable conviction et n'étant pas eux-mêmes des personnes irréprochables. Simo Pierre par exemple, second de Singap Martin désigné Capitaine Général, avait été à l'origine de nombreux vols, semant le désarroi au sein de la population. Momo Paul quant à lui, avait été renvoyé de son poste de secrétaire- trésorier de la Société Africaine de Prévoyance (SAP) pour faute lourde<sup>16</sup>. Ce dernier pensait ainsi faire fortune sous le dos de l'UPC. Ce qui pourrait expliquer sa volonté de contrôler toutes les activités du parti en s'autoproclamant Capitaine Général.

Ces groupes indépendants ainsi que quelques membres de l'UPC semèrent la terreur dans la toute la région en pillant la population. Ils engagèrent des actions retentissant en brûlant des chefferies. Comme ce fut le cas avec les chefferies de Bamena, et de Bazou. Ils interrompaient la tenue des marchés pourtant source de revenu pour la population qui écoulait leurs produits. Ils détruisaient les récoltes devant servir à la nutrition. Ils capturaient les chefs traditionnelles considérés comme la plus haute autorité d'un groupement créant ainsi un vide dans l'administration du village. Les chefs Batchingou et Bakong en firent les frais. Ils capturaient et rançonnaient les populations pour disaient-ils, l'effort de guerre. Ils exécutaient les plus récalcitrants, ils obligeaient les personnes valides à les rejoindre dans la cause qu'ils défendaient. Ils se lancèrent dans la destruction des voies de communication qui étaient le bien de tous et pas seulement des autorités coloniales. Les règlements de compte étaient monnaie courante au cours de cette période<sup>17</sup>. Ils détruisaient les écoles, causant ainsi un préjudice aux jeunes qui voulaient s'instruire. On enregistrait ainsi une baisse drastique du taux de scolarisation dans la région de l'Ouest Cameroun. Dans la localité de Bangangté par exemple, le cours complémentaire de Bangangté fut fermé et les élèves renvoyés dans leurs villages d'origines<sup>18</sup>, ce qui conduisit aux renvois du personnel des établissements. Des hôpitaux furent détruits rendant l'accès aux soins difficiles.

De nombreuses familles furent séparées. Soit de leurs enfants soit de leurs maris soit de leurs femmes. L'unité familiale fut ainsi mise à mal par ces actions des "maquisards". Cet état de délabrement dû à la lutte avait été confirmé par l'article 17 de l'ALNK qui la répugnait d'ailleurs. Cette disposition précisait :

<sup>16</sup> Abwa, *Cameroun histoire d'un...*, p.291.

<sup>17</sup> Nji, chefferie de Bangangté, le 08-12-2020

<sup>18</sup> Abwa, *Cameroun histoire d'un ...*, p.307.

Le vol, le banditisme, les enlèvements des femmes et des jeunes filles, bref toutes les exactions commises par les combattants au préjudice de la population devront être punis avec une extrême sévérité, de tels actes sont, en effet, contraire aux intérêts et nous aliènent son appui indispensable au triomphe de la révolution<sup>19</sup>.

La guerre économique lancée par les "maquisards" porta un coup dur aux exploitations européennes mais aussi à la production locale et à son dur labeur. Des caféiers furent taillés et brûlés par les "maquisards". La situation de plus en plus délétère créée, horrifia la population qui se lança dans un mutisme sans précédent. Cet état des choses freina les forces régulières dans la quête des renseignements devant mettre un terme à cette situation. Pour contourner ce problème et faire régner la paix en pays Bamiléké, la réaction des autorités en place ne s'était pas fait attendre.

## II-LES ACTIONS DE L'ETAT COLONIAL ET POST-INDEPENDANT

Après la cacophonie entreprise par les forces du changement, l'autorité coloniale et post-indépendante s'appuya sur ces dérives pour imposer un régime de terreur basé sur des actions militaires mais encore plus sur des actions non violentes et psychologiques.

### 1. Les actions des forces armées et de sécurité pendant la période coloniale et post-indépendante

C'est dans un contexte de tumulte que "l'enfant chéri de l'ONU"<sup>20</sup> accède à l'indépendance le 1<sup>er</sup> janvier 1960. Le combat mené par les nationalistes pour une véritable indépendance du Cameroun était jugé "subversif" par les autorités en place<sup>21</sup>. Pour ce faire, ils eurent recours à des méthodes comme la répression violente, la création des camps de regroupement, l'infiltration et l'espionnage. Au cours de ces deux périodes les mêmes moyens furent utilisés. Il y'avait ainsi une continuité entre les deux systèmes

#### 1.1. La répression

Pour mettre fin au désordre ambiant qui sévissait dans la région de l'Ouest Cameroun, le pouvoir en place passa à la répression et frappa, déclenchant une riposte toujours plus coriace. La recherche de la paix dans ces zones troublées était une préoccupation majeure pour l'Etat. L'armée dont la création a été faite par ordonnance du 11 novembre 1959<sup>22</sup> devait être ainsi le creuset de l'unité nationale et de sa consolidation. Les accords de coopération et d'assistance technique signés entre le Cameroun et la France le 13 novembre 1960<sup>23</sup> firent du

<sup>19</sup>A.P.O., 1A.A. 156, " Statut de l'A.L.N.K., Rapport de sûreté n° 615 " cité par Kanguelieu, *La rébellion armée...*, p. 88.

<sup>20</sup>Alima, *Les chemins de ...*, p.24.

<sup>21</sup>Kenne, "Les grands chefs de ...", p. 350.

<sup>22</sup>WanyakaBonguen, "La coopération militaire...", p.92.

<sup>23</sup>*Ibid.*

Cameroun un pays sous assistance militaire. C'est d'ailleurs ce que nous rappelle le Professeur Virginie Wanyaka lorsqu'elle évoque l'article premier des accords de coopération militaire de 1960 qui stipule que : "A la demande de la République du Cameroun, le République française s'engage à apporter à la république du Cameroun, l'assistance de personnels militaire français chargé de procéder à l'organisation, à l'encadrement et à l'instruction des forces armées<sup>24</sup>". Le Cameroun nouvellement indépendant subissait<sup>25</sup> ainsi une autre forme de domination ; la France s'étant assurée de conserver une présence militaire au Cameroun. Ces accords lui donnèrent des avantages et des privilèges dans la conduite des affaires de l'Etat du Cameroun. Avec ces accords de coopération militaire, l'armée française s'engagea à former des Camerounais dans le domaine militaire. Ce fut cet embryon d'armée nationale camerounaise qui mena la rébellion contre l'A.L.N.K. Il était assisté dans cette tâche par des officiers français. C'est le cas par exemple des officiers et sous-officiers : le lieutenant Richard de 1960 à 1961, Arousseau de 1961-1964 et Giguet de 1964 à 1966<sup>26</sup>.

Une fois le pouvoir militaire mis sur pied, la répression pouvait donc se faire en toute quiétude. Avec la recrudescence du "terrorisme" en 1958, l'autorité coloniale prit des mesures sévères. Au rang de celles-ci, figure en bonne place l'envoi de renforts de l'armée, un état-major mixte fut constitué à Dschang pour assurer une meilleure coordination entre les services publics et militaires<sup>27</sup>. Fut aussi créé des groupements tactiques dans la région de l'Ouest. On note ainsi le groupement tactique Nord, groupe A qui avait pour poste de commandement Dschang, le groupe B quant à lui avait pour poste le commandement Bafoussam. Ce groupe était placé sous les ordres du capitaine commandant de la 2<sup>e</sup> compagnie du 17<sup>e</sup> bataillon d'Infanterie maritime et couvrait l'arrondissement de Bafoussam et de Bangangté<sup>28</sup>. Bangangté était un quartier militaire représentant la 5<sup>e</sup> compagnie de l'armée camerounaise avec un peloton de gendarmerie basé à Badounga ainsi que de 12 commandos de la garde civique et d'une brigade de gendarmerie.

Ces forces de maintien de l'ordre avaient pour objectif d'effectuer des patrouilles, des embuscades de nuit, des contrôles routiers et les contrôles de marché. Le décret n° 60/109 du 6 mai 1960 permet la création des groupes d'auto-défense à l'échelon des quartiers ou des

---

<sup>24</sup> *Ibid.*, p.98.

<sup>25</sup> La France conservait une domination prépondérante parce que le pouvoir d'Ahidjo était contesté par l'insurrection engagée par l'U.P.C. et entièrement dépendante de l'assistance militaire française pour bien assoir son pouvoir.

<sup>26</sup> Wanyaka, "La coopération militaire...", p.124.

<sup>27</sup> Kenne, "Les grands chefs...", p.100.

<sup>28</sup> *Ibid.*, p.235.

villages<sup>29</sup>. Ces groupes d'auto-défense étaient composés de jeunes gens valides qui surveillaient les allées et venues, postés à l'entrée du secteur<sup>30</sup> soumis à leur surveillance. Le recrutement de ces personnes se faisait par le biais des chefs de village qui étaient des relais de l'administration. Le pouvoir emprunta aux us et coutumes de la tradition Bamiléké, des pratiques de nature à tordre le cou à la rébellion. Ce fut le cas par exemple dans le groupement de Batchingou où le chef aida l'armée dans la capture du chef "maquisards" installé dans le groupement Batcha, de Château Dynamique. Une danse ("*Tchi'Tcheuq*") fut effectuée par quelques initiés du village pour aveugler De Château lors de son passage dans le quartier Tousseu, quartier Batchingou situé à la limite du groupement Batcha.

La garde civique encore appelé " Armée populaire bamiléké "<sup>31</sup> au combat ne faisaient pas la dentelle. Ce corps expéditionnaire créée en fin 1959 était une force allié à l'armée camerounaise et aux bombardiers qui détruisaient les camps des rebelles avec des tirs par rafle. Ce corps s'était montré à la hauteur de la tâche à lui confier. En 1967, la garde civique de la région de l'Ouest était constituée de la manière suivante :

**Tableau N°3: Garde civique nationale civique de l'Ouest en 1964**

Quartiers	Effectifs	Noms et grades	Lieux d'implantation	Fonctions	Observations
PC. GCNO. Bafoussam	5		Bafoussam	Chef du Secrétariat	/
		Bad-toundi, MDL. Chef	/-	Secrétaire, Effectif	/
		Coula, MDL.	/-	Armement-Munition-Matériel	/
		Mbatsogo, Gend.de 2° cl.	/-	Service Auto	/
		Mboussi-Ndeme, Gend.2° Cl.	/-	Secrétariat	/
Dschang	6	Manda-Atangana, MDL.Chef	Dchang	Chef du secrétariat	/
		Andjama, MDL.	/-	Services divers	/
		Onana, Gend. De 2° cl.	-/-	Matériel	/
		Daksikreo, MDL.	/-	Commando de chasse	/
		Tchanda, MDL.	/-	/-	/
		Ayek-Mbengue, Gend.2° cl.	/-	/-	/
Bafang	7	Bello, MDL. Chef	Bafang	Adjoint au Cdt. De la GCN.	/
		Ouandji, MDL.	/-	Chef du Secrétariat	/

<sup>29</sup> Wanyaka, "La coopération militaire...", p.104.

<sup>30</sup> Les secteurs militaires sont des territoires d'une région administrative et se compose de plusieurs quartiers. Le quartier correspond généralement au territoire d'un département.

<sup>31</sup> Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p.442.

		Ngomna, MDL.	_/_	Armement-Matériel	/
		Zebaze, Gend. De 2° cl.	_/_	Secrétariat	/
		Djongdandi, MDL.	_/_	Organisation des Postes	/
		Belebegne, MDL.	Bangangté	Chef de Poste	Détaché
		Ngoune, Gend. De 1°cl.	Banonga	Adjoint du Chef de Poste	/
Bafoussam	5	Essouma, MDL.	Bafoussam	Chef du Secrétariat	/
		Olinga, MDL.	_/_		/
		Onana, MDL ?	_/_		/
		Abessolo, MDL.	Badenkop		/
		Marandi, Gend. de 2° cl.	Batoufam	_/_	/
Bangangté	6	Bissengue-Tala, MDL. Chef	Bangangté	Chef du Secrétariat	/
		Oyono, MDL.	_/_	Matériel	/
		Essala, Gend. de 2°cl.	_/_		/
		Egoueye, MDL.	_/_	Commando de Chasse	/
		Abega, MDL.	Banomga	_/_	/
		Atangana, Gend. de 2°cl	Bazou	Chef de poste	/
Mbouda	6	Omballa Menye, MDL. Chef	Mbouda	Adjoint au Cdt. De la GCN.	/
		Lekomo, MDL.	_/_	Matériel	/
		Zock-Mbida, Gend. de 2° cl	_/_	Secrétariat	/
		Koko, MDL.	Babadjou-Front	Chef de poste	/
		Ngangao, MDL.	Mbouda	Commando de chasse	/
		Aboude, Gend.de 2° cl.	_/_	Atoville	/

**Source** : A.S.G.B., Inspection fédérale et de l'administration pour la région administrative de l'Ouest, N° 430/ 2. GCNO.

Au regard de ce tableau, on comprend, on se rend compte que le gouvernement d'Ahidjo avait déployé un personnel militaire important dans la région de l'Ouest pour faire face aux actions rebelles et protéger sa population. En 1964, sur le budget de 23 milliards, 3 milliards de franc CFA étaient consacrés à l'armée<sup>32</sup>. Les éléments des forces de défense de sécurité multipliaient les actes de ratissage inopinés. Une note confidentielle de la préfecture de Bafoussam donne un exemple à cet effet :

J'ai l'honneur de vous rendre compte de ce que mon attention vient d'être à nouveau appelée sur un passage des rebelles (sans précisions de nombre) armés d'un fusil d'importation dans le village Batchingou, Arrondissement de Bazou, département du Nde, se dirigeant vers une direction non déterminée.

<sup>32</sup> Alima, *Les chemins de ...*, p.95.

Il semble qu'une fouille sérieuse et inopinée dans ce groupement où des passages de hors-la-loi sont signalés de temps en temps soit nécessaire, de même que de petites opérations périodiques le sont à Bangou carrefour<sup>33</sup>.

Ces opérations de ratissage avaient conduit au démantèlement des sièges des rebelles. Au cours de la période du 1<sup>er</sup> au 28 février 1970, le rebelle Tchudjo André, alias "Cameroun" a été abattu au cours d'une opération dans la région de Maha (Nde) le 18 février 1970<sup>34</sup>. Ces fouilles inopinées des domiciles étaient suivies d'arrestations et de tortures parfois sans motif réel. La "pacification" de la région de l'Ouest a été faite de manière brutale. Ils pratiquèrent la balançoire comme arme de répression pour mettre un terme aux exactions qui sévissaient. Au cours de cette activité, le prisonnier est attaché en l'air, la tête à l'envers, menotté pendant des jours. Ces prisonniers déféquaient et urinaient par terre. C'était une barre de fer accrochée au-dessus de deux fût de gasoil<sup>35</sup>. Les chefs rebelles arrêtés par l'armée pouvaient être frappés par des chaînes de vélo, brûlé par des cigarettes. Après des séances de torture, les captifs parfois vivants étaient jetés dans les cours d'eau. La chute de la Métchié<sup>36</sup> fut significative à cet effet.

La Garde Civique Nationale de l'Ouest créée pour mettre un terme au "terrorisme" avait donné satisfaction à l'administrateur franco-polonais Alexandre Ter Sarkhissof alors préfet du département Bamiléké qui était l'auteur de la création de ce corps<sup>37</sup>. Ce corps n'était pas seulement destiné à éliminer les insurgés mais devait également annihiler toute idée de "subversion" au point de se lancer dans l'éducation des masses au sein des regroupements.

## **1.2. La séparation entre les insurgés et la population**

Pour lutter contre le "terrorisme" ambiant dans la région de l'Ouest, un dispositif de répression sans précédent fût mis en branle. Toutefois, le pouvoir colonial ne se servit pas uniquement des méthodes de répression brutale comme la torture, les arrestations et disparition inexplicé ou les meurtres. Ainsi, il se lança dans la création des camps de regroupement pour séparer la population "saine" de celle "contaminée"<sup>38</sup>.

La création des regroupements intervint quelques jours après les indépendances. Les habitats de l'Ouest étaient pour la plupart répartis de manière éparse dans les villages disséminés dans les forêts, principaux pôles économiques. Cette disposition ne permettait pas

<sup>33</sup>A.S.G.B., Préfecture de Bafoussam N° 213/CF/L/DMI/SP.

<sup>34</sup>A.S.G.B., N°096/CF/PS/DSNO/ du 10 avril 1970, Synthèse mensuelle des renseignements période du 1<sup>er</sup> au 28 février 1970, p.5.

<sup>35</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p. 368.

<sup>36</sup>D. Toukam, *Histoire et anthropologie du peuple Bamiléké*, Paris, l'Harmattan, 2010, p.55.

<sup>37</sup>Kenne, "Le processus d'accession...", p.110.

<sup>38</sup>Mongo Beti, *Main basse sur le Cameroun. Autopsie d'une décolonisation*, Paris, la Découverte, 2010, p.50.



à l'autorité en place de lutter efficacement contre les "maquisards" qui vivaient en toute sérénité avec la population. Il fallut couper les "maquisards" de tout contact avec sa population qui était non seulement un agent de ravitaillement, de liaison, et même une base arrière importante. A cet effet, l'administration décida de regrouper les populations pour mieux les contrôler et renforcer la sécurité tant des personnes que des biens. La plupart des camps de regroupement étaient situés à proximité des chefferies, des marchés et des camps de commandos. L'arrière des villages s'est vu vidé de sa population au profit des grands carrefours<sup>39</sup>.

Ces regroupements qui se sont faits pour la plupart des cas de manière violente, et où les conditions de vie n'étaient pas des plus agréables. Les administrateurs civils avaient été aidés par les forces armées à installer ces groupements<sup>40</sup>. Les habitats construits sous la pression étaient de petits hameaux marqués d'un numéro d'identification et la liste nominative des personnes y logeant régulièrement affichée à la porte<sup>41</sup>. Au cours des patrouilles nocturnes, l'armée s'assurait par des sondages inopinés que la population de chaque case est conforme à ladite liste, qui était confrontée mensuellement avec la fiche de recensement que détenait le chef<sup>42</sup>. Dans ces cases construites pour couper la population qui étaient pour la plupart de connivence avec les "maquisards", tous ceux qui recevaient les "hors-la-loi", abritaient des réunions clandestines ou omettaient de signaler le passage de ces repris de justice devaient être arrêtés et poursuivis<sup>43</sup>.

Dans ces camps de regroupement, les gardes civiques s'occupaient à donner à la population l'éducation civique dans le but de la "désintoxiquer" pour qu'elle ne soit pas tentée de rejoindre ou aider le "maquis"<sup>44</sup>. Ces Gardes offraient à la population la protection, l'éducation, l'escortait durant les campagnes de récolte et d'évacuation des produits agricoles, lui administrait les soins. Le long des voies de communication furent créés des regroupements. A Bamena, le principal regroupement fut installé avec une densité de 378h/km<sup>2</sup> ; le groupement de Balengou construit autour d'un marché et d'une gare routière

---

<sup>39</sup>Nana, Chefferie de Batchingou, 06-12-2020.

<sup>40</sup>A. Essomba, *Le mouvement nationaliste camerounais dans le système international (1916-1960)*, Paris, l'Harmattan, 2016, p. 220.

<sup>41</sup>*Ibid.*, p.221.

<sup>42</sup>*Ibid.*

<sup>43</sup>J.-P. Guiffo, *Les Camerounais contre les camerounais*, Yaoundé, Edition de l'Essoah, 2012, p.16

<sup>44</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p.550.

compte environ 544h/km<sup>2</sup><sup>45</sup>. Des laissez-passer étaient offerts à la population dans le but de les contrôler et rattraper les gens rechercher.

Ces camps de regroupements<sup>46</sup> ont été à l'origine de nombreux désagrément à l'Ouest Cameroun en général et dans le département du Ndé en particulier. Le paysage a totalement changé, les concessions familiales dispersées ont disparu de même pour les cases traditionnelles laissent la place à de gros villages. Aujourd'hui encore de nombreux groupements à l'instar de Batchingou, Bamena sont restés vides et difficiles d'accès. Ndjoutap qui était un quartier habité demeure aujourd'hui vidé de sa population, celle-ci s'étant installée au centre ne voulant plus rentrer aux villages qui sont devenus des champs. Les chefs qui étaient craints par leurs populations ont vu leur autorité amoindrie<sup>47</sup>. Nous avons l'exemple du chef Bamena Nietchou Jacques qui a du quitter sa chefferie en 1968 qui avait été brûlée, pour s'installer dans les camps de regroupement aménagés pour la circonstance<sup>48</sup>. Dans ces camps, les conditions de vie étaient terribles. La promiscuité avait fait son nid, entraînant des conséquences notamment les maladies infectieuses qui se répandent rapidement, les querelles de voisinages se multiplient et dégénère parfois en sanglante vendettas. Les chefferies avaient payées le lourd tribut des "maquisards"<sup>49</sup>, elles furent détruites soient pas les "maquisards" soient par les forces armées. Les chefferies de Bangangté, Bazou, Bamena sont un exemple à ce sujet. Et avec ces regroupements, la plupart des chefs durent abandonner les chefferies pour s'installer dans les carrefours laissant ainsi leurs demeures aux mains des bandes armées et de petits groupes de bandits. La structure de la société traditionnelle de la société fut la plus atteinte, de nombreux villages sont tombés en léthargie. Les regroupements qui devaient être temporaires ont été définitifs.

Toutefois, il est bon de rappeler que, grâce à ce quadrillage, les forces de défense avaient pu bien s'intégrer à la population. Cette population était réticente parce qu'elle collaborait de gré ou de force avec les nationalistes. La complicité de la population se manifestait par la passivité face aux activités des hors-la-loi, leur mutisme qui se traduit par le refus de renseigner l'autorité, le ravitaillement et la fourniture des renseignements aux rebelles<sup>50</sup>. Elle s'était ouverte à l'autorité militaire en place qui vivait avec elle au quotidien.

<sup>45</sup> Nganso, "La léthargie du ...", p. 23.

<sup>46</sup> Pour les nationalistes, ils s'agissaient des camps de concentration aménagés par le pouvoir pour torturer, laver les cerveaux et subir toutes les sévices corporelles qui pouvaient conduire à la mort.

<sup>47</sup> Njikou, chefferie supérieur de Bamena, le 02/12/2020 à 11h53.

<sup>48</sup> *Idem*.

<sup>49</sup> Gaillard, *Le Cameroun A la rencontre de ...*, p.33.

<sup>50</sup> A.P.W.A. ; Bene B'Ella, "Situation de la...", p.13.

Cette stratégie était dénommée " octroi de présence "<sup>51</sup> et visait à rapprocher le plus possible les forces de défense de la population afin de gagner sa confiance et la détourner complètement de la "subversion".

Dans cette lutte armée contre la "subversion", les camps de regroupement furent à la hauteur dans la mesure où ceux-ci avaient réussi à isoler les rebelles dans les brousses et à les couper de toute assistance qu'ils bénéficiaient de la population. Population qui servait non seulement de base de arrière mais était également une source de ravitaillement inépuisable. En les séparant, l'administration avait réussi à les contenir et mieux les combattre. Elle usa également de l'infiltration pour venir à bout de ce "terrorisme" et obtenir des informations des plus récalcitrants.

### **1.3. L'infiltration**

L'accès à l'information étant capitale dans tout conflit, le renseignement devint un élément central devant permettre le démantèlement rapide de la hiérarchie clandestine en place. L'infiltration prend ainsi tout son sens.

La politique d'infiltration implémentée par le gouvernement franco-camerounais s'était faite aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Les nationalistes s'étant déployés sur toute la scène internationale, il fallut infiltrer partout où elle se trouvait pour mieux la combattre. A l'intérieur du pays et dans les "maquis", le gouvernement avait créé des faux maquis pour semer le désordre, l'infiltrer et mieux le combattre<sup>52</sup>.

Parmi la population regroupée, il forma des éléments qu'il envoya dans les brousses en feignant d'être du même côté. Une fois installés dans les "maquis", ils devaient repérer la cachette des "maquisards" et en avertir le pouvoir légal qui menait une opération pour les débusquer et les arrêter et détruite de ce fait le "maquis". Les militaires eux aussi feignaient d'être des "maquisards" pour détruire les "maquis"<sup>53</sup>. Le gouvernement d'Ahidjo avait ainsi développé de "faux maquis" pour pourchasser les "maquisards" souvent dans des conditions sordides. Dans les camps de regroupement, l'autorité militaire qui avait su gagner la confiance de la population pouvait jouer le rôle d'agent de renseignements et extirper des informations. Ces derniers étant en contact avaient gagné l'affection de cette population et pouvait ainsi se livrer sans crainte. La femme était également exploitée comme une arme de renseignement.

---

<sup>51</sup>Essomba, *Le mouvement nationaliste...*, p.221.

<sup>52</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une...*, p.565.

<sup>53</sup>*Ibid.*, p. 412.

On se servait de très belle femme pour pouvoir approcher les chefs rebelles et obtenir des informations.

Le Cameroun qui était sous assistance française bénéficiait de précieux conseils de ces derniers dans le renseignement. Après la grande guerre, la France modela ses services de renseignement et par conséquent adopta de nouveaux accessoires destinés à tromper plus facilement la vigilance de l'ennemi<sup>54</sup>. Ces derniers pouvaient être utilisés de faux papier pour tromper la vigilance, de faux documents administratifs. Pour améliorer leur discrétion, les agents de renseignements étaient très souvent appelés à se déguiser lorsque les lieux d'espionnage étaient extrêmement surveillés. Dans ces techniques d'espionnage utilisées par les Français, la transmission de l'information restait l'étape la plus compliquée<sup>55</sup>, elle laisse donc libre recours à l'improvisation et dont les résultats ne sont pas toujours efficaces. Savoir bien dissimuler un message devenait donc un impératif. Il fallait ainsi dissimuler les documents récupérés à l'ennemi sans se faire prendre. L'agent de renseignement devait transmettre les informations de manière intégrale, chaque détail étant d'une importance capitale.

Les services de renseignement étaient établis aussi bien à l'intérieur du pays qu'à l'extérieur. Il fallait combattre ces nationalistes partout où ils se trouvaient. C'est dans cette logique que le Service de Documentation Extérieur et de Contre-Espionnage (SDECE) aidé par la "Main rouge" fut utilisé à bon escient pour leur couper l'herbe sous les pieds. Ainsi avait été instituée par Foccart l'opération "Homo"<sup>56</sup> contre le président du parti Moumié. Ce dernier avait été suivi par les services de renseignement français et maîtrisaient par conséquent toutes ses faiblesses. Moumié qui avait un goût très prononcé pour les belles femmes et avait à cœur de vulgariser la cause qu'il défendait s'était vu piégé. En effet, un vétéran des services secrets français ancien d'Indochine William Bechtel alors âgé de 66 ans s'était fait passer pour un journaliste<sup>57</sup>. Il avait été aidé dans cette tâche par son amie suisse Liliane Frily qui semblait être la maîtresse du président du parti. Au cours d'un repas organisé par cette dernière avec cet agent des services secrets français, il fut empoisonné au thallium et décéda le 03 novembre 1960. Les Français avaient ainsi réussi à éliminer la tête de ce parti grâce à la méthode d'infiltration mise sur pied. Malgré la mort des leaders incontestés de

---

<sup>54</sup>O. Lahaie, "L'équipement spécifique des espions français membres de la "Section de renseignement" et de la "Section de centralisation des renseignements" en 1914-1918", in *Guerres mondiales et conflits contemporains*, N°232, 2008, p. 87.

<sup>55</sup>*Ibid.*

<sup>56</sup>Moumié, *Victime du colonialisme...*, p.136

<sup>57</sup>*Ibid.*, p137

l'UPC, la rébellion était toujours un peu plus vive. Il fallut adopter des méthodes non violentes certes mais dont la portée était certaine.

## **2. Les actions non violentes et psychologiques**

Afin de lutter contre la révolution qui battait son plein dans la région de l'Ouest, le gouvernement en place opta pour la violence et l'utilisation des armes à feu. Elle se dota également d'une autre arme non violente et psychologique pour espérer tordre le cou à cette révolution. Car elle ne devait pas seulement la battre mais elle devait la délégitimer. Dans cette vaste mesure antisubversive on avait entre autre la propagande, la corruption de l'amnistie et l'exposition des têtes. La guerre psychologique avait pour objectif principal d'influencer l'opinion, les sentiments, l'attitude et le comportement d'éléments adverses de manière à la modifier dans un sens favorable à la réalisation des objectifs de la guerre<sup>58</sup>.

### **2.1. La propagande anti UPC et le discrédit contre les nationalistes**

Avec la création des regroupements en 1960, l'objectif n'était pas seulement de regrouper les populations pour assurer leur sécurité, mais aussi de les sonder, les surveiller, les encadrer et soumettre son esprit. La Garde Civique qui s'assurait de la protection de la population dans les camps de regroupements avait également pour objectif "d'éduquer" la population sur le mal que représente l'UPC et la présenter comme étant à l'origine de son malheur. Elle avait pour objectif de désintoxiquer les "ralliés" et les regrouper<sup>59</sup>. La propagande lancée avait pour objectif de faire revenir les "égarés" à la vie dans la "légalité" et de les convaincre que le gouvernement était leur seule porte de sortie. La vie dans les camps de regroupement s'était beaucoup améliorée<sup>60</sup> et la Garde Civique lançait des messages à tous ceux qui étaient encore en brousse de sortir et de revenir dans les camps de regroupement pour retrouver leur frères et où la vie était supposée meilleure. Dans les camps de regroupement, toute une école s'était développée, la Garde civique avec l'appui du gouvernement imprimait des fascicules ou étaient développés des thèmes comme : "le regroupement et la paix", "l'administration, la population et l'impôt", "l'inconvénient du maquis"<sup>61</sup>. Il était question de montrer que les promesses faites par l'UPC ne pouvaient être réalisées et que le véritable bonheur et développement devait se faire dans le cadre d'une nation unie. Les causeries éducatives étaient effectuées dans ces camps, la projection des

<sup>58</sup> A.P.W.A., Mang, "La propagande règles et techniques", in *Stage d'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967, p.1

<sup>59</sup> Mongo Beti, *Main basse sur...*, p. 50.

<sup>60</sup> Essomba, *Le mouvement nationaliste...*, p.221.

<sup>61</sup> A.P.W.A., Mang, "La propagande règles...", p.2.

films à vocation on révolutionnaire pour égayer les journées de la population. Ils montrèrent le bien-fondé soi-disant des camps de regroupement et la vie austère des "maquisards" dans les brousses, de ces enfants qui ne pouvaient plus aller à l'école, de ces femmes qui ne pouvaient plus être auprès de leurs maris. Les élites sillonnaient ces camps de regroupement pour galvaniser les populations et leur apporter un message de paix et de réconfort. Ce fut le cas avec le chef Bazou alors président de l'Assemblée Nationale qui exhorta sa population à sortir des brousses et à retourner auprès de leurs frères regroupés dans les carrefours<sup>62</sup>. Toujours dans la même logique, plusieurs sources recueillies sur le terrain<sup>63</sup> renseignent sur le passage du Président Ahidjo dans le département du Ndé, notamment à Bangantgé et à Bamena qui semblé avoir eu un effet psychologique important sur les populations. Il démontrait par cet acte que le Cameroun était indépendant et que le pouvoir était désormais entre les mains des Camerounais.

Avec les camps de regroupement et l'action psychologique menée par l'armée, il s'agissait également de faire parler la population, le mutisme étant considéré comme une forme de culpabilité et les suspects étaient considérés comme des "subversifs" et traités comme tel. La suspicion générale était encouragée et donna lieu à l'auto surveillance<sup>64</sup>. Les langues s'étaient déliées et on assista aux confessions publiques comme le voulait la tradition. Le serment prononcé à l'épreuve du cadi épousait cette forme dans la localité de Bangantgé : "Si moi qui parlé-je me reconnais " maquisard " ou si je ne dénonce pas un membre de ma famille " maquisards ", que le Dieu de nos pères et de nos mères, me donne la mort comme châtement<sup>65</sup>."

Toujours dans cette politique de lutte contre l'UPC, le gouvernement camerounais, à travers la radio devait également jouer un rôle non négligeable dans cette campagne de discrédit contre l'UPC. Elle devait promouvoir la politique du gouvernement et livrer une vive bataille contre les " maquisards "<sup>66</sup>. Toujours dans le but de barrer la route à ces nationalistes, le président vota la loi N°69/LF/3 du 14 juin 1969 portant réglementation de l'usage des noms, prénoms et pseudonymes. Cette loi est digne d'intérêt dans la mesure où l'on sait que les nationalistes ne s'appelaient généralement pas par leurs noms mais par des

<sup>62</sup> Kemajou, chefferie de Bazou, le 07-12-2020 à 11H.

<sup>63</sup> Njikou Alexandre chef supérieur de Bamena, Nya François militaire retraité, Ouandje François Joseph ancien maquisards.

<sup>64</sup> Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p.554.

<sup>65</sup> Sah, *Femme Bamiléké au...*, p.141.

<sup>66</sup> L.M. Enama Ateba, "La radiodiffusion au Cameroun de 1941 à 1990", Mémoire de Master en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2010, p. 61.

pseudonymes qui pouvaient être des noms des villes<sup>67</sup>, des qualificatifs exprimant la puissance<sup>68</sup> ou alors des éloges communément appelées en langue Bamiléké leur "*Ndap*". L'usage des pseudos interdits et les contrevenants à cette disposition étaient punis des peines sanctionnant l'abus de confiance. Les contrevenants devaient payer une amende de 50.000 à 1.000.000 de Franc<sup>69</sup>. Cette propagande menée par le gouvernement camerounais pour jeter l'UPC en pâture avait été complétée par les actes de corruption et les d'amnistie.

## 2.2. La corruption et les décrets d'amnistie

La corruption avait constitué un moyen d'amener la population et même les dirigeants de l'UPC à se ranger du côté de l'autorité française et faire taire toute d'éveil. Le Secrétaire Général de ce parti en fit les frais lorsqu'il fut convoqué par Pierre Messmer haut alors commissaire au Cameroun. Ce dernier qui avait envisagé d'octroyer un poste de Premier ministre du Cameroun à Ruben Um Nyobé. Ruben Um Nyobé avait une vision différente pour le Cameroun et n'était en aucun cas un carriériste, il militait pour le bien-être de tous. Face à cette proposition à lui faite, il répondit de cette manière à Messmer :

Un agriculteur prépare son champ, le cultive, le sème, l'entretient et le surveille. Au moment de le récolter, un étranger de passage lui demande de cueillir une tomate ou même une papaye et lui abandonner tout le reste. Y a-t-il un seul agriculteur dans votre pays qui puisse admettre ce genre de situation<sup>70</sup>.

On comprend par cette réponse de Ruben Um Nyobé qu'il n'était prêt à laisser aucune parcelle à la France qui elle, voulait se maintenir. Il était persuadé que le Cameroun pouvait se gérer tout seul. Moumié lui aussi fut approché par le chef de la région Guy Georgy qui lui proposa une somme de 10.000.000. (Dix millions de francs) pour qu'il abandonne cette idée de lutte pour l'indépendance du Cameroun et puisse mettre sa famille à l'abri du besoin<sup>71</sup>. Tout comme Ruben, Moumié déclina l'offre en ces termes :

Monsieur le chef de la région, le but de ma lutte pour l'indépendance n'est pas d'être riche personnellement, mais d'obtenir la délivrance de mon peuple de la misère qui est la sienne sous le régime de l'exploitation coloniale. Or accepter votre offre de dix millions de Franc, c'est pour moi vendre mon peuple et le condamner à demeurer misérable. Tenez ma famille fait partie intégrante du peuple camerounais, et comme telle, elle trouvera aussi son salut dans l'indépendance<sup>72</sup>."

<sup>67</sup>Ces noms des villes étaient des villes acquises à la cause nationalistes comme Accra, Nigéria, Conakry...

<sup>68</sup>C'est le cas par exemple de De Château Dynamique, Sans pitié, La Pierre, Liberté...

<sup>69</sup>A.S.G.B., loi N°69/LF/3 du 14 juin 1969 portant réglementation de l'usage des noms, prénoms et pseudonymes.

<sup>70</sup>Moumié, *Victime du colonialisme...*, p. 51.

<sup>71</sup>*Ibid.*

<sup>72</sup>*Ibid.*, p. 60.

Ces faits font objectivement penser que ces figures de l'UPC avaient à cœur le bien-être de tous les Camerounais et n'avaient accepté de ce fait de trahir leur pays d'aucune manière que ce soit.

En revanche, si les cadres de l'UPC avaient décidé de recourir au sacrifice extrême pour le bien être de leur pays, il faut dire que d'autres en revanche n'ont pas hésité à s'allier avec l'autorité coloniale pour bénéficier de quelques privilèges. Bon nombre de Camerounais avaient été utilisé par l'autorité en place pour combattre l'UPC. C'est le cas par exemple de Pierre Dimala qui avec l'onction des autorités françaises mis sur pied l'ESOCAM en juillet 1949 dans le but de contrecarrer l'action de l'UPC et jeter le discrédit sur ce parti. Les chefs de ce parti avaient exigé en retour :

Faire aller Matip en prison et le remplacer par son candidat" Kouang ou Mbock

Faire sauter le chef supérieur Mbem Mayi (canton Ndog Béa Nord) et le par lui-même et son ami Gwet Bitem assesseur principale qui deviendra chef de regroupement pour le Sud du canton ;

Muter Biyaga, Ndende, Ossah, Nissack, Engwang qui renseignent l'UPC et « enterrent » ses affaires. Candidats au remplacement : Simb Jean et Ngwé Samuel ;

Retirer les pouvoirs d'arbitrage sur les petites affaires civiles aux chefs supérieurs. Car ce sont autant d'affaires de moins à régler par les assesseurs d'Eséka, toutes ses créatures ;

Relâcher vite un cousin de Lingom Kouang, arrêté pour abattage des palmiers et pour lequel il intervint ;

Lui accorder une buvette dancing et qu'un de ses amis soit nommé percepteur des droits de place au marché d'Eséka ;

Donner des fusils à tous ceux qu'il recommande à l'administration et de l'argent de poche pour lui<sup>73</sup>.

Ce fut le cas également de Louis Paul Aujoulat qui créa le BDC toujours avec le soutien de l'autorité française pour contrer l'expansion de l'UPC et obtenir quelques petits avantages. Au sein de l'UPC dans le maquis, des personnes ont également fait volte-face à la cause nationaliste pour s'allier avec le gouvernement en place. C'est le cas par exemple de Kamdem Ninyim chef déchu du groupement Bahan qui s'était rallié au régime et bénéficié

---

<sup>73</sup> ANY APA 12405, ESOCAM, INDECAM, RENAICAM, CHARFRAN-CAM 1950-1954. Cité par Abwa, *Cameroun Histoire d'un...*, p.214.



d'un poste de Ministre au sein du gouvernement<sup>74</sup>. Momo Paul camarade de guerre de Singapour Martin s'était également rallié au régime. Mathias Djoumessi chef de Foréké Dschang qui avait été le tout premier chef de l'UPC mais il s'était retourné contre l'action des nationalistes au point de devenir Ministre résident à Dschang et avait pour tâche d'étouffer la rébellion qu'il considérait comme étant des actes criminels et de pillage. Il bénéficiait en retour des avantages énormes et des honneurs attachés à sa nouvelle fonction<sup>75</sup>. Outre les actes de corruption, le gouvernement opta également pour les décrets d'amnistie afin d'apaiser les tensions et casser la rébellion.

L'amnistie fut instaurée comme un acte de détente politique au Cameroun français. C'était une mesure de clémence, de pardon et d'oubli d'un délit commis contre les intérêts nationaux pour des intérêts nationalistes voire criminels<sup>76</sup>. Cette mesure de souplesse de la part de l'administration devait être un moyen de rallier les "subversifs" et les faire sortir des brousses. Ce climat d'apaisement intervenait à la suite de l'intensification de l'action nationaliste dans le Cameroun français. Cette loi avait été initiée en mars 1956<sup>77</sup> par le chef supérieur Bazou, Daniel Kemajou exacerbé par les violences en pays Bamiléké. Cette loi apparaissait comme un acte de justice et était un impératif pour le retour de la paix. Après de nombreux pourparlers, cette loi d'amnistie fut adoptée le 14 juillet 1959<sup>78</sup> par le président de l'ALCAM qui l'adopta. Cette loi de pardon faisant remise à tous les inculpés de même crimes et délits. L'ordonnance N° 60 du 08 mai 1960 portant amnistie et remise de peine<sup>79</sup> stipule à son article premier que :

L'amnistie générale, totale et inconditionnelle est accordée pour tous les crimes, délits et contrevenances à caractère politique ou en rapport direct avec les incidents d'origines politiques commis antérieurement à la promulgation de la présente ordonnance. Mais, toutes les personnes susceptibles de bénéficier de cette amnistie et qui détenaient encore des armes devaient en faire remise aux autorités légales avant le 1<sup>er</sup> juin 1960, faute de quoi, elles ne pouvaient plus prétendre à l'amnistie<sup>80</sup>.

Des tournées furent instituées par des élites de la région Bamiléké pour leur expliquer ce que voulait dire l'amnistie et leur notifier le fait que le Cameroun était indépendant depuis le 1<sup>er</sup> janvier. Bon nombre de "maquisards" se rallièrent et sortirent des brousses parce qu'ils

<sup>74</sup>Alima, *Sur les chemins ...*, p.95.

<sup>75</sup>Kangeulieu, *La rébellion armée ...*, p.145-146.

<sup>76</sup>G. Biyo'o Bi Ebobola, " Le parlement camerounais et l'ONU face aux problèmes politiques relatifs à l'indépendance du Cameroun sous administration Française (1957-1960) ", Mémoire de maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005, p. 62.

<sup>77</sup>Mbiaya Tchatat, "Daniel Kemajou et...", p. 57.

<sup>78</sup>*Ibid.*, p. 58.

<sup>79</sup> *La Presse du Cameroun* N° 3015 du mercredi 11 Mai 1960, P.1. Cité par Kangeulieu, *La rébellion armée...*p.147.

<sup>80</sup>*Ibid.*

estimèrent que cette amnistie signifiait le départ définitif des Français et la prise en charge des activités du pays par les Camerounais. C'est dans cette lancée que l'on assista au ralliement de Djoukoue Sispén à Bamena en 1960, Django Issac à Bamena la même année<sup>81</sup>.

En outre, il faut signaler que cette amnistie ne faisait pas l'unanimité. Pour les rebelles rationalistes les plus convaincus elle apparaissait comme une escroquerie politique du fait que le Cameroun par la voie de son président avait signé des accords secrets avec l'ancienne puissance tutrice. Certains rebelles ralliés connurent toute forme de tracasseries et décidèrent de rentrer dans l'illégalité pour continuer leur combat. C'est le cas des deux "maquisards" cités qui plus haut qui retournèrent dans la clandestinité avant d'être arrêtés en 1971 par les forces de l'ordre<sup>82</sup>.

La loi d'amnistie qui fut adoptée en 1960 pour apaiser les tensions en pays Bamiléké et faire régner un climat de paix avait certes fait sortir de nombreux "maquisards" des brousses, mais celle-ci avait très vite montré ses limites. Ceci dans la mesure où les violences ne cessèrent et beaucoup de ralliés rentrèrent en brousse. Et c'est au cours de cette période que la répression atteignit son paroxysme, la politique de l'effroi gagna du terrain avec les exécutions publiques et l'exposition des têtes coupées<sup>83</sup>.

### **2.3. L'action symbolique : exposition des têtes coupées**

L'action symbolique de l'exposition des têtes coupées et des fusillades en public visait à appuyer l'action militaire et à contrecarrer toute action de l'UPC dans les "maquis". Pour lutter efficacement contre l'action nationaliste qui avait gagné du terrain avant 1960, les forces de l'ordre décidèrent d'opposer un régime de terreur face à une population rangement consentante. La politique de l'effroi était monnaie courante pour dissuader la population et annihiler tout esprit de révolte.

Après un raid organisé par l'administration, les captifs de guerre étaient parfois fusillés sur la place publique. Ces fusillades se faisaient soit dans les grands carrefours, soit dans les marchés. La population était sommée d'assister à ces exécutions publiques et ne devait montrer aucun signe d'émotion ou de compassion à l'endroit de ces nationalistes et chefs rebelles de peur d'être considérée comme des "subversifs" et traités comme tels<sup>84</sup>. Elle ne pouvait rien exprimer même si elle reconnaissait un membre de la famille ou une

---

<sup>81</sup>A.S.G.B., Bulletin de renseignement, Audition d'un suspect, N° 52041/ SMO/B2.

<sup>82</sup>*Ibid.*

<sup>83</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p.448.

<sup>84</sup>*Ibid.*, p.547.

connaissance. Tellement effrayée, elle ne pouvait s'exprimer encore moins faire le deuil des personnes disparues.

Aux exécutions publiques s'ajoute l'exposition des têtes coupées comme trophée de guerre. Ces têtes étaient pour la plupart des têtes des grands chefs rebelles qui étaient exposées également dans les grands carrefours et marchés. A Bangangté par exemple, le marché "*Ntah'Leum*" qui signifie marché du sang était significatif à cet égard. C'était l'un des lieux les plus importants où étaient exposées les têtes des "maquisards" dans le département du Ndé. Les forces de l'ordre pour la plupart au début des Français et par la suite, l'état camerounais exposaient ces têtes coupées sur des piquets avec des cigarettes dans la bouche en s'exaltant de rire. Devant une population horrifiée, ces derniers s'exprimaient en un ton moqueur : "Voilà vos héros qui finissent comme des chiens, si vous les rejoignez-vous subirez le même sort"<sup>85</sup>. Dans la poursuite de l'action psychologique, l'autorité en place voulait par cet acte montrer sa puissance et l'inefficacité des rebelles sur le terrain. Elle montrait là sa supériorité non seulement sur le plan militaire mais également sur le plan psychologique. La photo ci-dessus est forte illustrative à ce propos.

#### **Photo N°2: Exposition des têtes dans un carrefour**



**Source :** Kenne "Les grands chefs de l'insurrection armée en pays Bamiléké et leurs activités 1955-1971", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2006.

Les têtes pourrissaient dans les carrefours mettant à mal la pratique de la tradition Bamiléké. En effet dans la cosmogonie Bamiléké, la pratique du culte des crânes est une action symbolique que font les vivants à leurs morts. Le crâne étant le siège de l'intelligence et de l'âme, les vivants passent par cette pratique d'adoration pour communiquer avec leurs ancêtres. Le crâne est donc la partie la plus noble du cerveau, car c'est elle qui ordonne tous

<sup>85</sup>Djimbou, carrefour Batchingou, le 05-12-2020.

les de l'homme<sup>86</sup>. Des sacrifices et des offrandes sont ainsi offerts à ces crânes et des cases leur sont réservées pour ces rites.

Somme toute, les divergences aux seins des organes paramilitaires sensés menés la lutte armée pour la libération nationale avaient été là les prémices de sa chute. Le pouvoir colonial et post indépendant s'appuyant sur les même méthodes avaient réussi à exterminer la rébellion dans la région de l'Ouest en général et dans le département du Ndé en particulier. La répression, la corruption, l'amnistie, la propagande et le discrédit contre l'UPC, les regroupements et la guerre psychologique constitue là des méthodes peu exhaustive employés par les forces régulières. D'autres facteurs avaient été à l'origine de cette révolution manquée et les conséquences perceptible.

---

<sup>86</sup>Ngandjou Kando, "La médecine traditionnelle ...", p.54.

## CHAPITRE IV : LA FIN DU "MAQUIS" ET SES REPERCUSSION DANS LE NDE

Déchiré et profondément meurtri, l'Ouest-Cameroun en général et le département du Ndé en particulier portèrent les stigmates d'une guerre impitoyable. La violence qui y prévalait acheva de plonger toute la région dans une atmosphère délétère voire effroyable. Depuis l'indépendance, le gouvernement n'a eu de cesse de renvoyer les exactions ordonnées dans les limbes d'un passé résolu. Cette guerre que l'on a voulu jeter aux oubliettes a eu des conséquences sans précédent, notamment en affectant toutes les couches sociales. Cette guerre qui s'achève avec l'assassinat des derniers chefs rebelles dans le département du Ndé en 1976 a profondément modifié le paysage sociopolitique de ce département. Grâce à l'action des forces de maintien de l'ordre, ce département avait pu retrouver un semblant de quiétude. Aussi, convient-il dans l'optique de cette étude d'analyser les raisons qui ont mené à la fin de l'action nationaliste et ainsi que ses répercussions tant sur les plans sociales, démographiques, politiques et économiques.

### I- LES CAUSES DE LA FIN DU "MAQUIS"

En optant pour l'utilisation de la violence pour la quête de la "vraie indépendance", l'UPC se lança sur un terrain qu'elle maîtrisait très peu, avec d'ailleurs des moyens et soutiens très limités. La violence qui atteignit son paroxysme après la proclamation des indépendances<sup>1</sup> a été le fait d'arme des deux belligérants certes, mais il faut dire que l'action upécistes s'est heurtée à de nombreux problèmes causant sa chute. Il revient pour nous de présenter ses différents problèmes.

#### 1. Les facteurs logistiques et stratégiques

Comme l'avait pensé Ruben Um Nyobé, la rébellion engagée par son parti était prématurée et mal préparée<sup>2</sup>. Cette mauvaise préparation était due en partie au manque de moyens logistiques et à la non-maîtrise des techniques de guérilla. Les combattants maîtrisaient certes très bien le milieu naturel dans lequel ils évoluaient, mais ils se heurtèrent

<sup>1</sup>Avec la proclamation des indépendances en 1960, le gouvernement se lance dans une répression sans précédent qui causa la mort de nombreux compatriotes. Etant "souverain" le Cameroun avait l'obligation de faire revenir la paix par tous les moyens. Il opta ainsi pour l'utilisation de la violence avec le soutien des forces armées françaises avec qui il signa des accords de coopération à partir de 1958-1959.

<sup>2</sup>Gaillard, *Le Cameroun A...*, p. 25.

à l'utilisation des armes à feu modernes et à l'utilisation des substances chimiques par les forces armées adverse.

### **1.1.Facteurs logistico-militaires**

L'armement des nationalistes étaient simplement des équipements traditionnels, improvisés dont l'utilisation était dangereuse tant pour celui qui en faisait usage que pour son vis-à-vis. Ces armes traditionnelles qui étaient fabriquées dans des forges installées dans les villages. Ces forges avaient été fermées par le gouvernement camerounais ; le but étant d'endiguer ce qu'il appelait "terrorisme". Les combattants étaient ainsi dépourvus d'armes dont disposaient les autorités. Aussi, ces armes traditionnelles ne faisaient pas le poids face à la puissance de feu dont bénéficiaient les forces armées. Les armes modernes qui étaient fournis par les pays amis des nationalistes étaient insuffisantes. D'ailleurs elles étaient de ce fait la chasse gardée des chefs militaires. Ne bénéficiant que d'un faible appui matériel, les nationalistes du Crabe noir devaient se contenter d'un soutien moral. Sinon d'un maigre réconfort qui ne permettait pas de mener la rébellion sur le terrain. La réception des armes étaient souvent interceptée par les forces de maintien de l'ordre<sup>3</sup>. Ainsi, elles ne parvenaient pas dans les "maquis". Quand bien même ces armes arrivaient, leur utilisation était problématique, car les combattants ne maîtrisaient pas toujours l'utilisation de ces armes à feu. Les combattants qui disposaient des armes comme des flèches, des arcs, etc. devaient ainsi se battre à armes inégale face aux forces armées qui elles disposaient des engins de mort<sup>4</sup>. Les actes des rebelles, notamment les pillages démontrent que les hors-la-loi éprouvaient de sérieuses difficultés matérielles.

Sur le plan stratégique, la conduite générale de la guerre et l'organisation de la défense se heurta à la forte répression que le gouvernement camerounais engagea. Même si les "maquisards" jouissaient d'une faculté à vite se déplacer et se fondre dans la population, le gouvernement en imposant les camps de regroupement rendait ainsi difficile cette épreuve de camouflage au sein de la population. Le gouvernement qui avait considéré la femme comme le sexe faible en l'excluant de toute fouille s'était rendu compte très vite du rôle joué par cette dernière dans la survie du "maquis". En effet, la femme était un agent de transmission, un agent de liaison, une véritable courroie de transmission entre les villages et la brousse. Elle facilitait la propagande des "maquisards" à travers la distribution des tracts qu'elle récupérait

---

<sup>3</sup>Tchumkam M., 73 ans, ancien maquisard, Baffoussam, le 10 septembre 2021 à 13h.

<sup>4</sup>Essomba, *Le mouvement nationaliste...*, p.249.

en brousse chez les "maquisards".<sup>5</sup> La femme était ainsi mis à l'écart car ne pouvant plus fournir les informations aux "maquisards" ce qui rendait les opérations plus difficiles.

Aussi, avec la création des camps de regroupement les "maquisards" étaient coupés de la population. Cela rendait la quête à l'information beaucoup plus difficile. Avec la création des camps de regroupement, les populations furent circonscrites dans une zone et la zone "libérée" devint ainsi zone interdite. Au point où tous ceux qui se retrouvèrent dans cette zone étaient perçus comme des hors-la-loi et traqués par les forces armées. Les zones interdites étaient des lieux de prédilection des "maquisards". Avec la zone ainsi libérée ils étaient plus faciles de les capturer. Par ailleurs, la localisation des conflits dans la région Bamiléké et dans le Moungo et la Sanaga-Maritime a démontré la faiblesse des membres du Comité Directeur à généraliser le conflit et l'étendre à l'échelle nationale. L'autorité en place ayant surfé sur cette localisation géographique pour mieux discrédité la cause nationale défendue par Ernest Ouandié. Ce conflit pourtant nationale s'est limité à un conflit Bamiléké Bassa et est née une certaine division au sein de la population. Les autres groupes ethniques rendant les basa et les Bamiléké responsable du chaos dans lequel est plongé le pays. Woungly Massaga estime d'ailleurs que " la faute des dirigeants de l'U.P.C. en 1959 fut de ne pas comprendre qu'un certain radicalisme primaire leur faisait jouer le jeu du régime néocolonial et de ses maîtres"<sup>6</sup>. Les techniques utilisées par les "maquisards" comme les embuscades, les traquenards démontrent la faiblesse de cette structure paramilitaire. Car les forces qui sont en infériorité numérique sont dissimulées et piègent l'ennemi par des attaques surprises et limitées dans le temps et l'espace<sup>7</sup>.

Les violences exercées de manière improvisées et plus ou moins désorganisées témoignent le fait que l'U.P.C avait compris que son programme ne pouvait se réaliser et la voie du commandement lui échappa. Elle se lança ainsi dans des violences sans fin<sup>8</sup>. L'absence de base de repli était également considérée comme l'une des faiblesses de cette lutte armée.

## **1.2. L'absence de base de repli**

Le département du Ndé comme nous l'avons dit a été le département touché tardivement dans cette guerre dite d'indépendance. Ce département représentait ainsi le

<sup>5</sup> Sah, *Femmes Bamiléké au...*, p.124.

<sup>6</sup>Abwa, *Ngouo Woungly Massaga ...*,p. 144.

<sup>7</sup>Z. Saha, "Gestions des conflits et culture de la paix en pays Bamiléké dans l'ouest Cameroun du 18<sup>e</sup> au début du 20<sup>e</sup> siècle", Thèse de doctorat Ph.D en histoire, Université de Yaoundé 1, 2005, p.206.

<sup>8</sup>E. Mvie Meka, " La politique camerounaise de défense et de sécurité nationale. 1920-1991. Conceptualisation et dynamique d'un système africain", Thèse de doctorat, Université Paul Valéry, 1992, p.99.

dernier rempart des chefs militaires installés dans des zones voisines. Cela, après avoir été identifié par les forces de maintien de l'ordre ; c'était pour ainsi dire une zone de repli pour les "maquisards". Se déployant ainsi dans ce département qui représentait leur zone de repli, les "maquisards" n'avaient plus pour ainsi dire de base de repli que leur forêts qui étaient encore relativement sécurisées. Ne disposant plus de bases de repli, les nationalistes deviennent ainsi des cibles évidentes des forces armées déployées sur le terrain et ne pouvant plus se déplacer vers d'autres bases, leur flexibilité était ainsi mise à mal étant en proie à des attaques. Les "maquisards" étant limitrophe avec la région anglophone, il pouvait ainsi compter sur leurs frères pour se réfugier et préparer des attaques. La zone anglaise servait aussi de tremplin à certains nationalistes comme Ernest Ouandié Singap Martin, etc., pour gagner leur pays amis et revenir dans leur pays sans être interpellés par les forces de maintien de l'ordre. C'était ainsi une zone tampon entre l'ouest et les pays africains comme Égypte le Ghana... Face à cette situation, les autorités coloniales françaises exprimèrent leur mécontentement vis-à-vis de l'autorité coloniale anglaise qu'elle considérait comme complice des rebelles. Le 04 août 1956, pour tenter d'éliminer coûte que coûte, l'armée française monta des opérations commandos (les commandos De Launay) qui saccagèrent et incendièrent le bureau de l'UPC à Bamenda, ouvrirent le feu nuitamment sur la résidence des dirigeants, tuant plusieurs personnes dont une femme enceinte. Fort heureusement aucun représentant n'est présent au moment de l'attaque<sup>9</sup>. Pour faire taire ces doutes, les autorités coloniales anglaises décidèrent de prêter main forte aux autorités coloniales françaises afin d'appréhender ses rebelles. Dans cette logique contre-offensive une opération fut lancée dans cette partie du pays le 17 février 1959 qui permit d'identifier certains UPCistes Bamiléké et d'informer les Français sur les mouvements rebelles dans la région de Bamenda<sup>10</sup>. La coopération franco-anglaise a permis d'obtenir des avancées remarquables au cours des années 1960 et infliger des pertes décisives aux troupes de l'A.L.N.K.<sup>11</sup>

L'U.P.C. qui avait décidé d'internationaliser sa lutte avait ouvert un front à l'extérieur, le "maquis extérieur" comme le qualifie Achille Mbembe. Toutefois, elle perdait de plus en plus ses alliés lesquels s'étaient engagés au début à sa cause. Ainsi, durant le tournant des années 1963, la configuration diplomatique devint favorable au régime de Yaoundé. Les pays comme le Ghana et la Guinée décidèrent de condamner les ingérences étrangères et les

---

<sup>9</sup>Bakang Ba Tonjé, *Sur le chemin de l'émancipation nationale. Le Kamerun ! L'indépendance réelle d'abord. Stratégie et action de l'UPC du 10 avril 1948 au 12 février 1991*, Douala, Editions Kunde, 2007, p.105.

<sup>10</sup>APO, 1AA(2), Terrorisme, Eradication, 1960

<sup>11</sup>Deltombe et al, *Kamerun Une ...*p.428.



activités subversives visant à déstabiliser les régimes adverses<sup>12</sup>. Dans le même temps, l'Égypte, le Ghana et la Guinée Conakry qui était l'un des soutiens les plus avérés de l'U.P.C. soucieux d'établir de bonnes relations avec le nouveau régime de Yaoundé expulsèrent les upécistes de leur capitale respectives, leurs retirèrent leur soutien matériel et financiers<sup>13</sup> dont Ahidjo était l'un des fondateurs. Par cet acte, le président égyptien affirma ainsi sa position vis-à-vis des nationalistes qui ne trouvèrent désormais plus refuge au sein de sa capitale le Caire. L'Égypte qui était depuis 1957 un refuge et une plaque tournante d'action pour les upécistes accueillit le président du Cameroun Ahidjo. Ce dernier fut reçu par le président Nasser. Le divorce était ainsi consommé entre les nationalistes et leurs soutiens africains extérieurs. L'Égypte n'avait donc plus intérêt à soutenir et à servir de base arrière aux nationalistes. On comprend ainsi cet adage " pas d'intérêts pas d'action ". La Guinée dont le président Sékou Touré était très proche de président Félix Roland Moumié décide en 1963<sup>14</sup> de tourner le dos à ce parti, les membres exilés dans son pays sont ainsi obligés de se réfugier au Ghana qu'ils considéraient encore comme soutien. Mais ces derniers font montre d'une certaine ambiguïté envers les combattants nationalistes et furent rappelés à l'ordre par les membres de l'O.U.A. qui estimaient que ces derniers ayant signé des accords avec cette organisation devait se débarrasser de ces hôtes révolutionnaires. La politique extérieure étant fille de la politique intérieure, le Ghana décida de se débarrasser de ses convictions nationalistes pour ne pas se trouver isolé sur la scène internationale. Les nationalistes ne pouvaient plus compter que sur leur allié l'Algérie, lequel avait aussi mené une lutte acharnée pour son indépendance. C'est dans cette mouvance que Ben Bella devient le président de l'Algérie et ainsi la plaque tournante de la révolution<sup>15</sup>. L'U.P.C. pouvait ainsi souffler et rejoindre ce pays qui continuait de les soutenir et de les accueillir. Cette joie n'aura pas duré longtemps, car le président Algérien fut victime d'un coup d'Etat qui lui valut sa place à la tête du pays. Celui-ci est remplacé par le colonel Houari Boumediene en juin 1965<sup>16</sup> qui ne manque pas de se désolidariser du mouvement nationaliste camerounais.

L'U.P.C. perd ainsi tous ses soutiens et se retrouve isolée sur la scène nationale mais aussi internationale. Elle perd de plus en plus le terrain car même ses alliés chinois ne sont plus optimistes. Étant donné qu'elle avait prouvé son inefficacité à l'intérieur de son pays.

---

<sup>12</sup>*Ibid.* p.596.

<sup>13</sup>Hameni Bieleu, *Politique de defense...*, p. 172.

<sup>14</sup>Boutchueng, Ernest Ouandié (1924-1971)..., p.56.

<sup>15</sup>A.P.W.A., Directeur du SEDOC et de la SECURITE, " La rébellion camerounaise à l'extérieur situation actuelle influence à l'intérieur", in *Stage d'information sur le renseignement et l'action civique de Nkonsamba*, 1967, p.4.

<sup>16</sup>*Ibid.*

Ces bases de repli à l'extérieur disparurent peu à peu. Mais l'absence de base de repli ne fut pas le seul facteur de perte de l'U.P.C. il y avait également la faiblesse des ravitaillements et les guerres intestines présentes au sein du parti<sup>17</sup>.

### **1.3. La faiblesse des ravitaillements et les guerres intestines**

Les "maquisards" sous équipés militairement tenant les forêts sans pouvoir en sortir perdirent progressivement leur influence à l'extérieur. Ce qui rendit le ravitaillement difficile et aussi, les querelles intestines mirent un coup de massue à la révolution engagée par le parti de Ruben Um Nyobé.

A la mort de celui qui fut considéré comme l'âme du parti, l'U.P.C., se scinda en deux fractions, donnant naissance à deux organisations distinctes. L'une dite "légale" dirigée par l'un des anciens proches collaborateurs d'Um au "maquis" dans la Sanaga Maritime, Mayi Matip. Ce dernier travailla main dans la main avec le gouvernement français et fut même présenté comme le "représentant légitime" de l'U.P.C.<sup>18</sup>. En même temps, l'U.P.C. "illégal" dirigée par Felix Roland Moumié opta pour la guerre contre la puissance colonisatrice depuis l'extérieur.

La chute du régime révolutionnaire ghanéen en février 1966<sup>19</sup> prive les exilés d'une de leur base de ravitaillement. Ainsi, ils se retrouvèrent contraints de partir d'un pays à un autre. Cette errance était peu favorable à l'action, même de simple propagande. De plus, la population qui était favorable au ravitaillement des "maquisards" dans les brousses était coupée de ces derniers car regroupée dans des camps créés par l'autorité gouvernante. Ces derniers ne disposaient plus de ressources fournies par ces derniers. Aussi, il faut mentionner le fait que les champs de la population restée à l'arrière des villages étaient devenus des sources de ravitaillement des "maquisards" avaient été incendiés par l'armée. Ceci, évidemment afin de priver les nationalistes de nourriture<sup>20</sup>. La population était ainsi mise en difficultés de pouvoir accorder son soutien aux nationalistes. Le ravitaillement tant à l'intérieur qu'à l'extérieur du pays venait de ce fait d'être rompu. Par conséquent, les nationalistes étaient donc livrés à leur propre sort.

Le vent de désunion qui soufflait au sein de l'U.P.C. à la fin de la guerre révolutionnaire avait déjà fait ses premiers effets du vivant de Ruben Um Nyobe. Notamment

<sup>17</sup>Chaffard, *Les carnets secrets ...*, p.403.

<sup>18</sup>Abwa, *Cameroun histoire d'un ...*, p.279.

<sup>19</sup>Chaffard, *Les carnets secrets ...*, p.403.

<sup>20</sup>Neba H., 63 ans, moto-taximan, Baffousam, le 10 septembre 2021 à 16H.

au moment de se décider sur les positions à adopter pour la suite du combat<sup>21</sup> ; mais l'esprit conciliateur de ce dernier avait toujours réussi à sauver la mise. L'U.P.C. qui se voulait être un parti de rassembleur souffrait en fait de nombreuses dissensions qui s'accroissaient avec la disparition de Ruben Um Nyobé lequel était comme une sorte "d'amortisseur"<sup>22</sup>. La division qui était tangible et perceptible d'une part du fait de la présence de ses membres tantôt à Conakry, tantôt à Accra ou au Caire et au Cameroun portait un coup dur à la cohésion de groupe. De même, elle entraîna une division idéologique. En effet, les membres du Bureau du Comité Directeur ne s'accordaient plus sur la démarche à suivre. Le 13 septembre 1962, une assemblée populaire se tint sous "maquis" et élit provisoirement Ernest Ouandié à la tête du Comité révolutionnaire lequel prit un certain nombre de mesures afin que tous les Kamerunais<sup>23</sup> s'unissent au sein d'un puissant front national. Mais quelque temps après, l'équipe de Accra avait commencé à se déchirer car Jean-Martin Tchatchet, Michel N'Doh et Woungly Massaga très proche du parti communiste français furent accusés sourdement "d'être opposés à une lutte contre le néocolonialisme" et d'avoir secrètement pris contact avec le gouvernement d'Ahidjo<sup>24</sup>. Les membres de l'U.P.C. furent autant plus divisés que les membres de sa section en exil. Ils s'opposèrent à la recommandation du Bureau du Comité Directeur provisoire. Oséné Afana et Ndeh Ntumazah, pétulants upécistes décidèrent de se détourner des décisions du Comité Directeur et opter pour le ralliement au régime d'Ahidjo<sup>25</sup> qui prenait de plus en plus ces marques au sein de l'opinion nationale et internationale. L'autorité d'Abel Kingué, l'un des membres influent du parti du Crabe noir est également remis en question. Ce dernier fut considéré comme un homme malade et par conséquent peu apte de prendre des décisions en toute logique. La deuxième assemblée qui se tint en 1963 avait pour but de confronter ce dernier et d'étaler tous les écarts qui lui étaient reprochés. Il s'agit en l'occurrence de :

Il aurait asphyxié complètement les "maquis" en bloquant à l'extérieur, sous son seul contrôle, les fonds du Parti ;

---

<sup>21</sup> En effet, à la suite de l'interdiction de l'UPC par Roland Pré le Secrétaire Général de l'UPC était entré en désaccord avec le trio de Kumba (Kingué, Ouandié, Moumié) qui souhaitait s'imposer par la force des armes et estimaient que c'était la seule voie pour contraindre le gouvernement français et le faire abdiquer. Um n'était pas partisan de cette radicalisation directe mais pour une instauration progressive de la violence.

<sup>22</sup>J.-M. Zang-Atangana, *Les forces politiques au Cameroun réunifié. Les partis politiques avant l'unité nationale*, Tome 1, Paris, l'Harmattan, 1989, p.111.

<sup>23</sup>Le terme "Kamerun" a été utilisé tout au long de la guerre révolutionnaire pour témoigner leur attachement à l'unité qui prévalait au Cameroun avant l'arrivée des anglais et des français.

<sup>24</sup>Chaffard, *Les carnets secrets...*, p. 404.

<sup>25</sup>*Ibid.*, p. 405.

Il aurait appliqué une politique de groupe aboutissant à l'aggravation de la crise interne à l'intérieur de l'U.P.C. ;

Il aurait douté des capacités des révolutionnaires du peuple en envisageant un ralliement au régime Ahidjo "alors que tout prouve que la lutte (du C.R) est assurée de la victoire parce qu'elle est historiquement juste" ;

Enfin, il aurait pactisé avec l'impérialisme, en acceptant de rencontrer à Conakry le sous-secrétaire américain Mennen Williams<sup>26</sup>.

À la suite de la mort de Félix Roland Moumié à Genève, ses camarades Tchapchet et Woungly Massaga vont être indexés et accusés de complicité dans la mort du président. Un autre Bureau va être créé, installé à Conakry et dirigé par Ndeh Ntumazah avec un vice-président Abel Kingué et un Secrétaire Osendé Afana<sup>27</sup>. La création de ce Bureau consacrait la fin de la relation entre le "maquis" installé à l'Ouest-Cameroun et les nationalistes exilés. Ce qui portera un coup dur au ravitaillement des différents "maquis" dans toute la région de l'Ouest.

Par ailleurs, l'installation d'un "maquis" à l'extérieur avait été perçue comme un abandon de la part des nationalistes restés à l'intérieur du pays. Ceux-ci estimant qu'ils ne s'intéressaient qu'aux subsides provenant de leurs alliés.

Dans les "maquis" intérieurs il se créa une cacophonie qui ne permit pas l'avancée des actions sur le terrain. Les chefs militaires émergeaient chaque jour en créant leurs propres "maquis" afin d'avoir le contrôle des activités et percevoir, l'argent pris à la population pour l'effort de guerre. Ces chefs militaires n'avaient pas l'approbation des membres du Comité Révolutionnaire et étaient en désaccord avec leur chef de départ. Ces "maquis" nouvellement créés n'obéissent pas aux principes de la révolution et commettaient des exactions qualifiées de "terroristes" par le gouvernement<sup>28</sup>. Ces actions de la part de ces "maquisards" peu formés politiquement portèrent un coup dur à la réussite des actions. On comprend donc que la cohésion du parti, tout comme l'organisation paramilitaire mise sur entraînement. La création de factions opposées les unes aux autres, en groupes dissidents ingérables et incapables d'agir en symbiose. Les chefs de file du parti n'étaient pas toujours à même d'imposer l'ordre au

---

<sup>26</sup>*Ibid.* p. 406.

<sup>27</sup> A la fin de la troisième assemblée qui se tint à Bangangté sous maquis, Ndeh Ntumazah et Abel Kingué fut également mis en accusation pour "attitude peu révolutionnaire" par les membres de cette assemblée. Ces derniers furent gravement irrités par ses accusations. Considérant ces accusations comme un affront, ils décidèrent de tourner le dos à Ernest Ouandié et d'installer leur propre Bureau à Conakry.

<sup>28</sup>Mbembe, "Le pouvoir des ...", p. 39.

sein de ses troupes.<sup>29</sup> Si les facteurs logistiques et stratégiques ont été à l'origine de la fin du "maquis", les facteurs politiques et sociaux ne sont pas à négliger.

## 2. Les facteurs politiques et sociaux

La guerre pour l'indépendance a été caractérisée et conduite à sa fin par l'élimination physique de ses leaders, l'hostilité et l'abandon de la population ainsi que des ralliements massifs.

### 2.1. L'élimination des leaders

Dans le but de mettre un terme à la rébellion la solution résidait dans l'élimination de tous les chefs rebelles à tous les échelons, de l'élimination de tous les complices de rebelles, la réduction à néant de la rébellion afin de hâter le retour à la paix totale dans les zones encore troublée<sup>30</sup>. " Je triompherais de cette guerre, s'entend-il crier, je délivrerai la terre Kamerunaise de l'ennemi. Ni la France, ni aucune autre nation, ne sera maitre du Kamerun"<sup>31</sup>. Ces propos sont tenus deux mois avant sa mort par Ruben Um Nyobé dans le "maquis". Um croyait fermement à son combat qu'il estimait juste et pour la cause commune. Il avait une foi inébranlable en ses convictions et était sûr de gagner ce combat contre la puissance tutrice. On peut dire qu'il avait quelque peu sous-estimé son adversaire et s'était lancé dans une chimère. En septembre 1958, Um est mort assassiné dans la brousse par le gouvernement qu'il avait combattu depuis la création de son parti et qu'il avait l'intention de vaincre. La violence armée qui a caractérisée la répression était d'une telle brutalité mais n'était pas également la seule solution pour les autorités françaises<sup>32</sup>. Il fallait tuer le leader afin d'en finir avec cette révolution. C'est donc dans cette optique qu'intervint l'assassinat du "Mpodol"<sup>33</sup>.

Pour les troupes françaises l'élimination d'Um Nyobe apparaissait comme une victoire complète. Car sa seule présence représentait une sérieuse menace, sinon un danger pour leurs intérêts. Les Français se servirent de la mort du seul chef susceptible selon certains de gouverner le pays et de le conduire vers la réalisation d'une indépendance réelle. Il fallait ainsi user de propagande pour nettoyer les esprits du peuple camerounais et les débarrasser de toute velléité de révolution. Le corps d'Um Nyobe avait été exposé le jour du marché à Eseka pour signifier à la population que celui qu'elle considérait comme un prophète n'était qu'un

<sup>29</sup>D. Malaquais, *Architecture, pouvoir et dissidence au Cameroun*, Paris, Karthala, Yaoundé, Presses de l'UCAC, 2002, p. 318.

<sup>30</sup>A.P.W.A., Bene B'Ella, " Situation de la...", p.20.

<sup>31</sup>Mbembe, *La naissance du ...*, p. 395.

<sup>32</sup>Zonga M., 70 ans, militaire retraité, Bafoussam, le 10 septembre 2021 à 18H.

<sup>33</sup>Qui signifie en dialecte Basa le sauveur, celui qui parle au nom du peuple, porte-parole.

simple homme qui avait menti et exagéré dans ses aspirations. Ils profanèrent le corps d'Um et répandirent des tracts annonçant sa mort afin de faire rallier le maximum de personnes<sup>34</sup>.

La mort du président de l'U.P.C. fut elle aussi, peut-être à long terme un signe avant-coureur de la chute de ce parti. Contrairement à la mort d'Um donc le mystère des circonstances ne furent pas clairement élucidé, celle du président Moumié par contre ne souffre d'aucune équivoque. Il apparut à la suite de l'assassinat de Ruben Um Nyobé comme le seul dépositaire de l'autorité légitime du parti<sup>35</sup>. Les Français avaient compris que le président de ce parti disposait d'une aura importante, car étant la tête de proue de la révolution. Par conséquent, ils décidèrent ainsi de l'éliminer dans le but non seulement de raviver les dissensions internes qui régnaient au sein du parti, afin de le désorganiser, mais aussi de couper tout appui extérieur dont bénéficiait l'U.P.C à travers ses différents soutiens<sup>36</sup>. D'après un article publié à Jeune Afrique<sup>37</sup>, le président de l'U.P.C se trouvait au restaurant le Plat d'Argent avec Martin Tchapchet et le journaliste William Beehtel qui était en fait un ancien militaire français membre du service de documentation extérieur et de contre-espionnage français au nom de William Bechtel surnommé le " Grand Bill "<sup>38</sup>. Son plan était de mettre du poison dans le verre de Moumié lors de leur diner, un poison inodore sans saveur le thallium qui était censé maquiller l'assassinat en maladie.

Durant le repas, " Grand Bill " réussi à verser quelques doses de poison dans le pastis de Moumié mais ce dernier semblait ne pas vouloir boire son verre et pour anticiper cette action de peur d'échouer son plan d'assassinat, il ajouta une autre de dose poison dans son verre de vin. Cette double dose ingurgitée par le président de l'U.P.C, conduira à sa mort quelques jours plus tard, soit le 3 novembre 1960. Par contre, un autre article publié dans le même journal<sup>39</sup> révèle le fait que l'assassinat du leader de l'U.P.C. avait été préparé de main de maître par les autorités françaises, peut-être sous instigation du gouvernement camerounais. Cet article nous apprend que la tentative d'assassinat avait réussie grâce à l'action d'une femme qu'avait utilisée Bechtel pour séduire Moumié.

Ernest Ouandié également avait subi le même sort que ces deux personnalités. En effet, il représentait lui aussi une épine pour les gouvernements français et camerounais. Il

<sup>34</sup> Deltombe et al, *Kamerun ! Une...*, p.292.

<sup>35</sup> *Ibid.*, p.473.

<sup>36</sup> Koufan Menkene, "Le seul pays...", p. 312.

<sup>37</sup> P. Houpert, "Ce jour-là : le 3 novembre 1960, l'indépendance camerounais Félix Moumié meurt empoisonné", *Jeune Afrique*, 2016, p.12

<sup>38</sup> *Ibid.*

<sup>39</sup> G. Dougueli, "Comment Félix Moumié à été empoisonné", *Jeune Afrique*, 2008, p.14.

était l'une des têtes de proue de la rébellion à l'Ouest Cameroun. Après s'être exilé plusieurs années à l'extérieur du pays, il revint en 1961, quelque temps après la mort du président de son parti pour redonner de l'oxygène à son parti qui était en perte de vitesse et considérablement affaibli par des querelles intestines. Fin stratège, il se servit de son expérience acquise à l'extérieur du pays pour réorganiser le maquis et redonner un nouveau souffle politique au mouvement. Il mit sur pieds le Centre National d'Entraînement (C.N.E.) et les "armureries" nationales de l'A.L.N.K.<sup>40</sup>. Celles-ci étaient en 1962 localisées dans le département du Ndé à Bangangté, lequel devint le quartier général de l'A.L.N.K. Et c'est là où furent adoptées plusieurs résolutions dans le but d'assurer un meilleur fonctionnement du parti et intensifier l'insurrection armée<sup>41</sup>. Cette réorganisation s'était fait sentir et les autorités gouvernementales avaient vite compris que c'était la présence du "Camarade Emile" qui avait donné du tonus aux "maquisards". Par conséquent sa tête fut mise à prix dans le but de l'éliminer. En réalité, son élimination constituait la désagrégation de l'A.L.N.K. Dès lors, la chasse contre lui fut vigoureusement engagée et ce qui conduisit à son arrestation le 10 août 1970. Les conditions de cette arrestation restent encore ambiguës. Il fut exécuté en public devant une foule au carrefour appelé carrefour "maquisard" à Bafoussam à 10h le 15 janvier 1971<sup>42</sup>. Cette exécution entraîna irrévocablement à la fin du "maquis". Mais force est de constater que la situation dans le département du Ndé était toujours préoccupante du fait de la présence des "maquisards" de ce côté, surtout dans la forêt de Tonga

Dans le département du Ndé, deux chefs militaires se sont distingués par leur pugnacité dans ce combat mené par l'U.P.C : il s'agit d'un certain "Commissaire Bernard" et de "Dechateau Dynamique". Le "Commissaire Bernard" qui évoluait dans les banlieues de Bazou était craint par la population. Car considéré comme très puissant et disposant d'une troupe très disciplinée et on lui prêtait même des pouvoirs mystiques<sup>43</sup>. Il perpétra de nombreux raids au courant de l'année 1970 et fut responsable de l'assassinat de plusieurs éléments des forces de l'ordre et de simples citoyens qu'il rançonnait. Son arrestation fut l'œuvre de la population de la localité de Mbiam et de Basoumdjang qui s'organisa en groupes d'auto-défense, avec la collaboration des forces de maintien de l'ordre. Il fut froidement assassiné dans son "maquis" à Basoumdjang le 10 novembre 1973<sup>44</sup>. "Dechâteau Dynamique" quant à lui avait pris comme quartier général à "Accra", dans une mission

<sup>40</sup>Kenne, "Les grands chefs...", p. 337.

<sup>41</sup>*Ibid.*, p. 335.

<sup>42</sup>*Ibid.*, p. 347.

<sup>43</sup>Njombe, carrefour Batchingou, 05-12-2020.

<sup>44</sup>Kangeulieu, *La rébellion armée...*, p. 142.

protestante à Batcha. Il y commit de nombreux forfaits, traumatisant les populations de ce département. Il entra dans le "maquis" à 25 ans et fut tué avec l'aide de la population. Il était alors âgé de 30 ans<sup>45</sup>. Les camps de regroupement et la rééducation des masses avaient conduit à l'abandon des populations.

## **2.2. L'hostilité et l'abandon des populations**

Durant tout le combat contre les nationalistes et les "maquisards", la population avait été d'un grand appui non seulement dans la fourniture de matériaux, d'argent, de nutrition mais aussi comme un allié important. On a pu constater que les populations firent preuve d'un mutisme à nul autre pareil aux forces de maintien de l'ordre. Les "maquisards" pouvaient ainsi se fondre dans la masse sans peur de représailles de la part de la population. Elle était donc complice. Pour mettre un terme à cette complicité, les forces de défense française et camerounaise décidèrent de séparer les populations des "maquisards" pour espérer les distinguer. Les populations regroupées parfois de force dans les carrefours ne pouvaient plus prêter main forte aux nationalistes et les couvrir. Dans ces camps les populations étaient soumises à une action psychologique très poussée et étaient obligé de tourner le dos à ces nationalistes dont le comportement était jugé subversif<sup>46</sup>. En outre, les forces de défense s'étaient appliquées à leur démontrer que l'indépendance réclamée par ces nationalistes avait déjà été accordée et qu'il n'y avait plus de raison que les populations continuent de couvrir les "maquisards". L'armée était ainsi en contact direct avec la population ; elle avait ainsi gagné quelque fois la sympathie de cette dernière. Ainsi proche de la population, l'armée leur signifiait clairement le risque qu'elle encourait en apportant son aide aux rebelles, et expliquait aussi ce qu'elle devait faire en cas de rencontre avec les éléments des "maquis". La population se laissait ainsi aller à la pratique de dénonciation qui permit le démantèlement de nombreux "maquis"<sup>47</sup>.

C'est dans cette logique qu'en 1967, sur renseignement d'un villageois, 2 hors la loi sont abattus dans le regroupement de Bassamba au cours d'une opération de la 5<sup>ème</sup> compagnie de l'armée camerounaise aux environs de Bangangté, 8 hors la loi sont faits prisonniers, 2 abattus, 2 "maquis" détruits, 6 fusils de fabrication locale et des munitions récupérés. En août 1974, les forces de maintien de l'ordre mentionnent que les activités rebelles dans ce département du Ndé s'intensifièrent. Cependant et grâce à la complicité des

<sup>45</sup> Nana, chefferie Batchingou, le 06-12-2020 à 09h09.

<sup>46</sup> A.S.G.B., N° 0179/CF/DSPO. du 24 juin 1965 Bulletin Bimensuel de renseignement période du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1965, p.5.

<sup>47</sup> Tchumkam, Bafoussam, 10 septembre 2021.



populations locales, des individus à l'instar de Nkambou Joseph, Djanja Jean, tous deux originaires de Babou III et Nana Maurice originaire de Babou I vivaient en intelligence avec les rebelles et leur rendaient mutuellement des visites clandestines. L'information souligne que les hors la loi auraient passé la nuit du 11 au 12 juillet 1974 chez Nana Maurice<sup>48</sup>.

Grâce à cette approche, se développèrent également des confessions publiques faites sous forme de serment. Durant cette cérémonie, les personnes concernées devaient jurer sur la bible, enterrer des haricots piler ou toucher un chien noir à l'aide d'un bâton. Ces aveux ainsi fait étaient utilisés par les FMO pour obtenir un maximum de renseignement. La véracité des faits confessés s'appuyait sur l'argument selon lequel la population craignait des malédictions qui pouvaient aller de génération en génération. Elle ne pouvait que dire la vérité pour ne pas être foudroyé. S'appuyant sur ces croyances, les FMO multiplièrent ce genre de pratique pour exprimer un maximum d'information aux populations qui s'étaient emportés au mutisme<sup>49</sup>.

Toutefois, il faut noter que, les populations avaient tourné le dos aux nationalistes à causes de la terreur instaurée par les forces armées contre les "maquisards" et ceux soupçonnés d'aider ces derniers. La répression mise en place avait découragé plus d'un. Ils procédaient à des exécutions publique ; ils avaient pris l'habitude à partir de 1960 de couper les têtes de leurs victimes et de les exposer en public sur la place du marché et mettant des cigarettes dans leurs bouches<sup>50</sup>. Aujourd'hui, l'arrondissement de Bangangté dans le département en question porte le nom de "*Ntah'leum*" qui signifie marché du sang ou était exposés les têtes des "maquisards". Ces têtes étaient plantées sur des piquets et les forces de défense s'amusaient à introduire des cigarettes dans leurs bouches<sup>51</sup>. Les populations regardaient avec effroi cette scène. Il arrivait très souvent que les populations identifiaient des têtes membres de leurs familles sans pouvoir broncher, de peur d'être considérés comme complices. Devant de telles atrocités, la population était prise de peur et devaient ainsi reconnaître la supériorité des forces gouvernementales.

Dans le regroupement Batchingou par exemple, le chef avec sa population répugnait l'action menée par les "maquisards". Les populations avaient souffert de cette situation et avaient décidé elles-mêmes d'appréhender le chef rebelle " Dechateau Dynamique " qui ne cessait de les terroriser. La population décida de tendre une embuscade à ce dernier. Il emprunta régulièrement la route pour gagner son quartier général qui se trouvait à Batcha.

<sup>48</sup>A.S.G.B.,N° 700513/7/B2 Synthèse mensuel de renseignement du mois d'aout 1974, p.3.

<sup>49</sup>Sah, *Femmes bamiléké au...*, p. 141.

<sup>50</sup> Djimbou, carrefour Batchingou, 06 décembre 2020 à 19h30.

<sup>51</sup>Tchoutcho, Bamena centre, 02-12-2020.

Signalée de son passage dans le regroupement, la population mit en branle des pratiques mystiques en l'occurrence le "*Tchitcheuk*"<sup>52</sup>. Il s'agit d'une danse traditionnelle exécutée par des personnes initiées. Cette danse aurait permis de l'aveugler et il fût ainsi arrêté par la population avec les autorités militaires compétentes dirigées par le général Semengue.<sup>53</sup>

Les autorités traditionnelles étant les relais de l'administration avaient le devoir de combattre avec leurs populations les "maquisards" qui se disaient être "héros de nationaux". Pour ce faire, elles créèrent des comités d'auto-vigilance pour repousser les attaques de ces "maquisards" et les arrêter.

Tous ces faits d'armes tendent clairement à illustrer que la population avait abandonné les nationalistes à leur sort et s'était également retourné contre eux. Et ceci grâce à la propagande et à l'action menées par les autorités gouvernementales. Toutes ces mesures prises conduisirent au ralliement de nombreux insurgés.

### 2.3. Les ralliements massifs

L'offensive lancée par les forces franco-camerounaises et la précarité du "maquis" conduisirent inéluctablement à des ralliements massifs et par conséquent à la fin de la guerre.

Avec la mort de Ruben Um Nyobè, en Sanaga Maritime, un autre front s'ouvre à l'Ouest Cameroun. Tandis qu'on assiste à des ralliements en masse en pays Basa'a fragilise le moral des guérilléros et met un terme à l'insurrection dans cette partie du pays. L'amnistie proclamée par le gouvernement d'Ahidjo en 1960 fit sortir de nombreux insurgés de la brousse et leur insertion dans la vie normale. Dès leur rentrée dans la vie légale, ces ralliés avaient le devoir de renseigner les forces de maintien de l'ordre sur les activités des rebelles et participer à leur traque. Les peuvent être une très bonne source de renseignement à condition qu'ils soient sincères et apporter une arme ou un renseignement valable. Un rallié peut être accepté ou refusé<sup>54</sup>. Dans la période du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1965, l'exploitation rationnelle des renseignements obtenus par 12 prisonniers et un rallié ont permis aux forces régulières de multiplier les opérations de ratissage, lequel conduisirent au bilan ci-après :

**Tableau N°4:** Bilan des opérations des forces de maintien de l'ordre en 1965 du 1er au 15 Juin

Matériels saisis et hors la loi abattue ou ralliés	Nombres
--	---------

<sup>52</sup> Nana, chefferie de Batchingou, 06 décembre 2020 à 09h09.

<sup>53</sup> *Idem*.

<sup>54</sup> A.P.W.A., Directeur du S.E.D.O.C., "La rébellion camerounaise...", p.3

Fusil de chasse européen	01
Fusil Locaux	06
Pistolets	02
Cartouches	40
Machettes	06

**Source :** A.S.G.B, Bulletin bimensuel de renseignement période du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1965 N°0179/CF/PS/DSFO, p.4, 5.

Ce tableau démontre que les nationalistes disposaient d'un équipement sommaire qui ne leur permettait pas d'aller au bout de leur révolution. Dans la période du 1<sup>er</sup> au 15 août 1965, alors que les hors la loi ont déployé une intense activité autour des élections législatives du 6 Juin 1965. Leur but étant de boycotter ce scrutin. C'est ainsi que dans la nuit du 6 Juin 1965, des incursions rebelles à Bangoulap et Nyambé (Bangantgé) ont firent un mort ; quatre enlevés ; trois cases incendiées et un important butin<sup>55</sup>. Le jour du scrutin, un camion militaire est tombé dans une embuscade à Balengou un soldat fut blessé à la tête. Par ailleurs, dans la matinée du même jour, des hors la loi ont réussi à afficher des tracts subversifs au milieu de la population notamment dans le camp de regroupement de Bamena (Batou)<sup>56</sup>. Même si les activités subversives s'intensifient, il faut noter que durant cette même période les forces de maintien de l'ordre avait abattus six hors-la-loi fait rallié un nationaliste et douze prisonniers. Le bilan ci-après fut enregistré :

**Tableau N°5:** Bilan des opérations des forces de maintien de l'ordre en 1965 du 1er au 15 Aout

Nature du matériel saisi	Nombres
Fusil calibre 12 européen	01
Fusil calibre 10,75 européen	01
Cartouches	39
Etuis 10,75	02
Cartouchières	02
Pistolets de fabrication locale	03
Carabine	01
Fusils calibre 12	08
Canons de fusil de fabrication locale	04
Machettes	09
Couteaux	02
Lance	01

<sup>55</sup>A.S.G.B, Bulletin bimensuel de renseignement période du 1<sup>er</sup> au 15 juin 1965 N°0179/CF/PS/DSFO, p.6.

<sup>56</sup>*Ibid.*

Stocks de produits pharmaceutiques, effets d'habillement, objet et documents divers	/
---	---

**Source :** A.S.G.B., Bulletin bimensuel de renseignement période du 1<sup>er</sup> au 15 aout 1965 N° 0245/CF/PS/DSFO, p.6.

Au cours de ce ratissage, six hors-la-loi ont été abattus, un rallié et douze prisonniers. Les prisonniers fait au cour d'une opération peuvent être une très bonne source de renseignement à conditions qu'ils soient interrogés à temps. Durant leur interrogation, le chef de l'unité doit avoir les renseignements suivants : nom prénom alias, nom ou numéro de sa formation (unité maquis ou bande), implantation de la formation et itinéraire pour s'y rendre<sup>57</sup>. Une note confidentielle nous renseigne sur le fait qu'un mécontentement général régnait de plus en plus au sein des troupes de l'ALNK, depuis l'exécution de 6 officiers par cette structure. L'exécution de ces officiers avait été ordonnée par Ernest Ouandié et condamnée par quasi-totalité des participants qui décidèrent en conséquence de se rallier même si craignant d'être châtiés<sup>58</sup>.

Toutefois, il est judicieux de dire que les ralliements s'effectuaient aussi grâce aux pressions des autorités franco-camerounaises. Celles-ci multipliaient des actes de répression en masse. On comprend donc que ces ralliements n'étaient pas spontanés mais contraints. La terreur des opérations et la supériorité imposèrent le ralliement. Avec la capture du "chef suprême" de l'A.L.N.K, Ernest Ouandie alias "Camarade Emile", le moral des hors la loi de l'Ouest était complètement affecté. Aussi, beaucoup d'autres "maquisards" sortirent des brousses<sup>59</sup>. Pour faire sortir les Camerounais des brousses et les rallier, le gouvernement dut s'appuyer sur les originaires de la région. L'action de la député Julienne Keutcha originaire du département du Ndé avait été satisfaisante à cet égard.

Une fois sortis des "maquis", les ralliés étaient systématiquement utilisés pour l'action psychologique. Parfois même, des fêtes étaient organisées pour la circonstance dans le but de manifester le désir de réconciliation et de montrer aux autres hésitants qu'il était possible de sortir de cette vie ponctuée de coups de fusils, et de revenir à une vie plus paisible, plus joviale. Les ralliés devaient également faire leur preuve pour donner des gages de leur sincérité. Ils devaient fournir des renseignements aux forces de maintien de l'ordre quand on

<sup>57</sup>A.P.W.A., Directeur du S.E.D.O.C., "La rébellion camerounaise...", p.2

<sup>58</sup>A.S.G.B., Bulletin de renseignement N° 097/SMO/B2

<sup>59</sup>A.S.G.B., Synthèse mensuelle de renseignement N°364/SMO/B2, p.3.

sait que le renseignement est la matière première de la guerre révolutionnaire. Ceux qui ne coopéraient pas et refusaient de faire amende honorable étaient traités avec sévérité<sup>60</sup>.

## **II-LES REPERCUSSIONS DU " MAQUIS "**

Le département du Ndé qui s'était engagée tardivement dans la guerre avait face à une violence qui plongea le département dans une atmosphère délétère et effroyable. Cette guerre engagée par les deux parties à eu des conséquences drastiques. Celle-ci a affecté tous les domaines de la vie tant sur le humain, sociale, économique que politique. Il nous revient à présent de les évoquer.

### **1.Répercussions sociales et humanitaires**

Il est question ici de présenter le bilan des pertes en vies humaines, des migrations, et divisions des populations ainsi que des dégâts matériels qui ont résulté de cette lutte armée engagée par les nationaliste pour la libération du Cameroun.

#### **1.1. Pertes en vies humaines**

Comme dans toute guerre, les pertes en vies humaines sont à déplorer dans l'un ou l'autre camp. Concernant la lutte pour l'indépendance du Cameroun, le bilan de la guerre entre 1955 et 1971 peut être grossièrement sous-évalué ou surévalué. Toujours est-il que le décompte faible et quotidien des victimes de cette période ne peut être établi avec certitude ; car plongé dans une bataille de chiffres qui divise les différents camps en présence<sup>61</sup>. Ainsi, chaque partie évoque des chiffres réfutés faux par l'autre, même si ces éléments chiffrés attestent assurément de la violence des affrontements.

Toutefois nous pouvons évoquer le fait que la pacification brutale de la région de l'Ouest comme un " génocide " avait causé la mort violente de plusieurs dizaines voire plusieurs centaines de milliers de personnes (camerounais). S'il est admis que la rébellion prit fin en 1971, il faut remarquer jusqu'en 1975, il existait encore des poches de violence dans le département du Ndé<sup>62</sup>. Ce qui rend encore plus difficile le décompte.

Par ailleurs, les informations recueillies par le général Max Bardet fait état pour la période allant de 1960 à 1964 dans le pays Bamiléké du Sud jusqu'au Nord peu plus de 300 à 4000000 Hommes<sup>63</sup>. Ces chiffres évoqués par cet officier du corps expéditionnaire et pilote d'hélicoptère témoignent de la répression extrêmement sévère et meurtrière orchestrée

<sup>60</sup>Nya, Babou, 02-12-2020.

<sup>61</sup>Kangeulieu, *La rébellion armée à ...*, p.189.

<sup>62</sup>Nganso, "La léthargie dans ...",p.132.

<sup>63</sup>Kenne, "Le processus d'accession ...", p. 120.

quelques jours après les indépendances. Une autre source, en l'occurrence André Blanchet journaliste du Monde, évoque pour sa part, 120000 victimes entre 1959 et 1961 dans le pays Bamiléké<sup>64</sup>. D'autres témoins ont avancé des chiffres différents des autres 76000 pour la période allant de 1954 à 1964 d'après l'ambassade du Royaume Uni.

Toutes ces tentatives de bilan sont difficilement appréciables dans la mesure où les assassinats perpétrés par les rebelles ou certains groupuscules de hors la loi ne furent pas souvent clairement dénombrés<sup>65</sup>. Les bombardements aériens de certains villages étant des faits d'arme des Français. Ils se soldèrent par de nombreux morts qui d'ailleurs ne furent pas enregistrés. Les "rebelles" et les villageois qui succombèrent dans les brousses ne furent pas répertoriés. Il en est de même pour du nombre de suspects nationalistes morts soit dans les camps de torture et de concentrations soit jetés dans les cours d'eau et les chutes (Métchié qui est fort illustratif à ce propos). Aussi moins des milliers de personnes qui ont péri suite aux conditions de vie déplorables dans les camps de regroupement n'ont pas été répertoriés. Il apparaît clairement qu'il est difficile d'avancer des chiffres exacts, car aucun document scientifique ne rend véritablement compte de la réalité. Aucune opposition bien qu'affaiblie, ni des ONG internationales des droits de l'homme ne peuvent évaluer avec certitude le nombre de mort<sup>66</sup>.

Le bilan étant toujours fait de manière générale, il apparaît très difficile de faire une appréciation de la situation dans l'unique département du Ndé. Néanmoins, grâce au recensement de la population fait par les pouvoirs publics entre 1967 et 1976, il paraît évident que la population du Ndé est en régression.

**Tableau n°6: Estimation de la population du département du Ndé entre 1967 et 1976**

Chefferies	Population					
	1967	1976	Hausse de la de la population	% de hausse	Baisse de la population	% de baisse
Banganté	31594	24505	/	/	7089	22,43%
Bahouc	701	591	/	/	110	15,69%
Bamena	5527	5010	/	/	517	9,35%
Bangang-Fokam	728	884	156	21,42%	/	/
Bangoulap	4224	3801	/	/	423	10,01%
Bangwa	10100	6908	/	/	3192	31,60%
Batchingou	2585	3143	558	21,58%	/	/

<sup>64</sup>Deltombe et al, *Kamerun ! Une guerre...*, p.432.

<sup>65</sup>*Ibid.*, 641.

<sup>66</sup>*Ibid.*, p.642.

Bakong	1227	1043	/	/	184	14,99%
Balengou	6212	5020	/	/	1192	19,18%
Batou	10302	8180	/	/	2122	20,59%
Bandounga	10349	8787	/	/	1562	15,09%

**Source :** Tableau réalisé à partir des informations recueillies dans E. Nganso, "La léthargie du p 14.

Au regard de ce tableau, on se rend compte que la population de Bangang-Fokam a connu une hausse de 21,42% et celle de Batchingou de 21,58%. Cette hausse qui peut être expliquée par la politique de retour ou alors par un fort taux de natalité. Par contre, dans les autres des chefferies l'on remarque que cette population à connu une baisse qui tourne autour de 10% à 31%. Cette baisse drastique de la population du département de Ndé pourrait s'expliquer par les morts ou des déplacements massifs observés.

## 1.2. Les migrations et la division des populations

L'homme est le seul être qui ne veut pas seulement vivre mais bien vivre. Dans la quête de ce bonheur, il est parfois observé que ce dernier quitte son environnement à la recherche de condition de vie favorable. Ça a été le cas de la population du Ndé en particulier, et de l'Ouest en général qui fuyant les actions dites "subversives" par l'administration imposé par les nationalistes. Cette population avait effectué des déplacements à l'intérieur de la région autant qu'à l'extérieur avec pour but de trouver une zone plus paisible et plus sécurisante. Dans la région de l'Ouest, plusieurs villes accueillirent des fuyards lesquels cherchaient à se mettre à l'abri de la terreur des forces de la répression ou même des "maquisards"<sup>67</sup>. Il s'agit notamment de Bafang, Bafoussam, Dshang, Banganté, Mbouda. Ces villes étaient attractives, dans la mesure où celles-ci disposaient de centres de commandement très protégés par les forces de maintien de l'ordre. Durant cette période trouble, une partie importante de la population s'installa à Bafoussam qui vit sa population doubler entre 1958 et 1960. Ainsi, elle passa de 11000 à 20000 habitants et tripla entre 1958 et 1965, évoluant de 11000 à 35466 habitants<sup>68</sup>. Ce flux massif de la population s'expliquerait par l'insécurité grandissante dans la région<sup>69</sup>. Ce qui a fait de Bafoussam la capitale de la province de l'Ouest. Ce fut également le cas pour Bangantgé et Bangou qui devinrent des arrondissements de par leur position concentrique et leur dynamisme. La majorité des petits villages se vidèrent au profit de ces villes.

<sup>67</sup>Kanguelieu, *La rébellion armée ...*, p.192.

<sup>68</sup>*Ibid.*

<sup>69</sup>L'insécurité pouvait être due soit aux affres de la rébellion ou alors à des règlements de compte ; des vols et actes de banditisme.

Les migrations extérieures, c'est-à-dire celles concernant des déplacements en dehors de la région de l'Ouest furent également observées. Les directions empruntées par la population pour des motifs divers furent essentiellement dans des villes comme Ndikiniméki, Bafia, Yaoundé, Obala, Mbalmayo, Sangmelima, Ebolowa, Douala, Nkongsamba, Loum etc. De même, dans la partie anglaise du Cameroun comme dans les localités de Tiko, Limbé, Kumba, Bamenda, Tombel, Muyuka, Bangen, Nyassosso<sup>70</sup> accueillirent les populations tétanisées par le tableau peu reluisant de l'Ouest Cameroun. Cette population s'installa dans leur zone d'accueil et était à la recherche des infrastructures scolaires, économiques pour mener des activités paisibles. Le département du Ndé qui était le dernier repère des "maquisards" avait subi d'importants départs. La ville de Bangangté avait perdu 200 habitants en 10 ans et est considéré, à partir des chiffres, comme le département le moins peuplé de la région de l'Ouest<sup>71</sup>. Bangangté constituait une particularité dans tout le département du Ndé avant 1961. Ceci d'abord par l'insécurité et les contrôles incessants mais aussi par la misère consécutive aux troubles qui avaient accéléré l'émigration pendant près de 5 ans. Entre 1957 et 1967, on enregistra un flux migratoire de 6,2% par an des populations Bamiléké arrivées massivement dans le Mounjo entre 1967 et 1976. Ce flux migratoire était de 2% par an. Cette baisse observée entre 1967 et 1976 s'explique par la fin du "maquis"<sup>72</sup>. En effet, à la fin du maquis en 1976, 14% de la population du Ndé installée dans les autres régions décide de revenir. Mais une fois rentrée, la majorité des migrants rencontrèrent des difficultés d'intégration parmi leurs pairs restés sur place. Ayant tout abandonné, ils se trouvèrent ainsi sans logements, ni lopins de terre pour se reconstruire. Ceux qui étaient restés sur place s'étaient accaparés de leurs biens. Ainsi, en 1967 la population du Ndé fut estimée à 83547 habitants et à 67942 en 1976<sup>73</sup>.

Une fois installé, les relations entre les autochtones et les allogènes étaient toujours amicales ; mais les Bamiléké allaient faire face à d'incontournables difficultés liées à leur insertion. Celle-ci générait presque toujours des conflits de divers ordres (financiers, politiques, économiques). En 1956, les Bamiléké de Sangmélina furent massacrés par des Bulu autochtones. Aussi, leurs commerces subirent des pillages importants. On reprochait aux Bamiléké d'avoir plus de succès auprès des femmes et filles Bulu alors qu'eux n'avaient pas autant de chance avec les filles et femmes Bamiléké. On leurs reprochait également de vouloir

<sup>70</sup>Kanguelieu, *La rébellion armée ...*, p.193.

<sup>71</sup>C. Mbiadjeu, "Le dépeuplement du Ndé et la problématique de son développement de 1907 à 2006", Maitrise en histoire, université de Yaoundé1, 2008, p.92.

<sup>72</sup>*Ibid.*, p.46.

<sup>73</sup>*Ibid.*



s'accaparer de toutes les terres et d'avoir un commerce plus reluisant par rapport aux autochtones. Durant les troubles pour l'indépendance, une chasse à l'homme fut initiée dans le centre d'accueil des Bamiléké qui furent pris en partis. Les Bamiléké étant installés loin de leur environnement naturel étaient chassés par les autochtones qui les considéraient comme responsables des troubles provoqués dans le pays. Ils exigeaient ainsi leur départ et étaient traités "d'envahisseurs". Cette situation se généralisa et les Bamiléké apparaissaient de plus en plus comme un "cancer" du pays<sup>74</sup>.

Le régime d'Ahidjo surfa ainsi sur cette fibre tribale pour mettre un terme à la rébellion qui avait cour en pays Bamiléké. En le faisant, l'administration avait l'intention de mouiller l'ensemble des populations et les obliger à faire preuve d'allégeance et de loyalisme envers le pouvoir en place. Le climat de psychose anti-Bamiléké gagna l'ensemble du territoire et même les hautes sphères de l'État. Les Bamiléké installés à l'extérieur étaient soupçonnés d'être soient des "maquisards" soient des personnes qui agissaient en intelligence avec eux. La phobie Bamiléké s'était tellement propagée au point où les autorités administratives s'attelèrent à repousser leur progression. Ce fut par exemple le cas avec le maire de Yaoundé, André Fouda qui protégeait sa ville contre "l'invasion des étrangers". Il disait des Bamiléké qu'ils étaient présents partout au Cameroun, dans toutes les villes et dans tous les villages. Ils les comparaient à des Juifs et estimait qu'il fallait lutter contre ce phénomène<sup>75</sup>. Le préfet du Moungo quant à lui les considérait comme des "fourmis" car étant tellement nombreux. Les Bamiléké étaient devenus la cible exclusive de la répression et dégénéra en décembre 1966 par des massacres contre l'invasion Bamiléké à Tombel<sup>76</sup>. Une atmosphère générale de haine et d'animosité gagna des masses rurales. Tout Camerounais non Bakossi était considéré comme un "terroriste". Les représentants de l'État dans cette partie du pays avaient au préalable armé et formé les escadrons de la mort pour la chasse aux Bamiléké. Des quartiers Bamiléké étaient entièrement brûlés. Ces escadrons de la mort procédèrent à une extermination<sup>77</sup> méthodique et systématique des Bamiléké.

Le pays en pleine construction de son unité nationale devait ainsi faire face à un fractionnement ethnique et lutter contre le tribalisme. L'État dut également faire face à la dégradation généralisée des infrastructures devenues obsolètes.

---

<sup>74</sup> Deltombe, et al, *Kamerun ! Une...*, p. 572.

<sup>75</sup> *Ibid.*, 576.

<sup>76</sup> *Ibid.*, p.577.

<sup>77</sup> Mongo Beti, *Main basse sur...*, p. 9.

### 1.3. Les dégâts matériels

La lutte armée avait engendré des conséquences sociales des plus désastreuses. Toutefois, la responsabilité de ces actes odieux était partagée. Les nationalistes comme les forces de maintien de l'ordre et même des groupuscules de brigands qui n'avaient rien à avoir avec la rébellion pouvaient être considérée comme responsables des dégâts matériels constatés dans la région. Une pléthore d'infrastructures fut détruite notamment des écoles, des missions catholiques, des dispensaires, des maisons, des routes, des champs etc. Cette rébellion provoqua des dépenses faramineuses au régime d'Ahidjo. À Bangangté, entre 1959 et 1960 on enregistra la destruction de 2 missions catholiques et 2 missions protestantes, d'une école, de 4 églises et 3 logements détruits par les forces de l'A.L.N.K<sup>78</sup>. On nota également la mise à sac des chefferies, en l'occurrence la chefferie Bangangté, Batou et Bamena toujours au cours de cette période. Dans le pays Bamiléké, les biens publics détruits se présentaient comme suit :

- 3 hôpitaux
- 46 dispensaires
- 116 classes et autant de logements d'instituteurs dans 74 écoles
- Une douzaine de stations agricoles
- Une quarantaine de ponts
- Des centaines de kilomètres de fils télégraphiques<sup>79</sup>

Une fois la guerre finie, l'État procéda à la reconstruction de la région. Le Cameroun nouvellement indépendant devait ainsi faire face à une régression économique sans précédent. L'État, ainsi que la population sortirent appauvris par cette guerre. La population ayant tout perdu, il revenait à l'État ainsi qu'à certaines élites de procéder à une mobilisation des fonds substantiels pour remettre en état les infrastructures détruites<sup>80</sup>. À Bangangté par exemple, les populations venant de Bafoussam avaient procédé au pillage de la ville, amenant sur leur passage tôles et tout ce qui pouvait servir à la construction<sup>81</sup>. La ville de Bafoussam doit d'ailleurs son rayonnement à ce genre de pratique. D'une économie solide car très affaiblie par la guerre a dû faire appel à la France, ancienne puissance tutélaire. Ce qui accentua l'endettement du Cameroun vis-à-vis de cet État. Cette guerre a été totale et les volets politique et économique n'ont pas été en reste.

<sup>78</sup>Mbatchou, "Contribution à la...", p.93.

<sup>79</sup>*Ibid.*

<sup>80</sup>Kemajou, Chefferie Bazou, 07-12-2020.

<sup>81</sup>Nji Moluh Séidou, Chefferie de Bangangté, 08-12-2020.

## 2. Les répercussions politique et économique

La rébellion dans le pays Bamiléké apparut comme la crise plus meurtrière et déstabilisante de l'État du Cameroun au point d'engendrer des conséquences multiformes et sans précédent. Ces conséquences sont perceptibles tant au niveau des réformes administratives que dans la militarisation et la destruction des cultures et réduction drastique de la production agro-alimentaire.

### 2.1. Les réformes administratives des Grassfields : Quels incidents à long terme ?

Avant la loi-cadre de Gaston Deffere, ministre français d'Outre-Mer, l'administration territoriale au Cameroun était exclusivement assurée par les Français<sup>82</sup>. Avec cette loi, plus de responsabilité furent accordés aux "indigènes" qui intégraient progressivement la haute administration camerounaise. Les premiers conseils de gouvernement furent mis en place, idem pour des réformes profondes pour l'émancipation du pays. Ce n'est qu'en 1960, date d'obtention de l'indépendance officielle, que le Cameroun qui entre dans le concert des États souverains est à même de prendre des décisions sans avoir l'aval de France l'ex puissance tutrice. Le nouvel État avait ainsi la lourde tâche de conduire son pays au développement. Mais ce jeune État faisait face à une rébellion qui aujourd'hui a marqué son histoire. Pour résorber ce problème, le régime en place avait procédé à une réorganisation administrative. Toutefois, celle-ci ne tenait pas en compte des réalités ethniques et tribales qui pouvaient conduire plus tard à un soulèvement de la population.

En 1959 et par décret gouvernemental, les régions du Cameroun furent transformées en département<sup>83</sup>. Ces départements étaient par conséquent dirigés par des préfets de région et les subdivisions furent transformées en arrondissements, les postes administratifs en districts. Quelques jours après les indépendances, Enock Kwayeb se retrouva à la tête du département Bamiléké et Jean Biscene sous- préfet de l'arrondissement de Bangangté. C'est en 1960 que le département Bamiléké est supprimé laissant ainsi la place à 5 départements qui étaient auparavant des arrondissements<sup>84</sup>. L'arrondissement de Bangangté devient le département du Ndé. Ces peuples qui ne formaient qu'une entité au départ avec des distinctions certes, furent éclatés en cinq groupes et ces distinctions sont devenues de plus en plus visibles<sup>85</sup>.

<sup>82</sup>P. Kané Bouopda, *De la rébellion ...*,p.29.

<sup>83</sup>*Ibid.*, p.32.

<sup>84</sup>Décret n°60-70 du 30 novembre 1960.

<sup>85</sup>Nji Moluh Séidou, Chefferie de Bangangté, 08-12-2020.

Les divisions qui se firent en dehors de toute considération ou affinité familiale et tribales avaient pour but de contrôler la population. Celle-ci était pour la plupart du temps de connivence avec les nationalistes. Le gouvernement, pour mettre un terme à cette situation avait utilisé la méthode du " diviser pour mieux régner " et les conséquences de cette politique ne se sont pas fait attendre. C'est dans cet élan qu'en 1984, un collectif<sup>86</sup> fut mis sur pied pour demander la création d'une unité administrative à Kamna dans le département du Ndé, regroupant cinq localités : Batoufan, Badrefan, Bagang-Fondji qui se trouve dans le département de la Mifi, Bagoua et Bagang-Fonkam dans le département du Ndé<sup>87</sup>. Ce collectif souligne que ces cinq localités seraient d'une même ascendance ; eu égard à leur communauté de coutumes, de traditions, de destin et d'origine sont animés d'un sentiment de vouloir vivre en commun. Ils sollicitèrent le ministre de l'Administration territoriale sous couvert du préfet de la Mifi une unité administrative dont le chef-lieu serait à Kamna dans le Ndé zone situé au centre de ces trois groupements<sup>88</sup>. La Mifi qui avait pour chef-lieu Bafoussam vit d'un mauvais œil le rattachement de ces trois groupements dans le département du Ndé. Or, jusqu'ici il constituait le plus petit département en termes de superficie et de population. Ce rattachement gonflerait le territoire et augmenterait sa population. Car d'après cette note, ces groupements furent évalués ainsi qui suit :

**Tableau n°7: Répartition de la population dans l'arrondissement de Bangou et Bandjoun en 1980**

Arrondissement	Habitants
Bangou (Batoufan)	7670
Bangou (Bandrefan)	1061
Bandjoun (Bangang-Fondji)	1356
Total	10087

Source : A.S.G.B., Centre d'études et de recherche de l'ouest à Bafoussam N°225/CER/APM.,p.2

Le total de ces trois groupements représentait un fort potentiel humain et pouvait ainsi devenir le chef-lieu de la région. Déjà en 1982, les chefs de groupements de Bangoua et Bagang-Fokam avaient souhaité la création de cette unité administrative de Kamna mais qui regrouperait les groupements de Bangoua, Bangang- Fokam, Bamena, Batchingou dans

<sup>86</sup>Il s'agit des chefs du groupement de Bangang-Fondji, Bangang-Fokam, Bangwa

<sup>87</sup>A.S.G.B., Dossier de demande de création d'un arrondissement à Kamna (Ndé) N°0003/N/F/SG/CAJ/

<sup>88</sup>*Ibid.*

l'arrondissement de Bangangté<sup>89</sup>. Il avait estimé que cette unité administrative aurait résorbé le problème de litige frontalier qui existait entre le groupement Bangoua et Bandrefan<sup>90</sup>.

Le problème de l'émiettement politico-administratif se fit également ressentir à Tonga. En effet, le chef du groupement de Banounga, en la personne de Kounedjin avait sollicité en 1988 le changement de nom de l'arrondissement de Tonga<sup>91</sup>. Pour lui, le nom de l'arrondissement devait être le nom de leur groupement ou celui d'un cours d'eau ou d'une montagne. Il estimait que cette situation avait été causée par la création des regroupements initiée par le gouvernement pour lutter contre l'action subversive des "maquisards". Avant ces regroupements, Banounga était le centre de la localité mais distant de 25km de la route éloignement préjudiciable aux éléments de maintien de l'ordre. Pour pallier à ce problème, toutes les populations furent regroupées au carrefour (Tonga) au niveau de la route qui mène à Banounga. Les populations de Banounga, Badithcoua, Baloua furent invitées à s'installer à Tonga par souci de sécurité. Cette installation faite de manière précipitée avait brouillé les cartes, bafouer la tradition et amoindri l'autorité traditionnelle qui sera comprimée par la force. Une fois rétablie, les populations sont restées définitivement dans ces groupements lesquels étaient censés être provisoires<sup>92</sup>. Ce remodelage administratif avait été source de nombreux conflits dans le département.

Ce fut le cas entre le groupement Batcha et Batchingou. Avec les groupements, les populations avaient été obligées de remonter vers les carrefours proches des routes principales, laissant l'arrière des villages vide. Cette situation a entraîné le délaissement des zones situées à la frontière des deux groupements. Ces derniers étant limités par un mont et donc source de nombreuses tensions entre les deux groupements, dégénéralant en bain de sang<sup>93</sup>.

Par ailleurs, même si le peuple Bamiléké est uni par une même culture, une même coutume, le dialecte quant à lui présente de nombreuses variantes. Avec ces regroupements, les peuples unis par un même dialecte se sont retrouvés dispersés. C'est le cas par exemple du groupement de Batcha dans le département du Haut-Nkam, du groupement de Bagou situé

---

<sup>89</sup>A.S.G.B., Centre d'études et de recherche de l'ouest à Bafoussam N°225/CER/APM.,p.2

<sup>90</sup>Cette demande avait reçu une suite de non-lieu par le gouverneur de la province de l'ouest car le retrait de ce groupement aurait porté un fort préjudice à le Mifi et se poserait le problème du découpage administratif et serait en désaccord avec les idéaux de l'unité et l'intégration nationale car un sondage de la population fait par ses services relevait la non adhésion de la population.

<sup>91</sup>A.S.G.B., Rapport du capitaine Eloumou-Eloumou, commandant de la compagnie de gendarmerie du Nde sur la dénomination de l'arrondissement de Tonga, p.2.

<sup>92</sup> Cette requête avait été rejetée par le préfet car aucune appellation n'avait été proposée

<sup>93</sup>Njombe, carrefour Batchingou, 05 décembre 2020 à 18H.

dans la Mifi qui ont le même dialecte avec le groupement de Batchingou, Bamena, Bazou, Balengou, Bagoua, Bangang-Fokam dans le département du Ndé. Par contre Bangangté, Bahouc, Bakong Bangoulap du département du Ndé présente dans leur dialecte quelques nuances des groupements suscités<sup>94</sup>.

Cette analyse nous démontre que malgré les similitudes culturelles entre les chefferies, les rivalités entre celles-ci furent aggravées par les découpages administratifs qui en principe obéissaient aux objectifs tels que le rapprochement de l'administration vis-à-vis des administrés, la gestion des spécificités caractéristiques de telle ou telle partie du territoire, la démographie, les enjeux économiques. Mais ces considérations de base sont souvent passées outre et sont privilégiées à la place des mœurs politico-administratives. Le pouvoir en place instrumentalise très souvent la technique de découpage administratif pour solder des problèmes d'ordres politiques ne tenant pas en compte les besoins importants de la population<sup>95</sup>. Outre les réformes administratives dont fut confronté le département du Ndé et toute la région de l'ouest, le climat délétère qui prévalait avait été aggravé par la militarisation de la région.

## **2.2. La militarisation de la région**

La répression contre l'action dite "subversive" avait conduit à un bâillonnement des libertés fondamentales dans le département du Ndé. Les regroupements qui sont à l'origine du changement du paysage à l'Ouest et initiés par l'autorité administrative n'avaient pas toujours eu la faveur de la population. En fait, ils se faisaient contre leur gré. Ils procédaient à l'enfermement de toute une communauté prise entre les mailles non seulement des guérilleros de l'A.L.N.K mais également au bouclage et aux bombardements aériens des policiers<sup>96</sup>. Dans ces camps de regroupement, les populations étaient soumises à l'autorité militaire chargées de les "désintoxiquer"<sup>97</sup>. Cette désintoxication pouvait parfois se faire de manière brutale.

Afin de mettre un terme à cette révolution qui s'éternisait, le jeune régime avait opté pour une batterie de mesures. Pour ce faire, le président promulgua l'ordonnance 72/73 du 25 août 1972, soit deux ans après la date officielle de la fin du "maquis" relative à l'état d'urgence à l'Ouest Cameroun<sup>98</sup>. Avec cette ordonnance, la population de cette région fut

<sup>94</sup> Mbiadjeu, "Le dépeuplement du ...", p.107.

<sup>95</sup> I. Mouiche, "Dénomination et territorialité urbaine, chefferie traditionnelle et question identitaire en pays Bamiléké au Cameroun" *Revue autre-part*, p. 54.

<sup>96</sup> Deltombe et al, *Kamerun ! Une ...*, p.445.

<sup>97</sup> Nya, Babou, 02-12-2020.

<sup>98</sup> Kangelieu, *La rébellion armée...*, p. 203.

soumise à un contrôle strict et inopiné qui se faisait souvent de manière coercitive. Les policiers ou gendarmes pouvaient faire irruption dans un domicile et exiger la présentation des pièces officielles, des coupons, d'impôts ou même la carte du parti du président<sup>99</sup>. Ceux qui ne disposaient pas de ces éléments étaient considérés comme des "subversifs" et traités comme tels. Ils étaient amenés par les forces de maintien de l'ordre. Pour être torturés ou alors rançonnés<sup>100</sup>.

Il s'y installa un climat de terreur, lequel conduisit à un monolithisme politique. La contradiction n'avait plus sa place dans la société qui se transformait de plus en plus en dictature. Toute trace de démocratie fut abolie au Cameroun. Pour le président Ahidjo, il fallait agir avec fermeté<sup>101</sup>. Pour lui, il s'agissait de réaliser l'unité d'un pays divisé et en proie aux actions "subversives". Son parti unifié avait réussi à gagner toutes les couches sociales dans tout le pays qui conduisit à la personnalisation excessive du pouvoir par son chef. Pour le président Ahidjo, c'est l'État qui doit former et informer le peuple et pas l'inverse. L'État avait ainsi la primauté sur le peuple. Disposant de tous les pouvoirs, l'ordre social nouveau établi en pays Bamiléké reposait presque exclusivement sur la contrainte, la terreur<sup>102</sup>. Les populations ne disposaient plus de droits mais uniquement de devoirs, la contradiction n'avait plus sa place.

### **2.3. La destruction des cultures et réduction drastique de la production agro-alimentaire**

La lutte pour l'indépendance a été lourde de conséquences. La population qui avait subi la rébellion devait faire face à la destruction des cultures et une baisse drastique de la production de celle-ci. En effet, face à l'intensité des troubles, le pouvoir en place avait jugé nécessaire de regrouper la population qui agissait en complicité avec les "maquisards" dans des espaces aménagés pour la circonstance qui lourde de conséquence. Ces derniers laissaient derrière elles leurs plantations abandonnées à leur sort. Les populations vivaient uniquement des produits issus de l'agriculture. Dans leur nouvel espace, celle-ci faisait à face à un manque criarde de nourriture laissant place à une famine accrue. L'habit traditionnel dispersé et les plantations bocagers étaient abandonnés, exposés à des pillages de toutes sortes. Dans ces camps, les populations ne se rendirent plus régulièrement dans leur plantation pour des

---

<sup>99</sup>*Ibid.*

<sup>100</sup>Kounguoua, Entrée chefferie Bakong, 03-12-2020.

<sup>101</sup>S. Eboua, *D'Ahidjo à Biya le changement au Cameroun*, Paris, l'H armattan, 1996, p.8.

<sup>102</sup>Deltombe et Al, *Kamerun ! Une guerre...*, p.550.

raisons sécuritaires mais aussi à cause de la longue distance<sup>103</sup>. La culture du café arabica très prisé par les chefs traditionnels<sup>104</sup> était abandonnée et progressivement dégradée créant ainsi la perte d'une grande source de revenus.

Les forces de maintien de l'ordre, pour affamer les "subversifs" restés en brousse procédaient à des incendies ou alors taillaient les cultures. Cet abandon, pillages et de destruction des cultures conduisit à une grave chute de la production agricole<sup>105</sup>. Cette situation entraîna le déplacement massif de la population abandonnant leur espace naturel à la recherche de zone agricole ce qui entraînait la perte d'une main d'œuvre importante.

Les marchés situés généralement près des chefferies représentaient un lieu de vente et d'achat des produits comme le maïs, le haricot, les pommes de terre, les chèvres et bien d'autres produits manufacturés avaient été supprimés. Ces produits pourrissaient dans les champs entraînant la baisse de revenus des familles qui vivaient essentiellement du commerce.

---

<sup>103</sup>Kangeulieu, *La rébellion armée...*, p.196.

<sup>104</sup>J. Champaud, "L'espace commercial des Bamiléké", in *L'espace géographique*, Centre National de Recherche Scientifique, 1981, p.200.

<sup>105</sup>*Ibid.*





A la fin de cette étude portant sur " la lutte armée dans le département du Nde (Ouest-Cameroun) 1955 – 1974" nous avons analysée les facteurs qui ont conduit à la guerre de libération mener par les nationalistes et la répression et les conséquences qui en ont suivis. Dans l'élaboration de ce travail, nous avons bâti quatre axes. Le premier axe retrace l'historique de la formation politique qui avait mené la lutte pour une indépendance "réelle" du Cameroun, son implantation à l'Ouest Cameroun en général et dans le département du Nde en particulier. Le deuxième grand axe ressort le fonctionnement et le déploiement des nationalistes dans ledit département. Le troisième axe analyse les différents clivages qui existaient au sein des leaders de la lutte politique et les actions mené par l'État dans le but d'endiguer cette guerre. Le quatrième et dernier axe évalue les réseaux de la révolution manquée et les conséquences qui en découlèrent.

Il ressort après argumentation que la lutte armée upéciste dans la Ndé a bénéficié de l'apport d'une frange importante de la population. Malgré un armement sommaire, la végétation et le relief y a joué un rôle non négligeable dans l'implantation du "maquis" dans le Ndé. L'UPC qui était un parti politique qui avait pour objectif principal l'indépendance nationale et la réunification des deux Cameroun avait vu ces objectifs être réaliser sans elle entre 1960 et 1961. Malgré cet acte, ce parti continua dans une logique de guerre pour pouvoir obtenir le pouvoir qui lui avait échappé.

Pour structurer sa capacité à combattre un régime qu'ils considéraient comme néocolonialiste, ils eurent recours à des soutiens multiformes tant sur le plan interne qu'externe. Sur le plan externe, certains pays acquit à la cause révolutionnaire comme l'Algérie, le Ghana, la Guinée Conakry, l'Égypte le Maroc, l'Allemagne de l'Est, la Tchécoslovaquie, l'URSS servirent non seulement de base de repli mais aussi permirent à certains nationalistes de se former soit dans leurs écoles soit dans les bases d'entraînement tenu secrets. Sur le plan interne par contre, la rébellion s'était plus ou moins bien organisée avec notamment la création d'organisation paramilitaire telle que le SDNK et l'ALNK.

S'appuyant sur des revendications d'ordre social et économique, les membres de ce parti vont s'appuyer sur la situation délétère qui prévalait dans la région de l'Ouest mais encore plus sur la crise successorale de Baham pour mettre sur pieds la première organisation en 1957 le SDNK qui était cantonné dans les localités comme Bafang, Bafoussam, Mbouda. Avec le SDNK, le département du Ndé avait été écarté du terrain des actions des nationalistes. Cette organisation souffrait d'un manque d'organisation et d'une crise de leadership qui entraînaient la pratique du banditisme. Face à cette situation, les membres du Comité Directeur

décidèrent de créer une nouvelle organisation dans le but d'endiguer ce phénomène. Ernest Ouandié décida de revenir au pays pour réorganiser le maquis et installa son quartier général à Bangangté et créa en 1962, le C.N.E. (Centre National d'Entraînement)

L'Armée de Libération Nationale du Kamerun (ANLK) qui était née sous les cendres de la précédente et qui avait embrasé toute la région de l'Ouest Cameroun et même le département du Nde qui était jusqu'ici resté en marge de toute ces revendications. Le département du Nde apparaissait alors comme une base arrière à ces différents nationalistes qui étaient recherché par le pouvoir en place dans leurs départements. S'étant installé dans le NDE ils trouvèrent des conditions propices à l'installation des "maquis". Des lors, plusieurs chefs militaires sorti de l'ombre notamment "de château dynamique" et "commissaire Bernard" qui étaient des chefs irréductibles à la cause nationaliste.

Au rang des combattants, les hommes les plus solides et robustes s'engagèrent soit de manière volontaire soit par la force. Ils étaient appelés à prendre les armes pour empêcher la réalisation du calendrier politique imposé par la France. Les femmes et les enfants apportaient également leur pierre à la construction de cet État tel que voulu par les membres du Comité Directeur. Elles jouaient le rôle d'agent de renseignement, de transmission d'information, des tâches ménagères, de la cuisine et de la lessive des "maquisards". Cette organisation paramilitaire se lança dans des actes de sabotage, de destruction, d'incendie et de pillage. Elle s'attaqua également à tous les valets de l'autorité coloniale et aux différentes plantations européennes. Pour mettre un terme à cette guerre qui devenait de plus en plus préoccupante, l'autorité coloniale décida alors de réagir. Deux options s'offraient alors à elle, soit ramener l'UPC dans le système légal et le faire s'allier à elle ce qu'elle fit d'ailleurs avec l'amnistie totale et inconditionnelle qui fut suivie par une branche de ce parti, soit bâtir le Cameroun sans l'UPC et accorder l'indépendance à ceux qui la réclamait le moins. La deuxième solution apparaissait la plus plausible car l'UPC ne se serait pas laisser convaincre et cette solution fragiliserait la position de la France au Cameroun. La seconde solution fût celle adopté par la France : l'indépendance. A parti de 1960, le Ndé qui était jusque-là resté en marge était entré dans la danse de l'action nationaliste. Pour mettre un terme à cette situation qui prenait de l'ampleur, fût crée à la hâte en 1959 par le pouvoir colonial l'armée camerounaise qui devait être le creuset de l'unité nationale devant faire face aux évènements troubles qui secouaient la région de l'Ouest Cameroun. L'extrême jeunesse de l'armée camerounaise conduisit à la signature des accords de coopération militaire entre le Cameroun et son ancienne puissance

tutélaire le 13 novembre 1960. L'armée avait ainsi pour but de préserver la souveraineté chèrement acquise et de restaurer la paix.

Ainsi, l'armée camerounaise opta pour la répression, l'action psychologique, la guerre psychologique, la propagande et la séparation de la population. Le gouvernement d'Ahidjo aidé par le gouvernement de la France avait pour objectif de détruire la rébellion. Des villages étaient rasés, des cadavres et des têtes coupés exposés le long des carrefours. La pratique de la torture était monnaie courante dans la quête de l'information, des contrôles inopinés étaient effectués et l'état d'urgence instauré. Toutes ces mesures prises avaient eu un corolaire de conséquence.

Le régime d'Ahidjo avait mis sur pied l'un des plus durs, des plus radicaux des systèmes policiers. Ce type de système avait fait des centaines voire des milliers de morts. Jusqu'aujourd'hui, le bilan chiffré de cette guerre dans la région Bamiléké est difficilement acceptable, cela témoigne en réalité du caractère meurtrier de cette révolution qui entraînait également des dégâts matériels sans précédent et les migrations d'une partie importante de la population qui engendrèrent des tensions dans leurs villes d'accueil. Ces tensions se transformaient parfois en un sentiment de rejet de l'homme Bamiléké. Les découpages politico-administratifs et les camps de regroupements étaient sources de nombreuses tensions au sein de la population qui demandèrent au gouvernement la création de nouvelles unités administratives. Le non-respect de la tradition notamment dans les funérailles était lourd de conséquences pour les générations futures. La plupart de la population n'étant pas entré en possession des corps de leurs parents ne pouvaient pas effectuer tous les rites de veuvage ainsi que la pratique du culte des crânes. Cette situation provoquait une rupture avec la tradition, et la paupérisation de la culture Bamiléké fut ainsi mise à rude épreuve.

Toutefois, malgré la terreur et la répression engagée par les forces en présence, il y'a lieu de signaler que bon nombre de Camerounais ont tirés des leçons de ce passé sombre et ne veulent plus entendre parler de troubles même de politique. Tout ce que veut la population c'est de vaquer tranquillement à ses occupations. Ce terrorisme ambiant avait suscité une certaine prise de conscience dans la mesure où l'on ne voudrait plus que ça se reproduise. Aussi, nous pouvons dire que la femme qui était jusqu'ici restée en marge de toute responsabilité s'était affirmée durant cette guerre. Elle avait joué un rôle tout aussi important que l'homme ce qui lui permis d'accentuer son individualité et sa force. Ces femmes qui étaient au paravent attirées par le mariage délaissant leur éducation affluaient dans les écoles secondaires, universitaire et sur le marché du travail. Le libre choix du conjoint aussi bien

pour la femme que pour l'homme devin la règle. Les femmes qui avaient été traditionnellement cantonné devenaient porteuses d'aspirations.

Cette guerre avait affirmé le rôle de la femme dans la société Bamiléké, constituant ainsi une expérience positive accélérant son émancipation.



## Annexe 1: Autorisation de recherche, Préfet département du Ndé

REPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix-Travail-Patrie ----- REGION DE L'OUEST ----- DEPARTEMENT DU NDE ----- PREFECTURE DE BANGANGTE -----	REPUBLIC OF CAMEROON Peace-Work-Fatherland ----- WEST REGION ----- NDE DIVISION ----- DIVISIONAL OFFICE BANGANGTE -----
---	---

N° 143/AR/F36/A2


**AUTORISATION DE RECHERCHE**

Le Préfet du Département du Ndé, Soussigné autorise **Mademoiselle MOGUANG TECKEUDO Livia Naomie**, étudiante en 5<sup>ème</sup> année, filière Histoire, option Relations Internationales, à l'Université de Yaoundé I, à effectuer ses travaux de recherche pour une période allant du 02 au 11 décembre 2020, sous le thème : «**l'architecture militaire pendant le maquis : cas du Département du Ndé**».


En foi de quoi la présente autorisation lui est délivrée pour servir et valoir ce que de droit./-

Bangangté, le **1 DEC 2020**

**LE PREFET,**



**François Etolaha**  
Administrateur Civil Principal





## Annexe 2: Autorisation de recherche Région de l'Ouest

<p>RÉPUBLIQUE DU CAMEROUN Paix – Travail – Patrie RÉGION DE L'OUEST SERVICES DU GOUVERNEUR SECRETARIAT GÉNÉRAL SERVICE DE LA DOCUMENTATION, DES ARCHIVES ET DE LA TRADUCTION</p>	<p>REPUBLIC OF CAMEROON Peace – Work – Fatherland WEST REGION GOVERNOR'S OFFICE GENERAL SECRETARIAT DOCUMENTATION, ARCHIVES AND TRANSLATION OFFICE</p>
--	--

### AUTORISATION DE RECHERCHE

### N° 067 /AR/F/SG/SDAT


*Le Gouverneur de la Région de l'Ouest soussigné, autorise Madame **MOGUANG TECKEUDO Livia Naomie**, Etudiante en Master II à l'Université de Yaoundé I, option Histoire des Relations Internationales, à faire des recherches sur le thème « l'architecture militaire pendant le maquis : cas du Département du Ndé » dans ses Services (Service des Archives) ainsi qu'à la Préfecture du Ndé.*

*En foi de quoi, la présente Autorisation est établie et délivrée à l'intéressée pour servir et valoir ce que de droit./-*

Bafoussam, le 07 SEPT 2021

AMPLIATIONS

- PREFET NDE
- INTÉRESSÉE
- DOSSIER
- CHRONO
- ARCHIVES.



*Awa Fonka Augustino*  
Administrateur Civil Principal  
Echelle  
Fonction Administrative Officier  
Super Scale



### Annexe 3: Questionnaire de recherche

#### Questions adressées aux nationalistes

- 1) Comment s'était passé votre adhésion au maquis ? Quel âge aviez-vous ?
- 2) Aviez-vous des relations ou des sympathies quelconques vis-à-vis de l'UPC ?
- 3) Dans le cadre de votre engagement dans la lutte, quelle étaient les principes de la lutte dans votre localité ?
- 4) Qui était vos supérieurs et comment était structuré les unités combattantes ?
- 5) Quelle était votre mode de vie dans les "maquis" et dans la vie normale ?
- 6) Quelle était vos stratégie de combat dans votre zone ?
- 7) Aviez-vous des soutiens ? Si oui d'où venaient-ils ?
- 9) Quelle était votre relation avec les autorités et les populations ?
- 10) La confiance était-elle absolue ou relative entre vous et les communautés ?
- 11) Quels sont les types de soutien et d'aide vous receviez ?
- 12) Quels moyens de lutte disposiez-vous pour mener des actions ?
- 13) Quels étaient les zones de refuge qui vous permettaient de résister au contrattaque et à la répression des autorités publique ?
- 14) Il est souvent dit que les maquisards n'étaient que de vulgaires assassins : Quel est votre avis en tant qu'ancien guérillero de l'UPC ?
- 15) Les divisions intestines survenues après l'exécution de Simo Pierre, notamment à travers les rivalités entre Singap Martin et Momo Paul ont-elles affecté l'ardeur et la cohésion au sein de vos unités ?
- 16) Les attaques contre les chefferies ont ponctué la lutte de l'UPC dans le Ndé et à l'Ouest en général : quels furent les chefferies qui furent attaquées et pourquoi ?
- 17) La région du Ndé a été particulièrement affecté sur le plan sociale économique et politique par l'insurrection nationaliste qu'est ce qui pourrait expliquer les causes de cette situation ?
- 18) A la fin de l'insurrection quel furent les mesures prises par l'Etat pour apaiser les tensions, ramener le calme et réinsérer les anciens combattants dans la vie légale ?

#### Questions adressés aux chefs traditionnels

- 1) En quelle année aviez-vous accéder au trône ?

- 2) A quand remonte la fondation de votre chefferie et quel était le nom de votre prédécesseur ?
- 3) Combien d'année a-t-il régné ?
- 4) Qu'est ce qui caractérisait le contexte de votre accession au trône ?
- 5) Votre père ou vous-même étiez-vous hostile ou non à l'UPC ?
- 6) Votre chefferie fut réputée comme un terreau abritant et soutenant les combattants nationalistes : pourquoi cette sympathie?
- 7) quels sont les soutiens et les différentes aides apportées à ce mouvement insurrectionnel ?
- 8) Comment parveniez-vous à apporter de l'aide dans un contexte de répression de l'administration publique ?
- 9) Votre chefferie a-t-elle subit des attaques ou des répressions de l'armée ? Comment aviez-vous réagit ?
- 10) Disposiez-vous des alliées dans l'administration publique ?
- 11) Vos relations avec les nationalistes ont-elles connues des phases d'incompréhensions ?
- 12) A la fin de l'insurrection quel a été le sort de votre chefferie ? Quel fut les conséquences des nouvelles mesures prise par les nouvelles autorités ?
- 13) Votre chefferie avait-elle répugné la lutte armée engagée par les nationalistes ? Si oui pourquoi ?
- 14) Quels était la réaction des nationalistes face à cette position réfractaire ?
- 15) Votre population vous avait-elle suivie dans cette démarche ?
- 16) Qu'aviez-vous bénéficié de votre soutien à l'administration en place ?

#### Questions adressées aux militaires

- 1) Pourquoi vous-êtes-vous engagé auprès des forces régulières ?
- 3) Comment caractérisez-vous la lutte engagée par les nationalistes ?
- 4) Les méthodes employées pour mater la rébellion étaient-elles essentiellement répressives ?
- 5) Comment avez-vous réagir face aux chefferies et population qui soutenait la lutte ?
- 6) Votre famille était-elle d'accord avec votre orientation ?
- 7) Quel était les moyens déployés par le gouvernement pour mieux structuré votre réaction face aux nationalistes ?
- 8) Le terrain d'action vous était-il favorable ?

- 9) Comment étiez-vous organisé et formé pour mener cette lutte ?
- 10) Les conditions de vies étaient-elles agréables ? Etiez-vous nourri et entretenu par l'administration ?
- 11) Quel était vos principales faiblesses et doléances ?
- 12) Quel bilan faites-vous des actions menées par les forces régulières tant sur le plan humain, politique sociale et culturel ?

Questions adressés aux civils

- 1) Quel âge aviez-vous au moment où le maquis commença dans votre zone (localité village) ?
- 2) Vos parents avaient-ils eu des sympathies en vers l'UPC ?
- 3) Comment s'est-effectué votre rapport avec l'administration concernant l'insurrection de l'UPC ?
- 4) Dans votre localité qu'aviez-vous observé dans les rapports de l'UPC avec les populations riveraines ?
- 5) De votre propre expérience quel aide certaines personnes au sein de la population apportaient-elles aux insurgés nationalistes ?
- 6) Cette aide était-elle imposée par les upécistes aux populations ou alors était-elle volontaire ?
- 7) Quelles étaient les stratégies utilisées par certaines populations afin d'éviter d'être capturé par l'armée ?
- 8) En cas de refus de soutien à l'effort de guerre nationaliste quel était le risque encourus ?
- 9) Pensez-vous que la population était prise entre deux feux ?
- 10) Dans un contexte marqué par des répressions et des arrestations souvent arbitraires quelle(s) attitude(s) adoptiez-vous ?
- 11) Les populations étaient-elles hostiles à l'administration ou à l'armée ?
- 12) Pourquoi certaines personnes, à votre avis continuaient-elles à apporter leur soutien aux nationalistes même en phase d'agonie ?
- 13) Quelles furent les mesures prises par l'état, telle que vécue par vous dès le début de bloquer l'aide apportée aux insurgés ?
- 14) A la fin du "maquis" quels étaient le climat régnant dans le département du Ndé ?
- 15) Quels furent ces conséquences des initiatives impulsées par les autorités publiques afin de réconcilier les populations dans le Ndé et à l'Ouest en générale ?
- 16) A votre avis, combien de temps a-t-il fallu aux populations pour panser les blessures de cette période éprouvante ?

**Annexe 4: Bulletin bimensuel de renseignements période du 1er au 15/03/65**

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
-----  
DIRECTION DE LA SURETE FEDERALE  
-----  
DISTRICT DE SURETE FEDERALE  
-----  
- BAFOUSSAM -

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN  
Paix - Travail - Patrie  
-----

N° 0076 Bis/CF/PS/DSFO.



18 MARS 1965

**SECRET**

BULLETIN BI-MENSUEL DE RENSEIGNEMENTS  
PERIODE DU 1er AU 15/3/65

INTRODUCTION

Alors que les FMO accentuent leurs opérations de nettoyage des zones suspectes,

Les autorités administratives et les responsables politiques du Bamileké et du Bamoun axent leurs activités pendant la période sous rubrique, pour le meilleur déroulement de la campagne électorale en faveur de la liste unique présentée par l'U.C. et le KNDP.

C'est ainsi que le feu vert ayant été donné par le Bureau exécutif de l'U.C. à chaque section d'organiser la campagne, des comités départementaux ont été constitués et tournent inlassablement dans leurs ressorts respectifs, prenant contact avec les coins les plus reculés.

Dans notre région, le départ de cette campagne a été troublé le 8/3/65 par l'assassinat, par les HLL, de M. MBENG Joseph, Sous-Préfet de Bazou, tombé dans une embuscade avec son garde corps et son chauffeur./-

Le 10/3/65, le Bureau exécutif de l'U.C. a adressé à toutes les sections départementales, un communiqué dans lequel il a demandé aux responsables politiques de continuer à travailler pour le développement de la région et la stabilité de l'Etat. Le communiqué a été lu dans toutes les sections départementales et les responsables politiques ont promis de continuer à travailler pour le développement de la région et la stabilité de l'Etat.

LA campagne électorale pour le scrutin du 30 mars 1965 se déroule normalement dans la région.



- 4 -

Dans la Région administrative de l'Ouest, les populations en général et les milieux politiques en particulier sont d'ores et déjà décidés à prouver leur ferme attachement aux institutions nationales et au Président AHIBJO, par un vote massif, le 20 Mars 1965, quoi qu'il arrive. Cet élan d'optimisme plaide pour présager un bon déroulement des élections présidentielles, avec une forte participation populaire malgré l'atmosphère d'inquiétude qui se constate dans le N à la suite de l'assassinat du Sous-Préfet de Bazou.

## CHAPITRE II

### SUBVERSION.

Si la manifestation des HLL a été caractérisée au cours de la période sous rubrique, par l'assassinat du Sous-Préfet de Bazou, de son garde-corps et de son chauffeur au lieu dit Bamena, ainsi que par des passages provoqués certainement par le harcèlement des FMO, l'on a noté par contre durcissement de la population au détriment de la propagande d'abstention des rebelles, et sa contribution qui a permis aux forces amies à présenter le bilan encourageant suivant

- HLL abattus	4	
- " prisonniers	15	
- suspects appréh. 300		
fusils de traite	3	}
cartouches	12	
importants documents		
magasins détruits	3	

### C-O-N-C-L-U-S-I-O-N

La détermination des FMO de faire, parallèlement au mouvement des hommes politiques, des élections du 20 Mars 1965 une révolution sans précédent dans la région administrative de l'Ouest général et dans le Bamiléké en particulier, mérite beaucoup d'encouragement par les autorités administratives d'une

### Annexe 5: Bulletin bimensuel de renseignements

PRESIDENCE DE LA REPUBLIQUE  
 -----  
 DIRECTION DE LA SURETE FEDERALE  
 -----  
 DISTRICT DE SURETE FEDERALE  
 -----  
 - BAFOUSSAM -

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN  
 Paix - Travail - Patrie  
 -----

N° 0127/CF/PS/DSFO.

**SECRET**



5 MAI 1965

RÉGION ADMINISTRATIVE DE L'OUEST  
 INSPECTION FÉDÉRALE DE BAFUSSAM  
 CONFIDENTIEL  
 ARRIVÉ LE ... 8 Mai 1965  
 ENREGISTRÉ S/N° 727/CF/PS

BULLETIN BIMENSUEL DE RENSEIGNEMENTS  
 PERIODE DU 16 AU 30/4/1965.

=====



1

I N T R O D U C T I O N

Malgré la fièvre qui a gagné candidats et partisans à l'annonce du renouvellement de l'Assemblée législative du Cameroun Oriental, la réélection de son Excellence Ahmadou AHIDJO à la magistrature Suprême continue à intéresser les activités des associations et organismes politiques de l'Ouest. C'est ainsi que pour clôturer la campagne de remerciement aux électeurs, menée par les responsables locaux du grand parti national, des festivités ont été organisées à Bafoussam et à Dschang.

Sur le plan subversif, la période sous rubrique a été caractérisée par une intense activité des forces légales, notamment dans la Mifi où le Commissariat aux R.G. a localisé et neutralisé un important réseau de ravitaillement rebelle.

Enfin, si l'activité économique a été dominée par la réunion à Bafoussam du Conseil Régional de développement, lequel succédait les assises de ses filiales départementales, l'accord domaniale franco-camerounais au terme duquel l'Aéroport de Douala devient la propriété de notre état, a suscité des commentaires très enthousiastes.

===== O O =====



\* 2 \*

CHAPITRE IPOLITIQUE GENERALE

Bien que l'annonce des prochaines élections législatives ait soulevé une vague de passions dans les milieux ucistes de la Région Administrative de l'Ouest, la réélection de son Excellence Ahmadou AHIDJO à la Magistrature Suprême continue à intéresser au haut point les activités des responsables locaux du grand parti national. C'est ainsi que :

Dans la Mifi

En application du programme de tournée arrêté le 10 Avril, dans but de remercier les électeurs qui ont bien accompli leur devoir de citoyens votant massivement le 20 Mars dernier, une délégation du Bureau Département de l'Union Camerounaise a tourné dans différentes localités de la Mifi du 1<sup>er</sup> au 25 Avril 1965. Le 1<sup>er</sup> Adjoint Préfectoral et le Commissaire aux R.G. se également joints à cette délégation.

De son côté, l'Association des Femmes Camerounaises de la Mifi, l'exemple de son homologue de la Ménoua, a organisé des festivités qui ont débuté le 24 Avril au soir par une grande soirée de gala donnée à la Résidence de l'I.F.A.O. à Bafoussam.

Ces manifestations ont été clôturées le lendemain, par un imposant défilé à la place de l'Indépendance et un appétitif donné à la Résidence.

CHAPITRE IISUBVERSION

En dehors d'une lettre de menaces adressée au Préfet du Ndé, HLL ont cessé de se manifester d'une façon alarmante. Ils se sont bornés, la période sous rubrique, à une nouvelle tactique consistant à exiger des aux villageois isolés.

Par contre, il a été enregistré une intense activités des forces légales, notamment dans la Mifi où le Commissaire aux R.G. de Bafoussam a isolé et neutralisé un important réseau de ravitaillement rebelle dans la même. Hormis cette réussite qui continue à faire tache d'huile par l'arrestation de certaines personnalités <sup>à son profit</sup> susceptibles d'intelligence avec la rebel

4

Une autre session est prévue le 12 Mai prochain .

Après la récente annonce de l'accord dominal franco-camerounais, au terme duquel l'Aéroport de Douala devient la propriété de notre Etat, les réactions recueillies dans les divers milieux de la Région Administrative de l'Ouest sont très enthousiastes . En effet, lorsqu'on sait que cet aéroport devait être géré par les Français pour une période de 99 ans, on comprend bien pourquoi tous les milieux sont unanimes pour voir que cet accord est la preuve du dynamisme et du réalisme du Gouvernement de S.E. le Président Ahmadou AHIDJO .

#### C O N C L U S I O N

Bien que les élections présidentielles du 20 Mars dernier aient appelé l'action politique de toutes les populations, l'on ne dira jamais assez combien la situation actuelle dans les organismes locaux du grand parti national devra retenir l'attention des hautes instances .

En effet, les intérêts particuliers au regard des prochaines élections législatives notamment donnent de plus en plus lieu à des luttes d'influence qui ne manqueront pas de compromettre l'intérêt général . Ainsi, les moyens d'y mettre un terme méritent d'être pris à temps ./=

Le Chef District de Sureté Fédérale



J. OBANA



**Annexe 6: Rapport du sous/lieutenant, Boula, Pantaleon, commandant militaire de la garde civique nationale du Ndé sur l'assassinat de TISSO Maurice**

REPUBLIQUE FEDERALE DU CAMEROUN

A BANGANGTE, Le 7 SEPTEMBRE 1964

PRESIDENCE DU CONSEIL

INSPECTION FEDERALE DE L'ADMINISTRATIO  
POUR LA REGION ADMINISTRATIVE DE LOUES

GARDE CIVIQUE NATIONALE DE LOUEST

DEPARTEMENT DU NDE

N° 42 /4 GCNN

R A P P O R T

DU SOUS/LIEUTENANT, BOULA, PANTALEON, COMMANDANT MILITAIRE DE LA  
GARDE CIVIQUE NATIONALE DU NDE A BANGANGTE.

Sur l'Assassinat du Garde Civique de 2e Classe,  
TISSO Maurice du Commando Hors-Rang, survenu le 1er Septembre  
1964 à Bangangté. /-

R E F E R E N C E S: Note de Service n° 91/2 GCB en date du 17  
Juin 1962. /-

Note de Service n° 532/TSM en date du 9 Décembre 196

DESTINATAIRES:

Mr Le Ministre des Forces Armées à YAOUNDE.  
Mr L'Inspecteur Fédéral pour la Région Administrativ  
de l'Ouest à BAFOUSSAM.  
Mr Le Prefet du Département du Ndé à BANGANGTE.  
Mr Le Commandant du Secteur Militaire de l'Ouest  
à BAFOUSSAM  
Mr Le Commandant Militaire de la Garde Civique Na  
Archives. /- tionale de l'Ouest à BAFOUSSAM.



DU CONSEIL

(2)

Le 1er Septembre 1964 à 7 heures 30 mn, le Commandant Militaire de la Garde Civique Nationale du Ndé à Bangangté a été informé que le Garde Civique TISSO Maurice était porté manquant au rassemblement du matin. Le même jour à 8 heures, le Sous-Préfet de Bangangté l'informait également qu'un de ses administrés venait d'être assassiné à deux kilomètres de Bangangté sur la route menant à la chefferie de Bangoulap. /- <sup>CHAPITRE II</sup>

Il s'est aussitôt rendu sur les lieux en compagnie des autorités administratives et du Commandant la Brigade de Gendarmerie de Bangangté. /-

Effectivement un cadavre nu et horriblement mutilé gisait en bordure de la piste. Il n'a pas été identifié, de suite tant il était méconnaissable. En ouvrant sa bouche, nous avons réussi à reconnaître l'intéressé grâce à ses deux dents en or. Il s'agissait du Garde Civique de 2e classe TISSO Maurice du Commando Hors-Rang à Bangangté. Nous avons aussitôt déclenché les recherches et deux Sections de Commandos se sont mis à la poursuite des rebelles. /-

L'état des lieux a révélé qu'il y avait là une embuscade qui durait depuis au moins une semaine puisque nous y avons découvert un banc, un parapluie et des restes de nourriture. Il nous a été ainsi possible d'établir d'une façon formelle que les hors-la-loi étaient ravitaillés par la population. /-

En l'état actuel de l'enquête, il est certain que le Garde Civique de 2e classe TISSO Maurice se rendait sur rendez-vous chez le chef de groupement de Bangoulap, porteur de son fusil calibre 12" marque "Robust" deux coups n° 450.825 ainsi que de ses munitions. /-

Le Samedi 29 Août 1964, ledit chef s'était rendu au bureau de la Garde Civique vers 10 heures à la recherche du Garde Civique TISSO Maurice assassiné. Le Lundi 31 Août 1964 le même chef de Bangoulap s'est rendu au camp des Commandos de Chasse, pour chercher TISSO Maurice. Ne l'ayant pas trouvé, il a chargé un certain Commando de dire à TISSO d'aller le voir, et est reparti chez-lui. /-

Au cours de l'enquête, le Garde Civique de 1e classe TISSO Joseph du Commando n° 57 à Bangangté a révélé que son camarade tué lui avait appris la veille de sa mort, qu'il se rendrait vers 5 heures à la chefferie de Bangoulap où il avait un rendez-vous avec le chef dudit village. /-

Le 1er Septembre 1964 vers 17 h les Commandos partis sur les traces des rebelles, étaient effectivement tombés sur eux dans un village à quatre kilomètres du lieu de crime. Les Hors-la-loi les ayant vus de loin ont pris la fuite, mais les forces du maintien de l'Ordre ont réussi à abattre l'un d'eux et à récupérer quatre fusils de fabrication locale, ainsi que plusieurs

.../...2

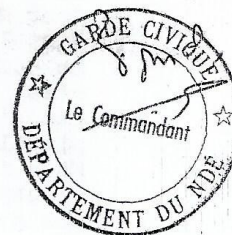
(4)

rester tous les jours à la Préfecture de Bangangté (Décision de Mr le Préfet du Ndé)

Mais d'ores et déjà, le Commandant Militaire de la Garde Civique Nationale du Ndé pense que le chef Bangoulap est un des organisateurs du guet-apens dans lequel il a attiré son Garde Civique pour le faire assassiner par ses hommes. Les déclarations des prisonniers ayant participé à l'attaque confirment ces présomptions puis que l'intéressé déclare formellement qu'ils étaient au courant du passage de TISSO Maurice à cette heure là. /-

En conséquence, le Sous/Lieutenant Commandant Militaire de la Garde Civique Nationale du Ndé, vu les activités du chef Bangoulap, estime que l'enquête doit être orientée de ce côté là pour déterminer les responsabilités du chef Bangoulap ainsi que des autres coauteurs. /-

Il dégage la responsabilité des chefs du Garde Civique TISSO Maurice puisque l'intéressé est sorti du camp dans la nuit sans autorisation, seul, avec son arme et sans avertir ses chefs. Il a agi de son propre chef et il est certain qu'il se rendait à la chasse. /-





**SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES**

## SOURCES

### 1) Sources Orales

N°	Noms & prénoms	Ages	Lieux	Qualités	Dates Heures
1	Djimbou Julie	75ans	carrefour Batchingou	cultivatrice	05-12-2020 à 18h57
2	Kemajou Vincent		chef supérieur de Bazou,	chefferie Bazou,	07-12-2020 à 12h04
3	Koungoua Michel	76 ans	Entrée chefferie Bakong,	Manceuvre,	03-12-2020 à 18h
4	Moungang Jacques	64 ans,	cité-verte,	Informaticien retraité,	14-11-2020 à 13h.
5	Nana André Flaubert	58 ans	chefferie Batchingou,	chef supérieur de Batchingou,	06-12-2020 0 9H09
6	Neba Henry	68 ans	Bafoussam	Moto taximan	10-09-2021 à 16h
7	Nji Monluh Seidou Pokam,	73 ans	chefferie de Bangangté	chef supérieur roi de Bangangté,	08-12-2020 à 16h52.
8	Njikou Alexandre	45 ans	chefferie Bamena,	chef supérieur Bamena,	02-12-2020 à 11h53
9	Njobme Etienne,	77 ans,	carrefour Batchingou,	Journaliste retraité,	05-12-2020 à 18h
10	Nya François,	76 ans,	Babou,	Militaire retraité,	02-12-2020
11	Ouandje François Joseph	87 ans	Bamenacentre		02-12-2020 à 12h15
12	Tchami Bernard	60 ans	Chefferie Bazou	Notable	07-12-2020 à 13h
13	Tchoutcho Daniel	80 ans	Bamenacentre	ancien maquisard,	02-12-2020 à 12h15
14	Tchumkam Martin	73 ans	Bafoussam	Ancien maquisard	10-09-2021 à 13h
15	Zongo Marcelin	70 ans	Bafoussam	Militaire retraité	10-09-2021 à 18h

### 2) Archives Privées

A.P.W.A., Directeur du SEDOC et de la SECURITE, "La rébellion camerounaise   l'extérieur. Situation actuelle, influence   l'intérieur", in *Stage de l'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967.



A.P.W.A., G. Etobe, "Connaissance sur la rébellion", in *Stage de l'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967.

A.P.W.A., I. Bakary, "Causerie sur la gendarmerie nationale dans la lutte contre la rébellion" in *Stage de l'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967.

A.P.W.A., Mang, "La propagande règles et techniques" in *Stage de l'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967.

A.P.W.A.,Meno, "Possibilité et activité de propagande anti-rebelle des forces", in *Stage de l'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967.

A.P.W.A., P. Duby, "L'information sur le renseignement et l'action psychologique" in *Stage de l'information sur le renseignement et l'action civique de Nkongsamba*, 1967.

A.S.G.B. , Armée de terre, secteur militaire de l'ouest deuxième bureau N°52041, Bulletin de renseignement

A.S.G.B., Bulletin bimensuel période du 1<sup>er</sup> au 15 août 1965 N°0245/CF/PS/DSFO

A.S.G.B., Bulletin bimensuel période du 1<sup>er</sup> au Juin N°0179/CF/PS/DSFO

A.S.G.B., Bulletin de renseignement, Audition d'un suspect, N°52041/SMO/B2.

A.S.G.B., Bulletin de renseignement N°097/SMO/B2

A.S.G.B., centre d'études et de recherche de l'Ouest à Bafoussam N°225/CER/APM

A.S.G.B., N° 179/CF/DS PO du 24 Juin 1965 Bulletin Bimensuel de renseignement période du 1<sup>er</sup> au 15 Juin 1965.

A.S.G.B., N°700513/7/B2 synthèse mensuel de renseignement du mois d'août 1974.

A.S.G.B., Rapport du capitaine Eloumou-Eloumou, Commandant de la compagnie de gendarmerie du Ndé sur la dénomination de l'arrondissement de Tonga.

A.S.G.B., Rapport N°42/GCNN sur l'assassinat du garde civique de 2<sup>e</sup> classe, Tisso Maurice du commando hors-rang survenu le 1<sup>er</sup> septembre 1964 à Bangangté

A.S.G.B., synthèse mensuel de renseignement N°364/SMO/B2.

ASGB : Inspection fédérale de l'administration pour la région administrative de l'Ouest, N° 43012 GCNO

ASGB : préfecture de Bafoussam N°213/CF/L/DMI/SP.

ASGB., N°096/CF/PS/DSNO/ du 10 Avril 1970, synthèse mensuelle des renseignements période du 1<sup>er</sup> au 28 février 1970.



## REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES

### Ouvrages

Abwa, D., *Cameroun histoire d'un nationalisme 1884-1961*, Yaoundé, Edition clé, 2010.

Ngouo Woungly-Massaga alias commandant kissamba : « *Cameroun ma part de vérité* », Paris, Minsi, 2005.

Papy Doumbe, A., *Pour le Cameroun je porte plainte d'Um Nyobé à Ahmadou Ahidjo l'échec d'une nation Accusés...Levez-vous !*, Tome 1, Douala, combat et libertés, 2010.

Afana, D., *France-Afrique (s) : Histoire d'ami-tiers séduction mutuelle mais usage différentiel*, Yaoundé, Edition Sherpa, 2000.

Alima, J-B., *Les chemins de l'unité. Comment se forge une nation : l'exemple camerounais*, Paris, Afrique Biblio Club, 1977.

Ateba, T., *Cameroun mémoire d'un colonisé*, Paris, l'Harmattan, 1988.

Bayart, J.F., Mbembe, A., Toulabor, C., *La politique par le bas contributions à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992

Bouopda Kamé, P., *De la rébellion dans le Bamiléké (Cameroun)*, Paris, l'Harmattan, 2008

Chaffard, G., *Les carnets secrets de la décolonisation*, Tome II, Paris, Calmann-Lévy, 1967.

Deltombe, T., Domergue, M., Tasita, J., *Kamerun ! une guerre cachée aux origines de la Francafrique 1948-1971*, Paris, la Découverte, 2011.

*La guerre du Cameroun l'invention de la Francafrique*, Paris, la Découverte, 2016.

Djournessi, P.F., Djournessi, G.M., Djournessi Mathias, *1900-1966 un chef traditionnel nationaliste, acteur de la décolonisation et l'indépendance du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2009.

Dulucq, S., *Ecrire l'histoire de l'Afrique à l'époque coloniale (XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle)*, Paris, Karthala, 2009.

Eboua, S., *D'Ahidjo à Biya le changement au Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 1996

Esse, Amauzou, *L'Afrique 50 ans après les indépendances*, Paris, l'Harmattan, 2009

Essomba, A., *Le mouvement nationaliste camerounais dans le système international (1916-1960)*, Paris, l'Harmattan, 2016.

Eyinga, A., *Mandat d'arrêt pour cause d'élection de la démocratie au Cameroun 1970-*

Gaillard, P., *Le Cameroun A la rencontre de ...*, tome1, Paris, l'Harmattan, 1989

Grawitz, M., *Méthodes des sciences sociales*, Paris Davoz, 1990.

Guiffo, J. P., *L'arrondissement de Bayangam*, Edition de l'essoah,

*Les Camerounais contre les Camerounais*, Edition de l'Essoah, 2012.

Dogmo, J.L., *Le dynamisme Bamiléké (Cameroun) maîtrise de l'espace agraire*, Tome1, Yaoundé, 1980.

Kanguelieu Tchouake, M., *La rébellion armée à l'Ouest Cameroun (1955-1971) contribution à l'étude du nationalisme camerounais*,

Le Vine, V.T., *Le Cameroun du mandat à l'indépendance*, Paris, Présence Africaine, 1984.

Messmer, P., *Les blancs s'en vont récit de décolonisation*, Paris, Albin Michel, 1998.

Moumie, M., *Victime du colonialisme français*, Paris, Duboiris, 2006.

Nken, S., *L'UPC de la solidarité idéologique à la division stratégique 1948-11962 Essai d'analyse historique*, Paris, Anibwe, 2010.

Nsame Mbongo, *Hommage au patriotisme héroïque Camerounaise (1914-2014)*, Paris, l'Harmattan, 2014.

Nyada, G., *Le Kamerun en Allemagne les germano camerounais de 1884 à 1945 affiliation à l'élite révisionnisme de 1884 à 1845 affiliation à l'élite révisionnisme colonial et mémoire*, Yaoundé, Edition Ifrikiya,2005.

Onana Mvondo, L., *1990-1992 au Cameroun : chronique des années rebelles*, Paris, Edition SDE, 2004.

Sah, L., *Femmes Bamiléké au maquis Cameroun (1955-1971)*, Paris, l'Harmattan, 2008

Shanda Tome, *L'obsession du complot Bamiléké Ma rencontre avec Jean Fochivé Mémoire des années de braise au Cameroun fragment d'autobiographie*, Paris, l'Harmattan, 2018.

Soulet, J.-F., *L'histoire immédiate historiographie, source et méthodes*, Paris, Armand Colin, 2009.

Tasel, A., *Kant révolutionnaire*, Paris, PUF, 2003.

Tchatchoua, T., *Les Bamiléké au Cameroun, ostracisme et sous-développement*, Paris, l'Harmattan,

Tchuntchoua, *De la Jeucafra à l'UPC : l'éclosion du nationalisme camerounais*, Yaoundé, Clé, 2006.

Toukam, D., *Histoire et anthropologie du peuple Bamiléké*, Paris, l'Harmattan, 2010.

Um Nyobé, R., *Ecrits sous maquis*, Paris, l'Harmattan, 1989.

Mbembe, A., *Le problème national kamerunais*, Paris, l'Harmattan, 1984.

Zang-Atangana, J.M., *Les forces politiques au Cameroun l'expérience de l'UC et du KNDP*, Paris, l'Harmattan, 1989.

*Les forces politiques au Cameroun réunifié les partis politiques avant la réunification*, Tome1, Paris, l'Harmattan, 1989.

*Les forces politiques au Cameroun réunifié les groupes de pression*, Tome III, Paris l'Harmattan, 1989.

Hameni Bieleu, V., *Politique de défense et de sécurité nationale du Cameroun*, Paris, l'Harmattan, 2012.

### Articles scientifiques

Bayart, J.F., Mbembe, J.A., Toulabor, C., "la palabre de l'indépendance ; ordres du discours nationaliste au Cameroun (1948-1958) , *la politique par le bas contribution à une problématique de la démocratie en Afrique noire*, Paris, Karthala, 1992.

Dong Mognol, G., " Cameroun: expression des identités antagonistes dans une nation a vocation pacifique 1960-2010", *regards croisés sur les cinquante ans du Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, l'Harmattan, 2012, pp.75-90.

Enyegue Mbatsaga, S., "Les chemins escarpés de l'indépendance du Cameroun sous administration Française, 1944-1960", *regards croisés sur les cinquante ans du Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, l'Harmattan, 2012, p.91-108.

Gégoire Binois, "La cartographie militaire au XVIII<sup>e</sup> siècle, une cartographie historique ?", in *hypothèse*, n°19, 2016, pp. 41-51.

Kenne, F., "Le processus d'accession à l'indépendance le plus sanglant d'Afrique subsaharienne ", *le Cameroun autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010, pp.103-127.

Kingue MbangBang, J., Otabela, J., "Lutte de libération du Cameroun après l'indépendance 1960-1971", *regards croisés sur les cinquante ans du Cameroun indépendant et réunifié*, Paris, l'Harmattan, 2012, pp.181-203.

Koufan Menkene, "Le seul pays Africain ou le parti nationaliste indépendantiste a été, jusqu'ici, exclu de l'exercice du pouvoir politique", *le Cameroun autopsie d'une exception plurielle en Afrique*, Paris, l'Harmattan, 2010, pp.299-331.

Lahaie, O., "L'équipement spécifique des espion français membres de la « section de renseignement » et de la « section de centralisation des renseignements » en 1914-1918", in *guerres mondiales et conflits contemporains*, n°232, 2008, 23-42.

Lapacherie, A., "Peut-on militairement couper une guérilla de ses arrières ? De la bataille des frontières du plan Challe (Algérie 1957-1961)", *Centre de Doctrine et d'Enseignement du Commandement*, Paris, 2018, pp. 51-62.

Mbembe, J.A., "Pouvoirs des morts et langage des vivants", *Politique Africaine*, 22, 1986, 41-67.

### **Mémoires**

Biyo'obi Ebobola, G., "Le parlement Camerounais et l'ONU face aux problèmes politiques relatifs à l'indépendance du Cameroun sous administration française (1957-1960)", *Mémoire de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2005.

Enama Atéba, L.M., "La radiodiffusion au Cameroun de 1941 à 1990", *Mémoire de Master en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2010.

Kenne, F., "Jeremie Ndelene (1920-1960) Une figure emblématique de la rébellion en Histoire" *Mémoire de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2001

Lape, P., "Erosion Anthropique et évolution hydro morphologique du bassin-versant de la pepney (Nord-est de la plaine de la plaine Mbo-Ouest Cameroun)", *Mémoire de Maîtrise en Géographie*, Université de Yaoundé 1, 1990.

Mbatchou, S., "Contribution à la connaissance de l'histoire de l'armée de libération nationale Kamerounaise (A.L.N.K) 1959-1971", *Mémoire du diplôme de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2003.

Mbiaya Tchatat, S., "Daniel Kemajou et l'évolution politique du Cameroun : 1920-1984", *Mémoire du diplôme de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2006

Mounkam, C.G., "La gendarmerie au Cameroun son administration française 1916-1960", *Mémoire de DEA en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2008.

Ndjapoum Ngatcha, A.G., "Contribution à la connaissance du rôle de l'autorité traditionnelle dans la rébellion upéciste en région Bamiléké", *Mémoire de Master en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2005

Ndje Second, "La femme Basa'a du Cameroun au "Maquis" (1955-1971)", *Mémoire du diplôme de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2008.

Ngomsi, F.X., "De la guerrilla urbaine à Douala : 1955-1964", *Mémoire du diplôme de Maîtrise en Histoire*, Université de Yaoundé 1, 2005.

Yakam Yola Ajuma, " Introduction à la recherche archéologique dans le Ndé et étude de la culture maternelle ancienne ", Mémoire du diplôme de Maîtrise en Archéologie, Université de Yaoundé 1, 2000.

Boutchueng, M.C., "Ernest Ouandié (1924-1971) L'homme et son action politique", Mémoire de Maîtrise en Histoire, Université de Yaoundé 1, 1994.

### Thèses

EnyegueMbatsogo, S.H., "L'opposition politique au Cameroun de 1930 à 1970 institutionnalisations, rupture, permanences et mutation", Thèse Doctorat Ph.D, en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2010.

Kenne, F.M., " Les grands chefs de l'insurrection armée en pays Bamiléké et leurs activités de 1955 à 1971 ", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2006.

Kingue Mbang, J., "L'Algérie et le Cameroun dans les guerres de libération nationale de 1954 à 1971 : circulation des hommes des idées et soutiens logistique ", Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2014.

Mokam, D., " Les associations régionales et nationalisme Camerounais, 1945-1961", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005.

Mvie-Meka, E., " La politique Camerounaise de défense et de sécurité nationale 1920-1991 conceptualisation et dynamique d'un système africain ", Thèse pour le Doctorat Nouveau régime Histoire et étude de défense, Université Paul Valéry, 1992.

Nenkam, J.-C., "Habitat regroupé et développement rural l'exemple de la Mifi (Ouest-Cameroun) ", Thèse de Doctorat 3<sup>ème</sup> cycle de Géographie, Université de Yaoundé 1, 1983

Ngandjou, G., "La médecine traditionnelle dans les chefferies Bamiléké de l'Ouest Cameroun du XVI<sup>ème</sup> au XX<sup>ème</sup> : Etude historique ", Thèse de Doctorat Ph.D en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2016

Nganso, E., "La léthargie du département du Ndé, une anomalie dans le dynamisme du pays Bamiléké ", Thèse de Doctorat de 3<sup>e</sup> cycle en Géographie, Université de Yaoundé 1, 1982.

Saha, Z., " Gestion des conflits et culture de la paix en pays Bamiléké dans l'Ouest Cameroun du 18<sup>e</sup> au début du 20<sup>e</sup> siècles ", Thèse de Doctorat Ph.D, en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2005.

Tchindjang Mesmin, "Le Bamiléké central et ses bordures : Morphologie régionale et dynamique des versants ", Thèse de Doctorat en Géographie, Université de Paris7. Denis Diderot, 1996.

Tchoudja,P.N., " Marchés et lieux de transaction dans les chefferies Bamiléké de l'Ouest Cameroun du XVIII<sup>e</sup> au XX<sup>e</sup> siècle ", Thèse de Doctorat Ph.D.en histoire Université de Yaoundé 1, 2012.

Tsalefac, " L'ambiance climatique des hautes terres de l'ouest du Cameroun ", Thèse de Doctorat 3<sup>e</sup> cycle de Géographie, Université de Yaoundé 1, 1983.

Wanyaka Bonguen Oyongmen, V., " La coopération militaire entre le Cameroun et la France : de l'assistance à la tête d'un partenariat technique (1959-2005) ", Thèse de Doctorat Ph.D. en Histoire, Université de Yaoundé 1, 2008

## TABLE DES MATIERES

SOMMAIRE .....	i
REMERCIEMENTS .....	iii
LISTE DES ABREVIATIONS ACRONYMES SIGLES .....	iv
LISTE DES ILLUSTRATIONS .....	vi
RESUME.....	vii
ABSTRACT .....	viii
INTRODUCTION GENERALE.....	1
1. CONTEXTE HISTORIQUE DU SUJET.....	2
2. MOTIVATION DU CHOIX DU SUJET.....	3
3. INTERET DU SUJET .....	4
4. DELIMITATION SPATIO-TEMPORELLE .....	5
4.1. Cadre géographique .....	5
4.2. Justification des bornes chronologiques .....	7
5. ETUDE CONCEPTUELLE .....	8
6. REVUE CRITIQUE DE LITTERATURE.....	12
7. PROBLEMATIQUE ET HYPOTHESES DE RECHERCHE.....	14
8. OBJECTIFS DE L'ETUDE.....	15
9. METHODOLOGIE DE RECHERCHE .....	16
9.1. Méthodologie de collectes des données .....	16
9.2. Méthodologie de traitement des données.....	17
10. APPROCHE THEORIQUE .....	18
11. DEFINITION DES CONCEPTS OPERATOIRES .....	20
12. DIFFICULTES RENCONTREES .....	21
13. PLAN DU TRAVAIL .....	21
CHAPITRE I : GENESE ET FACTEURS D'EMERGENCE DU "MAQUIS " DANS LE DEPARTEMENT DU NDE.....	23
I- AUX SOURCES DU MAQUIS DANS LE DEPARTEMENT DU NDE .....	24
1. Facteurs d'émergence et interdiction de l'UPC .....	24
1.1. Origine sociale de l'UPC .....	25
1.2. Interdiction de l'UPC et son implantation à l'Ouest-Cameroun.....	28
2. Les facteurs d'implantation de l'UPC dans le Ndé.....	30
2.1. Facteurs socio-économique.....	30

2.2. Facteurs politiques et sociologiques .....	32
<b>II- LES FACTEURS GEOSTRATEGIQUES.....</b>	<b>36</b>
1. Les facteurs géographiques .....	36
1.1. Le relief montagneux .....	36
1.2. La végétation.....	38
2. Les facteurs stratégiques .....	40
2.1. La proximité du Ndé avec les zones crisogènes .....	41
2.2. Les bases arrière.....	43
<b>CHAPITRE II : LE "MAQUIS" DANS LE DEPARTEMENT DU NDE : ACTEURS, MODE D'ORGANISATION ET FONCTIONNEMENT.....</b>	<b>46</b>
<b>I- LES ACTEURS ET LE MODE D'ORGANISATION DU" MAQUIS" DANS LE NDE .....</b>	<b>47</b>
1. Les leaders de la rébellion dans le département du Ndé.....	47
1.1. Les chefs militaires de l'UPC .....	48
1.2. Les autorités traditionnelles .....	50
1.3. La population .....	53
2. Mode d'organisation des organisations paramilitaires .....	56
2.1. Les organisations paramilitaires : le SDNK et l'ALNK .....	56
2.2. Les stratégies d'enrôlement et de mobilisation.....	61
2.3. Les moyens d'action .....	64
<b>II- LES MODES OPERATOIRES DES "MAQUISARDS" .....</b>	<b>66</b>
1. Les actions militaires violentes .....	66
1.1. Attaques ciblées .....	67
1.2. Les destructions et actes de sabotages .....	68
1.3. Les replis tactiques.....	71
2. Les modes opératoires "doux" .....	72
2.1. La suspension momentanée des hostilités.....	72
2.2. Les négociations et les ralliements .....	74
<b>CHAPITRE III : CLIVAGES, GUERRES INTESTINES ET REACTIONS DES AUTORITES COLONIALES ET POST-INDEPENDANTES FACE AU "MAQUIS" DANS LE NDE.....</b>	<b>76</b>
<b>I- CLIVAGES POLITIQUES ET DIVERGENCES AU SEIN DES ORGANISATIONS PARAMILITAIRES .....</b>	<b>77</b>
1. Les clivages au sein de SDNK et de l'ALNK.....	77
1.1. Les clivages d'ordre structurel.....	77



1.2. Les crises de leadership : Cas de Singap Martin et de Momo Paul .....	79
2. L'émergence des groupes indépendant et la pratique du banditisme.....	80
2.1. L'émergence des groupes indépendants .....	80
2.2. La pratique du banditisme et des exactions sur les populations .....	82
II-LES ACTIONS DE L'ETAT COLONIAL ET POST-INDEPENDANT .....	83
1. Les actions des forces armées et de sécurité pendant la période coloniale et post-indépendante .....	83
1.1. La répression.....	83
1.2. La séparation entre les insurgés et la population .....	87
1.3. L'infiltration.....	90
2. Les actions non violentes et psychologiques .....	92
2.1. La propagande anti UPC et le discrédit contre les nationalistes .....	92
2.2. La corruption et les décrets d'amnistie .....	94
2.3. L'action symbolique : exposition des têtes coupées .....	97
CHAPITRE IV : LA FIN DU "MAQUIS" ET SES REPERCUSSION DANS LE NDE .....	100
I- LES CAUSES DE LA FIN DU "MAQUIS" .....	100
1. Les facteurs logistiques et stratégiques.....	100
1.1. Facteurs logistico-militaires.....	101
1.2. L'absence de base de repli .....	102
1.3. La faiblesse des ravitaillements et les guerres intestines .....	105
2. Les facteurs politiques et sociaux .....	108
2.1. L'élimination des leaders .....	108
2.2. L'hostilité et l'abandon des populations .....	111
2.3. Les ralliements massifs .....	113
II-LES REPERCUSSIONS DU" MAQUIS".....	116
1. Répercussions sociales et humanitaires .....	116
1.1. Pertes en vies humaines .....	116
1.2. Les migrations et la division des populations .....	118
1.3. Les dégâts matériels.....	121
2. Les répercussions politique et économique .....	122
2.1. Les réformes administratives des Grassfields : Quels incidents à long terme ? .....	122
2.2. La militarisation de la région .....	125
2.3. La destruction des cultures et réduction drastique de la production agro-alimentaire .....	126

CONCLUSION GENERALE .....	128
ANNEXES .....	133
SOURCES ET REFERENCES BIBLIOGRAPHIQUES .....	149
TABLE DES MATIERES .....	158